

| BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ JURASSIENNE DES OFFICIERS | SOMMAIRE | |
|--|--|----|
| DES OFFICIERS | Billet du Président (Col Jean-François Gnaegi) | 3 |
| N° 24 Février 2008 | Procès-verbal de l'Assemblée générale SJO 2007 | 5 |
| Editeur: | Europe: les nouveaux terroristes islamistes (Alain Rodier) | 13 |
| Comité de la Société | Alerte aux robots-guerriers! (Yves Eudes) | 17 |
| jurassienne des officiers | Armes du futur: entre sommation et tir (Olaf Arndt) | 23 |
| Rédacteur responsable: Cap Gérard Guenat | Exporter du matériel militaire sert aussi des intérêts pacifiques (PG. Bieri) | 27 |
| 1, route d'Alle 2900 Porrentruy | Chars «M-113»: une solution pour les urgences! (Meinrad A. Schuler) | 29 |
| Tirage: | Le Corps suisse d'aide en cas de catastrophe | 31 |
| 1300 exemplaires | Maintien de la paix: apporter sécurité et stabilité (Dominik Knill) | 39 |
| Prix du numéro: Fr. 15.– | Reflets | 43 |
| Réalisation: | Rainier Biétry «sauve» la firme Condor à Courfaivre (Patrick Di Leonardo) | 57 |
| DEMOTEC SA Microédition-Imprimerie Fbg Saint-Germain 5a | 1977-1978: Terrorisme dans le nord du Jura bernois? (Col Hervé de Weck) | 59 |
| 2900 Porrentruy | Témoignage (Joseph Cuttat) | 65 |
| Administration, publicité et impression: Imprimerie 2000 | Une exposition aux Rangiers Fortifications françaises et suisses dans la trouée de Belfort (Col Hervé de Weck) | 67 |
| 2900 Porrentruy Tél. 032 466 55 21 Fax 032 466 72 34 | Personnalités oubliées Maurice Fleury, pilote militaire et pilote d'essai | 71 |
| Internet: www.military.ch/SCJO | Deux livres sur le Sundgau entre 1939 et 1945 (Col Hervé de Weck) | 73 |
| Photo | Guérilla dans les forêts (Fernand Auberjonois) | 81 |
| page couverture: Photo H. de Weck. | «Dictionnaire historique de la Suisse», tome 6 (Col Hervé de Weck) | 87 |
| Château Cugny au nord-est de Goumois. | Sécurité, défense, histoire militaire Publiciations 2006-2007 | 89 |

Billet du Président



Après une année 2006 marquée par l'organisation du colloque franco-suisse à Lucelle, Des deux côtés de la frontière; le Jura bernois, les régions françaises et alsaciennes avoisinantes (1939-1945), et la commémoration de la libération de 1944 à Wolschwiller, l'année 2007 a été nettement plus calme, permettant aux membres du Comité de la Société jurassienne des officiers (SJO) de souffler un peu.

La présence et l'intervention comme conférencier du chef de l'armée, le commandant de corps Christophe Keckeis, lors de notre assemblée générale 2007, a suscité un grand intérêt. Les propos qu'il a tenus lors d'un point presse ont été très bien relayés par la presse écrite et parlée régionale.

Comme les années précédentes, les activités de la SJO ont eu des succès contrastés. Le tir SJO, organisé à Delémont, a été une réussite, grâce à l'ouverture du concours aux sociétés militaires du Jura et du Jura bernois, à la participation d'une belle délégation de la Société des sous-officiers de Reconvilier. La visite du Centre de recrutement de Lausanne a été très enrichissante et a permis aux participants de se rendre compte des moyens et des efforts mis enœuvre pour orienter chaque conscrit selon ses apti-

tudes et ses souhaits de carrière. Un grand merci au commandant du Centre, le colonel Bernard Probst qui nous a guidés dans ses locaux. L'année 2007 s'est terminée par un apéritif agrémenté de la visite du Musée de l'automobile à Muriaux.

Un grand merci aux membres du Comité qui m'accompagnent dans la conduite de la SIO. Selon les statuts de la Société, le Président est élu pour une période de trois ans et est non rééligible. Faute d'avoir pour l'instant trouvé un successeur, j'accepte de poursuivre ma tâche durant une, au maximum deux années supplémentaires... A l'exception du premier-lieutenant Marcel Trummer, présent au Comité depuis la fondation de la section des Franches-Montagnes (vingt et un ans!), qui souhaite être remplacé, les autres membres du Comité restent en place pour diriger le navire. Je les remercie très sincèrement de leur confiance à mon égard, de leur solidarité et de leur intérêt pour notre armée de milice

Dans notre pays, l'année a été marquée par le débat sur la conservation de l'arme à domicile. Des événements tragiques, durant lesquels une arme d'ordonnance a été utilisée, ont naturellement alimenté le débat et ont été – cela va de soi – instrumentés par les opposants à notre armée. Le Département de la défense a fait un premier pas dans leur direction en retirant la munition de poche qui était confiée à nos soldats. Dans un avenir pas très éloigné, le pas suivant constituera à faire déposer l'arme à l'arsenal à la fin de chaque période de service, comme cela est déjà possible à Genève. Ce pas, s'il est fait, aura, à moyen terme, pour conséquence la suppression du tir obligatoire, la mort programmée de beaucoup de sociétés de tir et la fermeture de nombreux stands. Gardons en mémoire que notre armée a besoin d'un ancrage populaire et du soutien de tous ceux - ils sont encore très nombreux - qui pratiquent le tir.

Même si l'Etape de développement 2008-2011 a été finalement acceptée par les Chambres fédérales, l'armée est menacée par de nombreux opposants qui cherchent, par des actions échelonnées dans le temps, à l'ébranler dans ses fondements: initiative sur le bruit des avions, initiative contre la conservation de l'arme à domicile, suppression de

l'obligation de servir, refus du rétrofitage des avions F/A-18, du renouvellement des chasseurs Tiger F-5 et des budgets annuels, etc. Les opposants font preuve d'un angélisme dangereux. La paix et la sécurité ne sont jamais assurées à perpétuité! Pour préserver nos intérêts et garantir notre souveraineté, nous devons disposer d'une force d'intervention. Même si les polices étaient renforcées de manière très significative, elles ne seraient pas formées pour la défense du territoire. Même si la défense de la population était renforcée, elle ne pourrait répondre qu'imparfaitement aux conséquences directes des catastrophes naturelles, liées au réchauffement de la planète, qui vont survenir à un rythme plus soutenu. Notre armée est pour l'instant la meilleure des réponses face à l'insécurité et aux effets des dérèglements climatiques. Mobilisonsnous pour assurer son maintien et pour lui donner les moyens de répondre aux tâches qui lui sont fixées par la Constitution.

> Colonel Jean-François Gnaegi 1er février 2008

Procès-verbal de l'assemblée générale 2007

Procès-verbal de la 23° Assemblée générale ordinaire de la Société jurassienne des officiers. Courfaivre, Maison des Œuvres, samedi 24 mars 2007 à 16h30.

1. Ouverture de l'Assemblée

Après que la fanfare l'Espérance de Courfaivre ait interprété *La Rauracienne* et l'*Hymne national*, l'assemblée rend hommage aux disparus: le col EMG Henri Daucourt, le col Marcel Bosshardt et le cap Serge Mérillat.

Le président, le col Jean-François Gnaegi, ouvre la 23° Assemblée générale en souhaitant une cordiale bienvenue aux membres présents et aux invités qui nous honorent de leur présence:

- M^{me} Madeleine **Angwerd**, conseillère aux Etats;
- M. Pierre Kohler, conseiller national;
- M^{me} Nathalie **Barthouloz**, présidente du Parlement jurassien;
- M. le ministre Charles Juillard, membre du Gouvernement jurassien et responsable des affaires militaires;
- M^{me} Germaine **Monnerat**, maire de Courfaivre;
- Cdt de corps Christophe Keckeis, chef de l'armée et orateur du jour;
- Div Jean-François Corminbœuf, cdt rég ter 1;

- Div Jean-Pierre Badet, représentant de la Suisse auprès de l'OTAN;
- Div Frédéric Greub, ancien cdt div camp 2 et membre d'honneur SJO;
- Col EMG Michele Moor, président SSO;
- Br Michel Chabloz, cdt Fo ap inf III/6;
- Br Martin **Chevallaz**, cdt br inf 2;
- Br Roland Favre, cdt br inf mont 10;
- Br Daniel Berger, cdt br bl 1;
- Col EMG Jean-Pierre Guélat, cdt place d'armes de Bure;
- M. Henri-Joseph **Theubet**, cdt Police cantonale jurassienne;
- M. Jacques-Olivier Riche, prés Société des artilleurs d'Ajoie;
- Col Hervé de Weck, membre d'honneur SJO;
- Plt Serge **Perera**, Office de la sécurité et de la protection à Alle;
- Col EMG Pierre Paupe et maj Béat Leuenberger, présidents d'honneur SJO;
- Col EMG Michel **Thiébaud**, président Fédération jurassienne de tir;
- Lt-col Serge Bader, président Union des officiers de réserve de la région de Mulhouse;
- Col Ruedi Schaffhauser, Société des officiers des deux Bâle;
- Sgt Yves **Domont**, président de la Société des sous-officiers d'Ajoie;
- Lt-col Jean-Paul **Grunenwald**, membre d'honneur SJO;
- MM Christian **Rossé** et Dimitri **Que-loz**, récipiendaires du prix SJO 2007.

Se sont excusés:

- M. Pierre-Alain Gentil, conseiller aux Etats;
- M. Hubert Ackermann, président Délégation du Jura à l'Assemblée interjurassienne;
- Br Daniel Roubaty, cdt br log 1;
- Br Jean-Pierre Weber, ancien cdt br fr 3;
- Col Charles Socchi, commandant d'arrondissement, président d'honneur SJO;
- Div Dominique Juilland, président de l'Association de la Revue militaire suisse;
- Les présidents des sociétés cantonales romandes d'officiers des cantons de VD, FR et GE;
- Col André Bacon et Col EMG Jacques Valley, présidents d'honneur SJO;
- 28 membres de la SJO.

L'ordre du jour est accepté sans opposition.

2. Nomination des scrutateurs

Les majors Fabien Kohler et Damien Scheder sont désignés comme scrutateurs.

3. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale SJO 2006

Le procès-verbal, publié dans le *Bulletin SCJO* N° 23, est accepté sans remarque ni question. Son auteur est remercié.

4. Rapport du Président

Le Président rappelle la fusion, en 2005, des sections d'officiers des trois districts

en une seule entité. Depuis lors les effectifs, dont seul un tiers est formé de militaires actifs, ont fondu d'environ 60 membres. Seul un quart des nouveaux membres potentiels a répondu à la proposition d'adhésion. Les structures de l'armée XXI expliquent le risque de disparition des sociétés d'officiers. Celles-ci doivent s'adapter, comme l'armée, mais pas à n'importe quel prix. Il s'agit de privilégier les valeurs humaines fondamentales. Un premier pas a été fait avec la fusion des sections de district dans le Iura. Peut-être faudra-t-il songer à une Société régionale, englobant Jura, Jura bernois et Neuchâtel...

L'année écoulée a été marquée par un événement important: le colloque franco-suisse de Lucelle, consacré au Jura bernois et aux régions avoisinantes de France (1939-1945). Près de 150 personnes sont venues écouter des historiens français et suisses. La vente des Actes a été un grand succès: presque tous les exemplaires imprimés ont été vendus. C'était un premier pas vers un rapprochement entre officiers français et suisses!

En revanche, succès contrastés pour les autres activités de la SJO, avec un attrait pour le tir de combat à Bure et l'apéritif de fin d'année. Une ouverture des activités vers les sociétés militaires, y compris celles du Jura bernois, devrait permettre de redynamiser le tir SJO de Bambois.

Le 23° Bulletin SJO, tiré à 1300 exemplaires, a été envoyé à tous les membres SJO ainsi qu'à environ 1000 personnalités politiques et militaires, dans et hors du Canton. Les plus vifs remerciements au col Hervé de Weck et au cap Gérard Guenat pour l'excellence de leur travail

et pour leur dévouement à la cause. Des remerciements sont aussi adressés au Gouvernement jurassien pour la subvention accordée, ainsi qu'aux entreprises qui soutiennent la parution du *Bulletin* par des annonces publicitaires.

Pour poursuivre sur la qualité des revues militaires, le président profite de la présence du Chef de l'armée et du président SSO, pour faire part de ses états d'âme, évoquant les 150 ans de la RMS et la participation de la SIO à la fête qui a marqué l'événement. La longévité de cette revue s'explique par la qualité de son contenu, l'engagement désintéressé et le soutien financier de nombreux officiers. En comparant les comptes de la RMS et de l'ASMZ, le Président se dit offusqué par le montant des honoraires payés au rédacteur de l'ASMZ et ne s'étonne pas qu'année après année, la pérennité de l'ASMZ soit discutée. Heureusement, les comptes de cette revue n'influencent pas les comptes de la SSO, qui fait un travail magnifique pour conserver une armée de milice adaptée à la menace, aux besoins de sécurité de notre population et aux moyens financiers mis à sa disposition. La SSO a choisi le chemin de la discussion, de la concertation en lieu et place de la confrontation. Elle est une interlocutrice de l'armée et des milieux politiques.

Pour régler les affaires courantes et organiser les activités de la SJO, le Comité s'est réuni à six reprises. Une importante activité a donc été déployée. Le Président remercie tous les membres du comité pour leur dévouement à la cause de SJO et de l'armée.

Promotions, mutations

Les promotions et mutations suivantes ont eu lieu le 1^{er} janvier 2007:

- Lt-col EMG Guy Vallat promu col EMG;
- Lt-col Romain Seuret promu col et chef de l'EM cantonal de liaison territoriale jurassien;
- Cap Dimitry Queloz promu au grade de maj, à l'EM de fraction d'armée 152, Archives militaires;
- Cap Laurence **Boillat**, juge d'instruction, devient auditrice au tribunal militaire N° 2;
- Cap Marc-André Weber muté au dét expl de la base logistique de l'Armée comme officier hôpital;
- Plt François Gigon muté à la cp expl
 2/I.

Sont libérés de leurs obligations militaires:

- Maj Patrick Sanglard, Cornol;
- Cap Vincent Caillet, Alle;
- Plt Cyprien Froté, Porrentruy;
- Plt Serge Joray, Delémont.

De ce survol de l'année écoulée, le Président tire un bilan positif, même si tout ne s'est pas passé comme il l'aurait souhaité. Ce qui est primordial aux yeux du Comité SJO, c'est de sentir l'esprit de camaraderie et le plaisir que ressentent les participants aux activités organisées par la SJO.

5. Rapport du caissier

Les comptes 2006 sont présentés par le lt-col Jean-François Bertholet.

| , | |
|---|---|
| Recettes Cotisations encaissées Subvention cantonale Bulletin SJO Colloque de Lucelle Produits divers Total des recettes | CHF 5765.00 3000.00 75.90 1415.05 528.05 10784.00 |
| Dépenses Assemblée générale Cotisation + don RMS Cotisation SSO Prix SJO Coût des activités Frais administratifs Perte sur débiteurs Total des dépenses | CHF 2442.50 1600.00 1690.00 1000.00 1459.95 1956.55 441.00 10590.00 |
| Bénéfice | 194.00 |
| Bilan au 31.12.2006 Disponible Réalisable Actifs transitoires (actes) Total | CHF 37279.77 411.95 12033.60 49725.32 |
| Créanciers (Actes) Fonds du don SJO Capital au 31.12.2006 Total | 15438.30 4000.— 30287.02 49725.32 |
| Fonds Publications Capital initial Ventes de l'année Intérêts bancaires Frais d'affranchissements | CHF 15858.95 698.00 46.55 - 56.70 |

6. Rapport des vérificateurs des comptes

Laurence Boillat, vérificatrice des comptes avec le plt Eddy Comastri, donne lecture du rapport qui met en évidence la bonne tenue de la comptabilité et en propose l'acceptation avec décharge au caissier.

7. Approbation des rapports

Les deux rapports sont acceptés à l'unanimité.

Admissions

- Lt Daniel Contréras, cp EM car 1;
- Sgt chef Yann Voutaz;
- Sgt chef Florian Beucler;

tous deux dans les troupes d'aviation et bientôt promus officiers.

Démissions

- Maj Denis Hostettler;
- Cap Pierre-Yves Erard;
- Cap Gérard Fady;
- M. Philippe Faivet;
- M. Jean-Louis Jolissaint.

Exclusions

Pour non-paiement des cotisations, malgré de très nombreux rappels:

- Cap Steve Bonnemain;
- Cap Daniel Riat;
- Plt Jean-Philippe Laville;
- Plt Vincente Risse;
- Plt François Schaffter;
- Plt Hubert Zeller;
- M. Stephane Studer.

Capital au 31.12.2006

16546.80

8. Honorariat

Deux membres SJO viennent d'être promus au grade de colonel. Le div Frédéric Greub rend hommage à Romain Seuret, et le col Jean-François Gnaegi à Guy Vallat, malheureusement absent.

9. Cotisation 2007

La cotisation annuelle pour l'année 2007 est maintenue à 50 francs.

10. Budget

Le budget 2007 est présenté par le lt-col Jean-François Bertholet.

| Recettes | CHF |
|-------------------------|----------|
| Cotisations des membres | 6000.00 |
| Subvention cantonale | 3000.00 |
| Bulletin SJO | 1500.00 |
| Produits divers | 250.00 |
| Total des recettes | 10750.00 |

| Dépenses | CHF | | |
|----------------------|----------|--|--|
| Assemblée générale | 3000.00 | | |
| Cotisation RMS | 600.00 | | |
| Cotisation SSO | 1900.00 | | |
| Prix SJO | 1000.00 | | |
| Coût des activités | 3000.00 | | |
| Frais administratifs | 950.00 | | |
| Frais divers | 300.00 | | |
| Total des dépenses | 10750.00 | | |

Le budget, équilibré, est accepté à l'unanimité.

11. Activités SJO 2007

Les activités, dont la liste a été envoyée à chaque membre, sont présentées et commentées par le Président. Il souhaite une bonne participation et se dit ouvert à toutes les propositions des membres de la Société.

12. Prix SJO

Tous les trois ans, la SJO décerne un prix qui récompense des travaux portant sur la sécurité, l'histoire ou la technique militaire. Les récipiendaires doivent être originaires ou nés dans le Canton du Jura ou dans le Jura bernois ou y habiter. Deux prix sont attribués cette année. L'un, de 2000 francs va au maj Dimitri Queloz, pour Les attachés militaires français à Berne et les grandes manœuvres de l'armée suisse (1874-1911), l'autre, d'une valeur de 1000 francs, à Christian Rossé, pour Le Service de renseignements suisse face à la menace allemande (1939-1945). Jean-François Gnaegi et Hervé de Weck présentent les lauréats, ainsi que leur ouvrage.

13. Divers

Le Président explique les modifications intervenues au Comité SJO. Le It-col Olivier Jacot-Guillarmod habite depuis peu à Domdidier. Il renonce à assumer la charge de vice-président mais reste au Comité. Cette vice-présidence vacante pose un problème au Président, lequel devrait remettre son mandat lors de la prochaine assemblée en 2008 car, selon les statuts, il n'est pas rééligible. L'assemblée est donc invitée à réfléchir à sa succession.

Le major François Valley, après avoir longtemps présidé la Société des officiers d'Ajoie et participé aux travaux de la SJO, a démissionné du Comité pour mieux assurer ses tâches professionnelles et politiques (conseiller communal à

Porrentruy et député au Parlement). Il est remercié pour son engagement désintéressé. Des applaudissements nourris clôturent ces adieux. Un successeur au major François Valley est à trouver...

La parole est donnée au ministre Charles Juillard, représentant les autorités cantonales et membre SJO: «Comme l'homme, une association, une Société comme la nôtre, doit s'arrêter périodiquement pour faire le point. Réorganiser l'équipage, contrôler le cap, réparer les avaries, parfois éliminer ce qui alourdi l'embarcation et gêne la manœuvre. La nouvelle organisation de la Société, mis en place depuis le 9 avril 2005, va dans le sens de ce que je viens d'exprimer. (...) la fusion des trois sections de district en une seule entité ouverte vers le Sud (...) est porteuse d'avenir et gage de réussite.

(...) nous avons à serrer les rangs pour que notre armée continue à être un élément de cohésion produisant de la sécurité pour le bien et avec les citoyens de ce pays. Les soldats de milice (...) constituent la base ou les fondations de notre armée. Même si l'armée se modernise, maintenons la milice (...). J'ai confiance dans ses soldats de milice, avec leur arme à la maison. (...)

Cette union et cette complémentarité valent aussi pour le maintien et la modernisation de la place d'armes de Bure. A ce niveau, des simplifications, des éclaircissements doivent être apportés au processus de conduite et de direction de cette place. Je me rappelle avoir appris dans des écoles militaires un vieux principe qui disait: «Un chef, un emplacement, une mission». Aujourd'hui, je crois que nous en sommes malheureusement un peu trop éloignés.»

Le col EMG Michaele Moor, Tessinois et président de la SSO, fait un bilan des deux années passées à la tête de la SSO: « Quand j'ai été élu, (...) la SSO était une société composée en majorité de Suisses alémaniques, qui se disputaient sur le futur de notre armée. Une Société très proche de la rupture. En tant que représentant d'un Canton latin, j'étais choqué de cette situation. Pendant toute la première année, j'ai travaillé de façon très intensive pour changer cela et amener des officiers romands au sein du Comité de la SSO (...).

Que s'est-il passé à l'extérieur en 2006? La votation au Conseil national sur l'Etat de développement 08/11 a été une défaite pour l'armée. Il est vrai que la SSO avait été assez critique avant ces votations. (...) Depuis la communication de cette décision par le Conseil fédéral, la SSO demande que l'on discute d'une façon très large de la politique de sécurité de la Suisse. Si la SSO reste encore critique, c'est qu'elle a l'impression que cette discussion n'a pas vraiment eu lieu. Après cette décision contre l'armée, la SSO a organisé une table ronde avec des représentants de l'UDC, du PDC et du PRD, afin de chercher un compromis politique qui puisse être accepté par les trois partis. Trois points sont sortis de ces discussions:

- 1. Nous ne devons pas avoir une armée de spécialistes. Toutes les formes de combat doivent être instruites.
- 2. Même si les contingents pour chaque Arme ne sont pas exactement connus, l'effectif général de l'armée ne doit pas être réduit.
- 3. Les engagements à l'étranger doivent être maintenus au niveau actuel.

Le Conseil des Etats a finalement accepté l'état de développement 08/11 (...).

Ces derniers jours, j'ai de nouveaux soucis vu les alliances recherchées entre l'UDC et la gauche pour combattre notre armée. Une nouvelle table ronde sera à nouveau organisée par nos soins, afin que le Conseil national rejoigne le Conseil des Etats dans sa décision de soutenir l'État de développement 08/11 de l'armée.»

14. « Quelques réflexions sur les risques et les menaces actuelles » par le cdt C Christophe Keckeis, chef de l'armée

«(...) Les menaces aujourd'hui sont toujours plus diffuses, il n'y a pas moins de danger, mais il s'agit d'un danger d'une toute autre nature. La menace majeure pour le monde entier est le terrorisme, et cela n'est pas près de disparaître. Il y en a encore pour une génération au moins. Les moyens et le savoir-faire des terroristes évoluent toujours de façon impressionnante. Dernièrement en Afrique, un avion d'Etat était abattu par trois missiles lors de son décollage. Combien de ces missiles sont aujourd'hui entre des mains de personnes mal intentionnées? On constate également une augmentation des catastrophes naturelles; en regard de cela, on attend toujours plus de prestations des armées dans le monde entier. On constate aussi une décadence de la civilisation moderne, une certaine désorientation de beaucoup de jeunes. (...)

La sécurité se produit de plus en plus sur une base privée, même à l'échelle suisse. Il est impressionnant de voir les sociétés qui occupent le marché et proposent des services sécuritaires. C'est naturellement inquiétant lorsqu'on regarde ce qui se passe en Iraq où il y a plus de 50000 mercenaires, plus que de soldats. On va donc vers un transfert bizarre de production sécuritaire, fonctionnant sur les règles du marché, non pas selon les règles et l'éthique fondamentale que les

soldats avaient auparavant. Il faut rester vigilant, car on en parle encore assez peu, mais c'est un marché intéressant; chacun sait comment ce type de marché évolue.

La présence policière est insuffisante dans notre pays. En France il y a 1 policier pour 240 citoyens; en Suisse, 1 pour 538. Il en manque donc entre 1000 et 1500 (...), soit une dépense de 100 millions de francs, qu'on ne sait naturellement pas comment financer. Raison d'une préoccupation de longue date: la police est l'affaire des Cantons, alors que (...) le problème de la sécurité dépend en premier lieu de la Nation. (...) lorsque nous organisons de grands événements en Suisse, (...) les effectifs de police ne suffisent pas et l'armée a encore un rôle à jouer. (...)

(...) Les conditions-cadres de l'armée ne changent pas; les contingents restent les mêmes; l'armée de milice n'est pas du tout mise en discussion; les missions de l'armée sont les mêmes; il ne s'agit pas d'une nouvelle réforme mais bel et bien d'une adaptation (...). On mangue de moyens de génie, rappelons-nous les catastrophes en 2005, on manque d'infanterie pour couvrir tout le calendrier annuel. Nous n'avons pas assez de bataillons pour assurer une présence permanente dans ce nouveau secteur de surveillance, lié au terrorisme. Nous ne faisons donc que nous adapter aux besoins en utilisant le principe des vases communicants, en allant chercher où il y a de la main-d'œuvre sous-occupée, par exemple dans les troupes mécanisées et dans l'artillerie. Il faut chercher quelque part l'équivalent de 4 bataillons d'infanterie supplémentaires (...).

Il faut aussi soigner le combat dans le terrain, le faire avec moins de monde, mais beaucoup plus professionnellement. Il

s'agira de rééquiper, raison des programmes de réarmement. Il s'agira également de développer les moyens d'aide en cas de catastrophe.

La difficulté rencontrée à Flims semble être l'engagement de l'armée à l'étranger. Il faut rester prudent. Le nouveau Plan directeur de l'armée et le référendum où 76% du peuple a donné la mission à l'armée de doubler ses capacités. Il semble qu'actuellement cela pose un problème à certains politiciens. Il y a un problème de fond, car les besoins de cette capacité ont été démontrés. (...)

Pour ce qui est du recrutement, le Canton du Jura n'est pas brillant, puisque seul 52 % des Jurassiens sont aptes au service sur une moyenne suisse à la hausse de 64 %. Pour information, Appenzell se voit fortement en tête avec 83 %. (...) La place d'armes de Bure est fondamentale, et son développement avec de nouveaux simulateurs est prévu. (...) En Suisse, un tiers des sites a disparu. (...)

Initiative Franz Weber

Autre phénomène préoccupant. M. Franz Weber possède un hôtel sur un aérodrome à Meiringen. Le bruit des Jets le dérange, il a donc lancé une initiative nationale pour supprimer les Jets au-dessus des régions touristiques. Cela signifie avoir une Suisse sans toit, une Suisse, une population, une armée sans aviation qui peut faire son travail, qui ne peut pas remplir sa mission. C'est une tranche d'un ensemble que l'on cherche à faire disparaître. Personne ne s'en inquiète. Soyons vigilants et rappelons qu'une maison sans toit n'existe pas.

Un changement perpétuel, de nouvelles étapes de développement? Trouver le rythme est primordial, peut-être par périodes de législature. La politique de sécurité n'est de loin pas un sujet à la mode, car nous sommes un peu gâtés en Suisse, où une majorité de la population pense encore que notre sécurité est acquise, ce qui est faux. La sécurité est devenue un des produits les plus précieux. La Suisse va bien car, jusqu'à présent, elle a été sûre, grâce surtout à nos prédécesseurs. (...) c'est un produit qui doit être réactivé, retravaillé chaque jour durement, même si la menace d'aujourd'hui semble totalement différente. La Suisse continue d'avoir une carte à jouer, pour autant qu'elle soit sûre. (...)

Le remplacement des Tiger sera certainement un nouveau combat sous la Coupole fédérale. Il s'agit ici d'un mal nécessaire qui, pour des raisons budgétaires, n'a pas pu être réglé au moment opportun. Il s'agit ici d'un remplacement de routine d'un avion qui est tout simplement devenu vieux.

Il faut veiller à garder un excellent contact avec la population. Notre armée s'est peut-être trop isolée sur des places d'armes et devant des simulateurs, pour produire de la haute qualité.

Le col Jean-François Gnaegi remercie le cdt C Keckeis. Il lui remet une corbeille garnie de produits du terroir jurassien ainsi que des dernières publications de la SJO. La soirée continue avec un apéritif offert par la Commune de Courfaivre et une aubade de l'Echo du Vorbourg et ses cors des Alpes.

Le secrétaire cantonal plt Patrice Wannier

Europe: les nouveaux terroristes islamistes

Alain Rodier

Depuis les attentats de Madrid et de Londres, les forces de sécurité se retrouvent confrontées à une nouvelle génération de terroristes islamistes qui se réclament d'Al-Qaida. Il s'agit de cellules locales totalement indépendantes, qui n'ont aucun lien structurel avec la nébuleuse qu'a initiée Oussama Ben Laden.

Une partie de ces activistes a entretenu des contacts avec le Pakistan; certains ont même fait le voyage ou subi un entraînement militaire et idéologique dans ce pays qui abrite l'état-major d'Al-Qaida, semble-t-il dans la vallée de Chitral. Le dernier discours vidéo de Ben Laden prouve, non seulement, qu'il était en vie encore très récemment, mais qu'il évolue dans un environnement relativement sécurisé qui lui permet de se tenir au courant de l'actualité mondiale. S'il peut recevoir des informations, pourquoi ne pourrait-il pas envoyer des consignes?

Des connexions ont été découvertes entre des cellules djihadistes en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne. Etant donnée la position géographique de la France, située au carrefour de ces Etats européens, il serait étonnant qu'il n'y ait eu aucun contact avec des activistes résidant sur le territoire national. Ces djihadistes utilisent Internet. La toile leur sert à recruter, motiver et former les militants, à passer discrètement les instructions données par les dirigeants d'Al-Qaida.

De nombreuses mosquées, tenues par des islamistes radicaux, semblent des points de contact et de recrutement importants. Les forces de police y ont trouvé des vidéos de propagande et des produits chimiques entrant dans la composition d'explosifs.

Une haine de plus en plus vivace contre le monde occidental, les Etats-Unis et Israël, en particulier, apparaît comme le ciment qui lie ces nouveaux activistes. De nombreuses conversions à l'islam (le nombre des convertis à l'islam aurait augmenté de 400% entre 2005 et 2006) ont lieu en raison de ce sentiment, non par idéal religieux. De nombreux activistes, qui auraient versé dans le gauchisme il y a quelques années, se tournent vers l'islam extrémiste, considéré comme la seule force capable de s'opposer à la toute puissance occidentale.

Le laxisme des démocraties européennes dans le domaine de l'immigration constitue un atout important pour les personnes qui vivent dans la clandestinité. Il s'explique par l'angélisme de certains intellectuels et politiciens animés d'une foi rousseauiste et de complexes concernant le passé: croisades, inquisition, guerres de religions, conflits mondiaux avec leurs cortèges d'atrocités, passé colonial... Ce complexe, utilisé par le KGB pendant la guerre froide, afin d'altérer l'esprit de défense des populations européennes, est en core exploité aujourd'hui par des pays

qui souhaitent influencer la politique européenne dans un sens qui leur est favorable.

Quelques cas

Le 5 septembre 2007, le GSG9 arrête deux jeunes citoyens allemands convertis à l'islam et un Turc à Medebach-Oberschledorn. Ils sont soupçonnés d'avoir préparé des attentats à l'aide de véhicules piégés contre l'aéroport international de Francfort, la base américaine de Ramstein et différents endroits fréquentés par des Américains. Ils auraient importé trois camionnettes depuis la France. Les détonateurs de qualité militaire, saisis lors des perquisitions, proviendraient de Syrie. Ce serait du Pakistan que l'ordre de passer à l'action dans les quinze jours aurait été donné aux activistes au début septembre. Les trois activistes arrêtés ont subi un entraînement terroriste au Pakistan dans un camp dépendant de l'Union du Djihad islamique. C'est à cette occasion qu'ils ont été repérés par les Américains qui ont passé l'information à leurs collègues allemands. Cette cellule, qui comprenait une dizaine de membres, des citoyens allemands, libanais, pakistanais et des apatrides, serait rattachée au mouvement de l'Union du Djihad islamique ouzbek, connu pour être lié à Al-Qaida. Depuis 2000, sept attentats ont été déjoués en Allemagne.

Le 4 septembre, huit hommes âgés de 19 à 29 ans ont été arrêtés au Danemark, aux environs de Copenhague. Les autorités danoises surveillaient ces individus depuis des mois. D'origine pakistanaise, afghane, somalienne et turque, six d'entre eux ont la nationalité danoise, les deux derniers séjournant

de manière régulière dans le pays. Des connexions avec un responsable d'Al-Qaida auraient été établies.

Selon un rapport de police, plus de 600 des 1350 mosquées que comptent la Grande-Bretagne seraient aux mains des membres de la secte radicale Deobandi qui a fourni environ 80% des terroristes à l'origine des dernières tentatives d'attentat. Cette secte est très présente au Pakistan, en Inde et en Afghanistan. La fameuse mosquée rouge au Pakistan, qui a été l'objet d'intenses combats en été 2007, constitue un haut lieu de ce mouvement.

Sur les 258 mosquées recensées officiellement en Italie, un certain nombre sert de centre de prosélytisme et d'entraînement pour de jeunes volontaires. Certains imams ont été arrêtés en été 2007, en raison de leurs discours enflammés demandant qu'une guerre ouverte soit déclenchée contre les «juifs et les chrétiens». Les villes de Milan, Turin, surnommé la «Kaboul du Piémont»), Bologne et Naples sont de plus en plus infiltrées par des intégristes islamiques

Al-Qaida et le Pakistan

La direction d'Al-Qaida, réfugiée au Pakistan, a beaucoup d'influence opérationnelle. Certes, elle ne commande pas ses troupes (il n'y a pas de structure pyramidale), mais sert d'inspirateur, de fournisseur d'aide (entraînement, fonds). Elle donne des consignes générales d'action. Les écoles religieuses (madrasas) sont présentes sur l'ensemble du territoire. Les communiqués qui paraissent régulièrement sur le net sont le plus souvent envoyés depuis des

cybercafés d'Islamabad. Les postulants au djihad venant de l'étranger sont récupérés par des mentors à leur arrivée dans les aéroports internationaux pakistanais. Dans un premier temps, ils trouvent refuge dans les *madrasas* voisines avant d'être acheminés vers des camps d'entraînement. Par mesure de sécurité, ces derniers n'ont pas de localisation géographique permanente et ne regroupent que quelques activistes. Un rapport de l'ONU affirme que plus de 80% des attentats-suicides commis en Afghanistan sont le fait d'activistes qui ont été formés au Pakistan.

Les opérations en Afghanistan et au Liban servent à prouver que les Européens font partie de la «croisade» déclenchée par les chrétiens contre le monde musulman. L'opposition de la plupart des pays européens à la guerre en Irak ne peut servir d'excuse aux yeux des musulmans radicaux.



Pour les activistes islamistes résidant en Europe, la nationalité n'a plus d'importance. Ils sont des musulmans faisant partie du «djihad mondial» destiné à défendre l'islam contre l'agression des «juifs et des croisés».

Les Etat démocratiques européens doivent savoir que la lâcheté, l'inaction, les atermoiements et les divisions ne paient pas. Les fondamentalistes islamistes ne respectent pas les reculades. Ils ne respectent que la loi du plus fort, surtout sur le plan psychologique. En effet, ils ont, eux, un idéal à défendre. En retour, qu'est-ce que la «vieille Europe» a à proposer? Les Etats-Unis ont promu la démocratie et l'économie libérale à tous crins. On en connaît les résultats en Irak, en Afghanistan et en Iran. L'équilibre est difficile à trouver pour les dirigeants politiques européens. Ils ne doivent pas répondre aux provocations des mentors d'Al-Qaida qui souhaitent transformer leur guerre personnelle en un affrontement entre monde chrétien et musulman.

Ben Laden et ses acolytes demandent en fin de compte aux autres religions de se convertir à l'islam ou de disparaître. Il est grand temps de trouver des idées qui préservent l'islam tout en s'opposant fermement à toute idée de conquête développée par ses éléments les plus radicaux¹.

A.R.

Il s'agit d'un résumé du texte d'Alain Rodier, CF2R, Note d'actualité N°105, septembre 2007.

TABACS-JOURNAUX Marino Filippini

Grand-Rue 2

2345 LES BREULEUX

Tél. 032 954 12 84



Alerte aux robots-guerriers!

Yves Eudes¹

La Mule pèse deux tonnes. Elle a la taille d'une camionnette, mais sa carrosserie arrondie et moulée d'un seul bloc lui donne l'air d'un jouet. Grâce à ses six énormes roues indépendantes, elle peut circuler sur n'importe quel terrain, franchir un bourbier et même grimper un escalier. Lorsqu'il faut aller vite, elle actionne son moteur diesel. S'il vaut mieux avancer lentement et en silence, c'est le moteur électrique qui prend le relais.

Elle n'a ni porte ni fenêtre, car personne ne monte à son bord: la Mule est le premier véhicule-robot au service de l'armée américaine, capable de se déplacer tout seul, sans pilote ni télécommande. L'engin est surmonté d'une grosse tête ronde translucide, fixée à un bras rétractable et bourrée de caméras, de micros, de capteurs, de radars, de sonars et de lasers. Il peut voir et entendre tout ce qui se passe autour de lui, de jour comme de nuit. Il détecte les mouvements et les sources de chaleur, calcule la distance le séparant d'un objet fixe ou mobile. Grâce à ce flux continu de données, son ordinateur de bord dessine en temps réel une carte dynamique de son environnement, puis définit un itinéraire praticable. La Mule est intelligente!

Sa première mission sera d'accompagner les fantassins en opérations et de porter leurs paquetages, d'où son nom. Plus exactement, elle suivra un miniémetteur logé dans la veste de l'un des soldats de son unité. Equipée d'une benne, elle pourra transporter des centaines de kilos d'armes, de vivres et de matériel. Les *GI*, qui doivent parfois porter sur leur dos plus de 40 kg d'équipement, seront ainsi plus agiles. Elle servira également de groupe électrogène, de purificateur d'eau et de détecteur de mines ou d'armes chimiques et bactériologiques.

Attention, la *Mule* n'est pas encore au point. Mais au printemps 2005, le Laboratoire de recherche de l'armée américaine, installé près de Washington, a annoncé que ses tests réalisés sur un circuit accidenté avaient été très encourageants. La décision a été prise de lancer la fabrication de plusieurs modèles, ainsi que d'une gamme étendue de véhicules-robots dont le nom de code générique est *UGV* pour *Unmanned Ground Vehicles*

La production en série pourrait commencer dès 2012, pour un déploiement sur le terrain à partir de 2014. Le Defense Advanced Research Projects Agency du Pentagone a confié les différentes parties du programme à plusieurs consortiums, réunissant des laboratoires publics, des universités, des grands fabricants d'armements et des petites start-up d'informatique et de robotique.

Il organise des expositions de maquettes dans les écoles militaires, pour

¹ Article paru dans Le Monde du 20 octobre 2005.



Présentation d'un robot Mule qui devrait entrer massivement en service dans les forces armées vers 2012. (Document DARPA)

familiariser les jeunes officiers avec ces machines du futur. En mai 2005, il a choisi le *War College* de Carlisle, en Pennsylvanie, pour présenter une vingtaine de futurs *UGV*, à roues et à chenilles. Les plus gros seront des wagons d'une quinzaine de tonnes, les plus petits des tanks miniatures de moins de cent kilos. Le *Defense Advanced Research Projects Agency* a aussi annoncé la prochaine naissance de *Big Dog* et *Little Dog*, deux plates-formes de transport dotées de quatre pattes articulées.

Les élèves de Carlisle ont aussi découvert que les *UGV* de la deuxième génération ne se contenteront pas de suivre les fantassins: ils pourront se déplacer de façon autonome, grâce à des logiciels de navigation leur permettant d'éviter les obstacles et de choisir des itinéraires discrets, genre lisières de forêt ou rues étroites. Dès 2015, on devrait voir apparaître des *UGV* programmés pour parcourir indéfiniment un même itinéraire, par exemple la navette entre une zone de combat et une base arrière.

L'arrivée de ces UGV pleinement autonomes, vers 2020, bouleversera d'abord les règles de surveillance et de reconnaissance des zones de combat. Grâce à ses batteries de capteurs, un robot patrouillant inlassablement autour d'une zone sera plus efficace que toute une armée de sentinelles. Aucun bruit, aucun mouvement, aucun dégagement de chaleur, même infime, ne lui échappera. De même, un robot envoyé en éclaireur en territoire hostile pourra collecter en quelques minutes des masses d'informations sur les positions ennemies et les transmettre en direct à sa base arrière.

A partir de 2025 ou 2030, l'armée américaine espère posséder, en sus des *UGV* autonomes, de véritables robots guerriers capables de prendre part aux combats. Il s'agira d'une gamme de blindés rapides de deux à dix tonnes. Il est déjà prévu de les équiper de fusils à longue portée, de mitrailleuses, de lance-grenades et de missiles à guidage électronique. Ils ne seront pas programmés pour une mission précise. Ils devront être capables de patrouiller dans une zone hostile et d'analyser des situations complexes.

S'ils repèrent une unité ennemie, ils se placeront eux-mêmes en embuscade et transmettront les informations au quartier général. Là, des officiers décideront de la suite des événements. Si les robots reçoivent l'ordre d'attaquer, ils se chargeront eux-mêmes de sélectionner les cibles prioritaires et déclencheront les tirs. Selon M. Omead Amidi, ingénieur en robotique de l'Université de Carnegie-Mellon, cette division du travail est logique: «Dans vingt ans, les hommes resteront meilleurs que les robots pour reconnaître les formes et les objets. En

revanche, les robots seront meilleurs que les hommes pour viser juste.» Qu'un robot puisse appuyer seul sur la détente pour tuer des humains ne lui pose pas de problème: « Dans une guerre urbaine, un robot pourra atteindre un homme au milieu d'un groupe sans faire de dommages collatéraux. En général, un robot fera moins de victimes innocentes qu'un soldat fatigué, stressé ou agressif.»

Bob Quinn, directeur de la société Foster-Miller, qui fabrique des mini-tanks télécommandés, imagine déjà le passage au stade suivant, après 2030. «Techniguement, l'intervention humaine au moment de la décision de tirer ne sera plus nécessaire. Le problème sera plutôt d'ordre éthique, ou politique. Les officiers actuels se disent hostiles à l'idée de voir un robot prendre l'initiative de tuer un humain, mais la prochaine génération aura peut-être une vision différente. Si, dans trente ans. l'armée américaine se retrouve embourbée dans une guerre meurtrière et incertaine, l'intervention humaine dans la décision de faire feu sera peut-être considérée comme une perte de temps.»

Il est prévu de déployer des robotsguerriers dans toutes les divisions. Mais les officiers chargés de penser l'armée du futur souhaitent donner la priorité aux unités spécialisées dans la lutte antiguérilla. Grâce à leur avance technologique, les Etats-Unis se considèrent comme invincibles déjà sur un champ de bataille ouvert, face à n'importe quelle armée conventionnelle. Ils savent en revanche que leur avantage est moins net face à une insurrection dans une grande ville.

Apparue dès 1991 lors de la désastreuse expédition en Somalie, la prise de conscience est renforcée chaque jour par la guerre en Irak. Une fois de plus, les stratèges américains misent sur la technologie pour remédier à leur faiblesse tactique. Charles Shoemaker, chef du programme robotique du US Army Laboratory, fait la liste des vertus du robot de guerre dans un futur conflit de basse intensité. «Il ne sera pas seulement plus précis qu'un humain, son tir sera si rapide qu'il pourra intercepter un projectile. Il supportera des chocs et des accélérations intolérables pour un organisme vivant. Il pourra fonctionner nuit et jour sans se reposer, ou rester caché sous des gravats pendant des semaines, puis repartir au guart de tour. Pour faire tout cela, il n'aura besoin de rien, sauf de carburant. » Sera-t-il pour autant invincible? « Bien sûr que non, mais s'il ne rentre pas de sa mission, personne ne le pleurera.»

Plus prosaïquement, les robots-guerriers pourraient aider l'infanterie à gérer une possible pénurie de main-d'œuvre. Si les Etats-Unis décidaient à l'avenir de mener de front plusieurs conflits de longue durée, leurs armées courraient sans doute le risque de manquer d'engagés. Or le rétablissement du service militaire obligatoire semble à ce jour improbable, en tout cas pour des guerres périphériques dans des pays lointains. En octobre 2004, un projet de loi en ce sens a été rejeté par la Chambre des représentants de Washington par 402 voix contre 2.

Cela dit, personne n'envisage la création d'une armée de robots partant seuls au combat, tandis que les humains resteraient tranquillement à l'arrière. «L'îlot automatisé fonctionnant en autarcie est un mythe, affirme Charles Shoemaker. Les robots sont faits pour accroître l'efficacité des combattants, pas pour les remplacer.» En fait, les soldats devront apprendre à travailler en collaboration

avec les UGV et à les intégrer dans leur vie quotidienne. Le Defense Advanced Research Projects Agency travaille sur un char d'assaut miniature d'une dizaine de kilos, portable à dos d'homme, le Packbot, qui pourra être activé en quelques secondes et partir à l'assaut en terrain découvert ou pénétrer dans un bâtiment suspect. Les fantassins disposeront de modèles encore plus petits comme le *Throwbot* (robot à lancer). qui pourra être jeté comme une grenade par la fenêtre d'une maison tenue par l'ennemi. Une fois au sol, l'engin dépliera ses six pattes et parcourra toutes les pièces, en envoyant des informations aux soldats restés à l'extérieur. Une version explosive du Throwbot est à l'étude.

La robotisation de l'armée américaine devra évidemment être accompagnée d'une refonte complète de l'équipement



Un robot armé.

des fantassins. Armes, casques et uniformes seront bardés de caméras, de micros et de capteurs, qui dialogueront en permanence avec les *UGV*. Le système robotique saura exactement où se trouvent les soldats. Il pourra mesurer leur rythme cardiaque, leur pression sanguine, leur niveau de stress et de fatigue. Quand un humain sera blessé, le système enverra un message d'alerte ainsi qu'un premier bilan médical, éventuellement un avis de décès.

Reste à résoudre un problème majeur: pour fonctionner et coordonner leur action, les robots-guerriers auront besoin d'un réseau de communication sans fil qui couvrira l'ensemble du champ de bataille et se déplacera au gré des opérations. Or, contrairement à leurs homologues civils, les ingénieurs militaires préféreraient éviter les communications par satellite, car un ennemi bien équipé pourrait les brouiller ou les pirater. La seule solution est que les robots constituent eux-mêmes leur propre réseau: chacun d'entre eux servira de relais aux communications destinées aux autres UGV évoluant dans son voisinage, les messages se propageant de façon aléatoire jusqu'à ce qu'ils atteignent leur destinataire. Grâce à cette architecture horizontale et décentralisée, le système continuera à fonctionner, même si une partie de la flotte d'UGV était détruite.

Au fond, les robots ne seront que la partie tangible d'un système dont le véritable cœur sera le réseau. Leur intelligence ne proviendra pas de superordinateurs embarqués dans leurs flancs comme l'avaient imaginé les auteurs de science-fiction du XX° siècle. Elle sera collective et émanera de l'interaction entre un grand nombre d'engins tra-

vaillant en essaim. Un gros robot de combat pourra envoyer en éclaireur un mini-robot bon marché ou un avion sans pilote. Certains sauront sécuriser un pont, d'autres tendre une embuscade, encercler un bâtiment, se disperser pour ratisser une zone, puis se regrouper pour bloquer une offensive ennemie. Ils pourront aussi éparpiller dans la nature des milliers de mini-capteurs jetables dotés d'émetteurs, créant ainsi des systèmes de surveillance éphémères déjà baptisés *Dust networks* (réseaux-poussière).

Pour communiquer avec les humains, les robots devront envoyer des sons et des images. Ils auront donc besoin de réseaux à haut débit, lourds, complexes et vulnérables. Mais pour communiquer entre eux, ils utiliseront des codes informatiques très légers, et se contenteront de réseaux à bas débit, souples, faciles à installer et presque indétectables. Pour résoudre le problème du réseau, il suffirait en théorie d'augmenter au maximum l'autonomie des robots et diminuer autant que possible la supervision humaine. Cela dit, un problème inédit pourrait alors surgir: les humains ignoreraient la teneur des messages échangés entre robots en temps réel. Effrayante perspective...

Y. E.



Jean-Paul Grunenwald Agent général

Avenue de la Gare 42
2800 Delémont
Tél. 079 441 13 73

Armes du futur: entre sommation et tir

D'après Olaf Arndt

Douleurs «mortelle», provoquées par des armes non létales de science-fiction. Comment l'armée américaine contrôle-t-elle les insurgés irakiens qui ont la sensation de «brûler sur place»? Zeus, une Directed Energy Munition, est en Irak. L'entreprise américaine Sparta Inc. y a envoyé trois exemplaires de son système d'armes. Installé sur le toit d'un Humvee, il produit un rayon laser de 10000 watt, une prouesse technique inégalée. Le rayon peut détruire des mines...

La «munition à énergie dirigée» est destinée à la protection, mais des témoins vivant à Bagdad affirment que Zeus ne détruit pas seulement des mines. Il fait carrément fondre des bus entiers, bourrés de civils. C'est ce que rapporte le premier violoniste de l'orchestre de la ville de Bagdad, Mahid al Ghezali, dans le film italien de Rai News, La guerre des étoiles: il a vu un bus, touché par le rayon anti-mines. La peur se propage à Bagdad. D'autres témoins rapportent que des rayons invisibles et silencieux entrent par les pieds des victimes et ressortent par leur crâne. Aucune trace de projectiles conventionnels. Les vêtements restent intacts. Une élimination technique à la vitesse de la lumière, un mystère. Zeus a dépassé les lois de la physique.

Les cadavres carbonisés trouvés au Liban ne sont pas le fait d'une arme chimique. L'organisation non gouvernementale Medico International et l'émission *Report* l'ont clairement établi en août 2006. Depuis, les théories de «super-armes secrètes» se multiplient dans les médias, inspirées et attisées par des blogs. Le fait que des systèmes comme *Zeus* soient censés détruire des mines, non pas des hommes, importe peu. Ce n'est qu'un détail, du moins pour les fabricants.

Depuis des décennies, on parle de rayons dévastateurs et invisibles à propos de la destruction d'armes ou d'ordinateurs ennemis: les systèmes à impulsions électromagnétiques, les «E-bombes», les armes à micro-ondes, les lance-plasmas ou canons laser. Or, ces armes ont une faiblesse: elles sont virtuelles et n'existent que dans l'arsenal hollywoodien de Star Wars. Aujourd'hui, on se trouve à la veille d'une production industrielle de tels systèmes d'armes pour la police et l'armée: le ADS (Active Denial System) de l'entreprise Raytheon, un puissant émetteur d'ondes millimétriques, provoque une forte chaleur: il existe encore les systèmes des entreprises allemandes Diehl et Rheinmetall. On discute d'équiper les troupes américaines en Iraq avec des

² [http://www.globalsecurity.org/military/systems/ground/v-mads.htm; lien ajouté par le traducteur.]

¹ L'auteur, qui travaille dans le domaine des médias, vit à Berlin et fait parti du groupe BBM (www.bbm.de). Son dernier livre, paru aux Editions Nautilus en 2005, est intitulé Demonen. Zur Mythologie der Inneren Sicherheit.

Sheriffs ou V-MADS, des ADS montés sur blindés légers, dont la distance d'engagement atteint 500 mètres. Cette arme, qui provoque des «douleurs énormes», pourrait servir à disperser les foules.

Charles Sid Heal, du Département de la police de Los Angeles, connaît les points chauds du monde. Pendant des années, il a séjourné en Asie en tant que chef d'une unité du Marine Corps. La Corée, le Vietnam, la Thaïlande et les Philippines figurent dans la liste de ses secteurs d'engagements. Il a combattu pour la paix dans le Golfe Persique. Quand il y a une insurrection dans la prison qu'il dirige, c'est lui qui intervient personnellement, un fléau d'armes à la main. Heal, un cinquantenaire fort comme un ours, a testé à plusieurs reprises sur lui le *Taser*, le pistolet à impulsion électrique le plus efficace du monde. Heal a engagé une arme chimigue non létale, le Sticky foam, une sorte de colle fortement acide, contre les foules en Afrique. C'était en 1995, lors de l'opération «UNITED SHIELD» en Somalie, durant laquelle des armes non létales apparaissent. Charles Sid Heal est aussi un stratège militaire plein d'imagination: il a inventé le «champ de bataille à cinq dimensions », qui intègre le monde numérique.

Le « Diable maxwellien »

Quand Heal parle de canons à chaleur comme le *V-MADS*, il utilise l'expression «saint Graal du *crowd control*» (dieu du contrôle de foule). De telles armes comblent la lacune entre la som-

mation et le tir, lors des engagements anti-émeutes. Une chaleur de 54.4°C occasionne une douleur d'au moins 8 dol sur une échelle de 1 à 10, où le 10 correspond à la douleur maximale imaginable. Les médecins connaissent ces sentiments instantanés, provoqués par de telles armes, sous le nom de «douleur d'extermination». Une de ces machines est appelée Silent Guardian. Les rayons de ce «gardien silencieux» pénètrent 0,4 mm sous la peau. Ils provoquent un léger rougissement au point d'impact, qui disparaît après quelques minutes. Une arme qui ne laisse pas de traces, mais qui brise la victime. Ces effets sont provogués par des ondes millimétriques, les «cousines de celles du four à micro-ondes ».

Doug Beason, un officier de l'US Air Force, a publié en 2006 son livre The E-Bomb³. Ce directeur associé du Centre public de recherche Los Alamos National Laboratory invente des scénarios. Un créateur, plutôt qu'un guerrier! Beason est aussi auteur de nombreux romans de science-fiction. Une telle carrière parallèle n'est pas rare aux Etats-Unis. Janet Morris, connue pour ses livres de Fantasy, dirige la section de recherche du Global Security Council, une institution proche de la CIA. Tom Clancy, le «romancier militaire» le plus lu au monde, travaille pour le Joint Non-Lethal Weapons Directorate, en tant que promoteur. Cette institution fait partie du système de défense des Etats-Unis et se consacre à l'engagement de nouvelles technologies.

Dans son livre abondamment illustré, Beason fait l'éloge d'un système d'ar-

³ Londres, Perseus Press.

mes qui sera bientôt engagé en Iraq: un « Diable maxwellien », allusion très libre à l'expérimentation intellectuelle faite par James Clerk Maxwell au XIX^e siècle. Le «Diable maxwellien» ne sépare toutefois pas des molécules: il sépare les méchants manifestants des bons. Cette arme «sélective» peut distinguer «l'innocence du mal». Existe-t-elle enfin, la machine humaine qui lit nos sentiments et pensées? Le camarade de Zeus, le «Diable maxwellien» punit les mauvais manifestants avec des rayons lumineux, qui font parfois fondre des lentilles de contact sur les yeux des victimes. Cette banalité a été avérée douze ans seulement après le lancement du projet et 50 millions de dollars d'investissements. Si les manifestants portent de la monnaie sur eux, les pièces continuent à brûler longtemps après que le rayon ait cessé. De telles armes seront bientôt engagées.

En 2004, l'historien Steven Mihm a assisté à une présentation vidéo de tests de l'ADS par le Pentagone. «Un des manifestants fictifs s'apprête à lancer une pierre. De l'autre côté, un soldat, planqué derrière un système de dispersion active, une sorte de fusil électrique qui ressemble à un récepteur de satellites à la main, vise le fauteur de trouble. Il appuie sur la détente, et un rayon silen-



«Zeus» monté sur un Humvee.

cieux sort du canon. Après quelques millièmes de seconde, le civil gémit, part en courant, et tente apparemment de refroidir ses fesses avec une main. D'autres manifestants jappent comme des chiens, paniquent et courent dans tous les sens, comme si on les attaquait avec des jets de flammes invisibles. Tandis qu'ils battent la retraite, complètement désorientés, certains manifestants se retournent et lèvent le poing: une tribu de l'Age de la pierre, confrontée pour la première fois à des armes modernes.»

Quatorze «diables mécanisés» seront bientôt engagés en Iraq contre les fauteurs de trouble. La fabrication de ces engins, pour un prix de 10,5 millions de dollars, est confiée à Raytheon, grande entreprise d'armement américaine (*Raytheon* signifie en français «Dieu des rayons»). Cette entreprise fait un chiffre d'affaires de 20 milliards de dollars, pour 80000 employés. Le journal *New Scientist* attribue à l'*ADS* la cinquième place dans la liste des «meilleures armes du futur».

Une société de sadomasochistes

Brett Wagner, qui fait parti du California Center for Strategic Studies, a lancé en juillet 2006 une pétition contre le



Un modèle de Taser.

«Rumsfelds ray gun». Il considère que cette arme est une ingérence dans la liberté d'expression, et que l'ADS provoque une douleur extrême, qui peut entraîner des traumatismes permanents. Cet «instrument de torture» pourrait conduire à la mort, ce qui est contraire à la Convention de Genève qui prohibe les armes dont le seul but est d'infliger de la douleur aux victimes. Wagner considère que la démocratie est en danger. Le troisième Rapport de sécurité de la Commission de sécurité du ministère de l'Intérieur allemand, paru en 2006, met en garde contre les «dangers électroniques» pour la société civile. Il complète les dangers connus jusqu'à présent - A, B et C - par l'élément électromagnétique.

Les partisans de ces nouvelles armes insistent sur l'état de nécessité et les dangers du terrorisme. Les pistolets à impulsion électrique figurent déjà dans la nouvelle loi bavaroise sur la police en tant que moyen licite. Interrogé par la Sous-commission « Démobilisation, contrôle d'armement et non-prolifération » du Département des affaires externes du Parlement allemand, John B. Alexandre, le promoteur des armes non létales, met en évidence deux possibilités: plus de douleur ou plus de morts. Sommes-nous en train de devenir une société de sadomasochistes⁴?

O.A.

⁴ Traduction de l'allemand en français par le sgt Niklaus Meier, doctorant en droit.

Exporter du matériel militaire sert aussi des intérêts pacifiques

P.-G. Bieri

L'industrie de l'armement a souvent mauvaise presse. Une approche réaliste montre pourtant qu'elle représente un maillon précieux du tissu industriel helvétique, avec des implications positives allant bien au-delà du seul domaine militaire.¹

Le Groupe pour une Suisse sans armée, qui a connu son heure de gloire il y a une vingtaine d'années et n'a jamais «désarmé» depuis lors, a déposé en septembre 2007 à la Chancellerie fédérale une nouvelle initiative populaire «pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre». Sont visés l'exportation et le transit de tout matériel militaire, de tout bien militaire spécial (parties d'équipements pouvant être transformées en matériel militaire) et de toute connaissance technologique liée à ce domaine. Bons princes, les auteurs de l'initiative invitent la Confédération à soutenir pendant dix ans - aux frais du contribuable - les régions et les employés touchés par cette interdiction.

Si la grande époque du pacifisme semble révolue, notre société n'en a pas moins conservé beaucoup de réflexes hostiles à tout ce qui concerne l'armée et les armes. On ne saurait donc exclure que ce genre d'initiative pernicieuse rencontre quelque écho positif dans les médias et chez certains politiciens.

C'est l'occasion de souligner qu'une interdiction d'exportation menacerait concrètement de nombreux produits développés depuis des décennies par la Suisse, tels que des avions d'entraînement, des simulateurs, des systèmes de guidage, des masques et des vêtements de protection, des appareils de codage, etc. Rien qu'à cette évocation, on voit que la notion de «matériel militaire» ne comprend pas que des armes de destruction mais aussi des équipements défensifs.

C'est aussi l'occasion de rappeler que le matériel militaire que la Suisse exporte aujourd'hui est soumis à une réglementation sévère, notamment la loi fédérale sur le matériel de guerre et son ordonnance d'application, ainsi que la loi fédérale sur le contrôle des biens utilisables à des fins civiles et militaires. Les autorisations sont délivrées par le Secrétariat d'Etat à l'économie et, si des intérêts politiques l'exigent, par le Département fédéral de la défense. Ces autorisations doivent prendre en compte divers critères (maintien de la paix, de la sécurité internationale, de la stabilité régionale, attitude du pays de destination, respect des droits de l'homme, etc.). Chaque demande d'autorisation implique une décision spécifique liée au matériel et au pays en question.

Ces règles sévères ont pour conséquence que la Suisse exporte ses produits

¹ Service d'information du Centre patronal vaudois, 18 septembre 2007 – N° 2653.

militaires essentiellement vers des pays occidentaux, en particulier européens. En 2006, l'ensemble de ces exportations a représenté une valeur de 400 millions de francs. 2365 demandes d'autorisation ont été présentées au Secrétariat d'Etat à l'économie, dont 10 seulement ont été refusées. Pour de nombreuses entreprises sous-traitantes, les commandes liées à l'armement représentent un chiffre d'affaires non négligeable, en même temps qu'un précieux certificat de qualité.

La petitesse de notre marché intérieur et la réduction drastique des effectifs et des capacités de notre armée obligent nos industries d'armement à exporter pour survivre. Elles peuvent le faire grâce à leur maîtrise de certains domaines de pointe. Le maintien de ces industries en Suisse est utile, non seulement dans l'hypothèse toujours possible d'un conflit futur, mais aussi parce qu'il permet de conserver et de développer un savoir-faire pouvant trouver des applications dans des domaines non militaires. Que l'on pense aux véhicules tout-terrain, aux transmissions radio, au positionnement par GPS, aux radars ou aux armes destinées à des forces civiles telles que la police.

Il importe donc d'apprécier avec réalisme ce que notre industrie d'armement représente. Renoncer à toute exportation de matériel de guerre n'aurait strictement aucune influence sur les conflits qui secouent le monde! En revanche, un tel élan de vain idéalisme sacrifierait inutilement un maillon important de notre tissu industriel et nous ferait perdre un peu de cette prospérité économique, qui nous permet précisément de nous montrer généreux tant au-dedans qu'au-dehors de nos frontières.

P.-G. B.

COLLOQUE FRANCO-SUISSE

Des grandes heures à la disparition. Lucelle, une abbaye cistercienne transfrontalière au XVIII^e siècle

Samedi 25 octobre 2008 de 8 h 15 à 17 h 30 Lucelle, Centre européen de rencontres – Maison Saint-Bernard

Communications/exposés

- Saint Bernard et les Cisterciens
- Organisation architecturale et symbolique à l'abbaye de Lucelle
- La vie quotidienne des moines à Lucelle dans la seconde moitié du XVIII^e siècle
- L'abbé Nicolas Delfis (1683-1751)

Déjeuner

- L'abbaye de Lucelle, ses voisins, ses possessions
- L'abbaye de Lucelle aux XVII^e et XVIII^e siècles. Approche géopolitique
- Le mobilier de l'ancienne abbaye en France
- Le mobilier de l'ancienne abbaye dans le Jura suisse
- Le site de Lucelle au XIX^e siècle
- Conclusions scientifiques

Renseignements et inscriptions au Centre européen de rencontres, 2807 Lucelle (tél. +33 (0)3 89 08 13 13, e-mail cerl3@wanadoo.fr

Chars «M-113»: une solution pour les urgences!

Meinrad A. Schuler

«Si l'armée veut demeurer crédible en tant qu'instrument de la sécurité, elle doit être équipée en conséquence, c'est-à-dire de manière appropriées. » C'est ce que le D^r Markus Seiler, secrétaire général du DDPS, a dit en substance lors de la présentation du matériel compris dans le programme d'équipement 2006, à l'occasion de la journée des médias à Thoune. Suppression des lacunes ainsi que maintien et développement de la compétence en ce qui concerne la capacité de défense contre une attaque militaire. Les chars du génie et de déminage sont concernés.

Mis à part le matériel du génie mis au rebut, dont l'utilisation, semble-t-il, aurait été bien nécessaire lors des inondations d'août 2005, quand il a fallu avoir recours à des Ponts fixes 69, lesquels avaient déjà été promis à la liquidation. Il en va cette fois de 550 chars de grenadiers M-113 qui doivent être mis à la ferraille. Lors de la remarquable, mais également très critique Evaluation armée 2008/2011 – révision AO 2006, le divisionnaire en retraite Paul Müller, ancien sous-chef de la planification, chef du projet «Controlling» de l'armée et commandant de la division de campagne 5, est parvenu à un résultat étonnant en ce qui concerne le M-113: «Les chars de grenadiers M-113 dont la valeur combative a été améliorée (Spz 63/89) ne doivent pas être liquidés mais être affectés aux unités d'infanterie.» Quatre à cinq bataillons d'infanterie seulement ne pourront être éguipés du *Piranha 6x6*. Au lieu de continuer à utiliser les M-113 améliorés (encore engageables pendant dix à quinze ans), l'infanterie exige un plus grand nombre de Piranha 6x6. La Direction de la défense s'était pourtant décidée le 12 avril 2006 pour le transporteur de troupe pour des raisons de coûts. Ce véhicule peut, le cas échéant, soutenir la troupe pour des tâches légères de sécurité (tâches policières). Il est toutefois peu approprié au combat. Le divisionnaire Müller se demande: «Comment veut-on engager une telle infanterie avec des véhicules de combat inappropriés aussi pour des tâches de défense?».

Il n'en va pas seulement de tâches de défense! L'augmentation des bataillons d'aide en cas de catastrophe de quatre à six constitue une mesure minimale. Les formations de sauvetage et du génie ont été réduites dans une trop grande mesure. A ce sujet le lieutenant-colonel des troupes de sauvetage Peter Röthlin dit: «Maintenant, je n'y comprends plus rien. A quoi sert-il de mettre les M-113 à la ferraille? Dans les situations de guerre et/ou de catastrophe, les troupes de sauvetage constituent indéniablement le centre de gravité des prestations d'aide aux soldats, mais également en faveur de la population civile. Avec quelle rapidité et sans grands efforts ces chars de grenadiers peuvent-ils, par exemple peints en blanc, être transformés en véhicules sanitaires pour des affectations de secours immédiates?».



Un M-113 modernisé à la fin des années 1980.

Effectivement. J'ai vu après une discussion relative à un exercice des officiers déconcertés et très pensifs. En principe, ils étaient satisfaits du déroulement et des décisions stratégiques. Seule la question suivante n'était pas résolue: «Ou'aurions-nous fait avec les camarades blessés et morts devant le front que nous avons dû laisser lors de la retraite?». Le matériel nécessaire pour une solution logique leur manquait pour le sauvetage. «Eventuellement prendre contact avec l'ennemi à cet effet», pensait timidement un lieutenant-colonel. Ils sont arrivés à un point mort. Peut-être qu'un M-113 sanitaire transformé leur aurait épargné cette réflexion désagréable! Dans tous les

cas, ce n'est pas seulement pour les armées américaines un devoir et un acte d'honneur de se soucier des «soldais tombés» pendant les combats. Ainsi contrairement à la stratégie suisse d'attaque très louée, l'incontestable et valeureux élément du sauvetage immédiat, efficace et rapide des camarades en terrain ennemi ou dans les sites de catastrophe est d'une importance primordiale.

Le divisionnaire Müller souligne à juste titre: « Que deviennent ici la pensée et l'action stratégiques à long terme'? »

M.A.S.

¹ Armee-Logistik 11/2006.

Le Corps suisse d'aide en cas de catastrophe

Dès 1963, l'idée de former un Corps en cas d'aide en cas de catastrophe est régulièrement évoquée aux Chambres fédérales. Après trois interpellations du Conseil national sur ce sujet, une motion déposée en 1967 par Kurt Furgler, alors conseiller national et plus tard conseiller fédéral, marque une avancée décisive. En 1971, le Conseil fédéral présente au Parlement un rapport concernant la création d'un Corps de volontaires pour l'aide en cas de catastrophe à l'étranger.

Jusqu'alors, il avait été souvent question de rattacher la centrale de ce Corps à la Croix-Rouge suisse. Cette proposition, cependant, a été mal accueillie par les médias et la Croix-Rouge. Craignant une insuffisance de capacité, le Conseil fédéral décide finalement de créer une organisation indépendante.

Dans son rapport, il précise notamment: «La création de ce Corps de volontaires pour l'aide en cas de catastrophe constitue une occasion d'étendre notre action humanitaire à l'étranger, plus particulièrement dans le tiers-monde. Elle nous permet également de traduire en actes la volonté de la Suisse de contribuer à améliorer ses relations avec l'humanité tout entière. Et sa conviction que nous devons tous nous sentir concernés par le destin des victimes innocentes des conflits armés et des catastrophes naturelles. Tout comme la neutralité, la solidarité est une tradition de notre politique étrangère. L'aide en cas de catastrophe fait partie intégrante de notre action humanitaire internationale, et, par voie de conséquence, de notre politique étrangères.»

Déjà à la fin 1970, le Département fédéral des affaires étrangères demande à Arthur Bill s'il est prêt à mettre sur pied, puis à diriger un Corps de volontaires pour l'aide en cas de catastrophe à l'étranger. Il accepte au mois d'avril 1971 et est nommé délégué du Conseil fédéral en mai 1972, entrant en fonction au mois de septembre de la même année.

Les étapes de la réalisation

Auparavant, il élabore un plan de travail détaillé, définissant le temps nécessaire à la mise en place du Corps et les étapes du projet. Ce document définit quelles phases de réalisation peuvent être menées simultanément et lesquelles doivent être menées successivement. Il faudra deux années pour que le Corps soit opérationnel.

Ce projet ambitieux est encouragé par le chef du Département fédéral des affaires étrangères, Pierre Graber. Il démarre en 1972 et connaît le succès. Le 10 septembre 1974, on peut engager 99 volontaires formés, appartenant à tous les groupes de spécialités. De septembre 1974 à février 1975, c'est la première opération de grande envergure dans le cadre de la sécheresse qui sévit au Tchad, au Niger et au Cameroun. Le



Une coulée de boue a ravagé le village de Gondo, en Valais.

Opérations dans la phase de lancement du Corps

1973-1975: Assistance radio pour le compte de l'ONU, durant les opérations de rapatriement menées dans le sous-continent indien.

1974: Envoi de conseillers pour l'amélioration des lignes de chemin de fer au Mali et au Sénégal, dans le but de faciliter le ravitaillement de ces régions touchées par une grave sécheresse.

1975: Ravitaillement aérien des régions du Mali et de la Haute-Volta (actuellement le Burkina-Faso), frappées par une sévère famine.

Corps construit un pont transbordeur, deux pistes d'atterrissage pour le ravitaillement, des puits, des centres d'accueil et de formation.

Simultanément, une opération de plus petite envergure se déroule dans le désert de Gewan en Ethiopie, où une communauté de 3000 âmes ne dispose que d'un petit hôpital, insuffisamment équipé, pour la population résidente et pour les 30000 nomades qui affluent dans les périodes difficiles. Huit spécialistes de la construction restaurent et agrandissent l'hôpital. Ils aménagent le premier système d'approvisionnement en eau du village, ils rénovent les installations électriques et sanitaires. Ils construisent également un bac transbordeur sur le fleuve Aouach infesté de crocodiles. Les premières opérations-pilotes réalisées se révèlent extrêmement instructives. Il apparaît en particulier que les grands contingents de 100 à 250 spécialistes ne correspondent à aucun besoin réel. Par la suite, le Corps enverra des équipes plus réduites.

Les premiers volontaires

La véritable naissance du Corps a lieu en mai 1973: en quelques jours, l'appel aux volontaires, lancé par les médias, attire un millier de personnes. Quelques semaines plus tard, on ne dénombre pas moins de 4000 volontaires.

Malgré les problèmes d'emploi que l'on connaît à l'époque, la réaction des employeurs se révèle beaucoup plus favorable que prévu, paramètre essentiel parce que l'accord patronal est capital pour l'engagement des volontaires salariés. C'est pourquoi chaque contrat d'engagement est contresigné par l'em-

ployeur du volontaire. Le Corps exige en effet des employeurs qu'ils libèrent très rapidement leurs collaborateurs pour des engagements d'une durée variant de deux à quatre mois.

Un nombre considérable d'entreprises privées et d'administrations publiques sont disposées à soutenir le Corps par la prise en charge partielle ou totale du salaire de leurs collaborateurs en mission. La Confédération octroie à ses fonctionnaires engagés à l'étranger un congé payé, pour une durée maximale de quatre mois. Quelques grandes sociétés et administrations adoptent la même façon de faire.

Suivant leurs aptitudes et leurs expériences, le millier d'hommes et de femmes recrutés pour le Corps sont affectés, soit à la direction générale, soit à un des cinq groupes prévus initialement:

- 1. Médecine
- Construction
- 3. Approvisionnement
- 4. Transports
- Transmission

En général, un contrat de deux ans lie les volontaires au Corps. Bien qu'ils soient tous au bénéfice d'une expérience professionnelle, des cours de formation sont nécessaires à l'efficacité des interventions en zone sinistrée.

L'acquisition de matériel

Au début, les délais pour les acquisitions de matériels sont particulièrement courts. Les premières interventions exigent du matériel en quantité et en qualité suffisantes. On se décide pour un « système mixte » de gestion du matériel. Le Corps achète ce dont il a besoin et il en gère lui-même une partie destinée à différents usages (médecine, premiers secours, équipements personnels). Le reste est géré par le Département militaire fédéral et la Protection civile. Cela représente un avantage considérable, compte tenu de l'effectif réduit de la centrale du matériel.

Dès le début des années 1980, la tâche de la centrale s'alourdit sensiblement. L'engagement de coordinateurs de programmes provoque une augmentation du nombre de projets, la création de nouveaux groupes d'intervention et le

développement des groupes existants. Conséquence logique, la centrale doit engager du personnel supplémentaire et trouver de nouveaux entrepôts.

Rythme du progrès technologique oblige, l'achat et l'entretien du matériel deviennent plus exigeants et plus coûteux, en particulier dans le domaine des télécommunications. Les changements sont également très importants au niveau de l'équipement personnel. Aujourd'hui, il est rare qu'un membre du Corps parte en mission sur le terrain sans un ordinateur portable.



Il faut que les exercices d'état-major forcent commandants et aides de commandement à prendre des décisions.

Les abris de secours

Jusqu'à la fin des années 1970, les abris provisoires fournis aux sinistrés privés de leurs maisons par une catastrophe ou une guerre sont généralement des tentes. Dans les régions froides ou très pluvieuses, les tentes n'offrent cependant pas une protection suffisante. Par la suite, des baraquements sont érigés, mais ils constituent un obstacle à la reconstruction, car les autochtones vont les utiliser pendant de longues années. Une appréciation de la situation faite en 1978 montre qu'il est très difficile de trouver sur le marché des abris provisoires qui soient à la fois facilement transportables, à l'épreuve des rigueurs de l'hiver et susceptibles de ne pas entraver la reconstruction.

Ce constat débouche sur une mise au concours nationale, qui connaît un franc succès avec la présentation de 87 projets achevés. A l'issue d'une sévère procédure de sélection, quatre prototypes sont finalement testés à l'Ecole fédérale de sport à Macolin. Ils sont soumis plusieurs mois à des conditions climatiques difficiles. Celui qui se révèle le plus adapté est immédiatement mis en production. Au début 1981, le Corps dispose dans ses entrepôts d'abris pour un millier de personnes sinistrées. Après quelques améliorations, ce modèle va faire ses preuves dans des conditions climatiques extrêmes.

L'intensification des interventions

Au début des grandes interventions du Corps, la centrale ne compte que quatre collaborateurs et deux secrétaires. Vu le nombre croissant d'interventions, il faut renforcer progressivement les effectifs.

Ceux-ci s'accroissent d'environ une personne par année. Au début 1998, la centrale compte 40 employés fixes, qui sont également au service de l'aide humanitaire de la Confédération dans son ensemble.

Après les opérations-pilotes menées dans la région du Sahel en 1974-75, le rythme des interventions s'intensifie dans presque toutes les régions sensibles du monde. Les pauses entre les engagements sont toujours plus courtes. Elles sont mises à profit pour améliorer et développer le nouvel instrument humanitaire. Au début des années 1980, le Corps atteint le rythme de 12 à 14 interventions par année, dont certaines sont menées simultanément. La nature des missions varie peu: aide d'urgence, reconstruction en cas de séisme, aide médicale et alimentaire lors des famines, aide aux réfugiés dus aux conflits armés. A cette époque, 150 à 250 volontaires sont mobilisés chaque année, souvent plusieurs fois dans l'année.

En un quart de siècle, le nombre d'opérations menées par année passe à près d'une centaine, par contre le nombre de membres engagés reste constant. Aujour-d'hui, le Corps n'envoie sur place que le responsable du projet. Lorsque les travaux l'exigent, celui-ci cherche à engager du personnel recruté sur place plutôt que de faire appel à d'autres membres. Cette évolution explique également l'élévation sensible des exigences auxquelles les membres du Corps doivent répondre.

La création de la «Chaîne suisse de sauvetage »

A la suite du grave tremblement de terre dans le Frioul italien en 1976, l'Associa-

tion suisse de catastrophe et la Société suisse des chiens de catastrophe s'unissent pour fournir une aide d'urgence. D'autres opérations communes sont organisées en Roumanie (1977), Yougoslavie (1979), Algérie et Italie (1980). Les images de personnes ensevelies sous d'énormes amas de décombres obsèdent les responsables de l'Association suisse de catastrophe. S'il est parfois possible de localiser les victimes, le sauvetage intervient souvent trop tard. Même lorsque les sauveteurs locaux et étrangers s'activent ensemble sur les lieux du sinistre, souvent les machines et le matériel adapté au dégagement des personnes ensevelies ne sont pas disponibles au moment décisif. Par ailleurs. l'organisation et la coordination font généralement défaut. Les équipes de conducteurs de chiens ont souvent localisé des victimes qui n'ont, ensuite, pas pu être dégagées à temps.

Ce constat déprimant, dont les sauveteurs font l'expérience à deux reprises, et à six semaines d'intervalles en 1980, amène en décembre de la même année les responsables de l'Association suisse de catastrophe à mettre au point un projet de chaîne d'intervention intégrant tous les maillons nécessaires à la réussite du sauvetage, soit la localisation, le dégagement, le transport et les soins.

En janvier 1981, un contact est pris avec les organisations partenaires pressenties: la Garde aérienne suisse de sauvetage, la Société suisse des chiens de catastrophe et l'Office fédéral des troupes de protection aérienne. En octobre 1981, un exercice de sauvetage de deux jours se déroule à Wangen an der Aare. L'année suivante, un tremblement de terre au Yémen du Nord amène la première intervention sérieuse de la Chaîne suisse de sauvetage, et cette dernière parvient à sauver trois personnes.

En 1983, la Croix-Rouge suisse devient le cinquième maillon de la Chaîne, avec pour objectif de fournir des biens de première nécessité. En 1992, l'organisation accueille trois nouveaux partenaires: le Service sismologique suisse, Swissair et la Direction de l'aéroport de Zurich. La collaboration avec les trois nouveaux venus était déjà très étroite avant leur entrée dans la Chaîne.

Les principales opérations du Corps

| Sécheresses et intempéries | | 1992: | Turquie |
|----------------------------|----------------------------------|---------------|-----------------------------|
| | | 1993: | Kirghizistan |
| 1978: | Sahel | 1995: | Japon |
| 1979: | Haute-Volta | 1995: | Grèce |
| 1982: | Tchad | | |
| 1984/85: | Mauritanie | Réfugiés et v | ictimes de guerres |
| 1986/1989: | Ethiopie | | |
| 1990/1992: | Tanzanie | 1978/1979: | Zaïre |
| 1991/1995: | Madagascar | 1978/1979: | Soudan |
| 1990-1996: | Philippines | 1978/1979: | Zaïre |
| Dès 1995: | Corée du Nord | 1979/1981: | Thaïlande |
| 1997: | Pologne et République Tchèque | 1979/1981: | Philippines et Indonésie |
| | | 1980/1981: | Somalie |
| Tremblemen | ts de terre | 1984/1985: | Soudan |
| | | 1986: | Iran |
| 1975/1976: | Turquie | 1991: | Turquie |
| 1976/77: | Turquie | Dès 1991: | ex-Yougoslavie |
| 1977/1979: | Turquie | 1992-1996: | Mozambique |
| 1976/1980: | Italie | 1994/1996: | Tanzanie |
| 1976/1981: | Guatemala | Dès 1994: | Rwanda |
| 1977: | Roumanie | Dès 1996: | Angola |
| 1978/1980: | Yougoslavie | | |
| 1980/19181: | : Algérie | Interventions | diverses |
| 1980/1982: | Italie | | |
| 1982/1983: | Yémen du Nord | 1983/1984: | Guinée équatoriale |
| 1983: | Turquie | 1985/1992: | Colombie |
| 1985-1987: | Mexique | 1989/1990: | Roumanie |
| 1986: | Grèce | 1990: | Chine |
| 1986/1987: | Salvador | 1990/1991: | Russie |
| 1988: | Arménie | 1990/1997: | Bulgarie |
| | | | |

Maintien de la paix: apporter sécurité et stabilité

On regroupe souvent - à tort - sous le terme de «maintien de la paix» toutes les mesures prises par des organisations internationales, le plus souvent militaires, pour maîtriser des conflits dans des régions en crise. Le peacekeeping, qui fait en réalité référence aux efforts de paix mis en œuvre par la communauté internationale pour régler un conflit, ne représente qu'un aspect des activités réunies sous le terme d'«opérations de paix». Dans ce cadre, le soldat ne se retrouve plus face à un ennemi, mais à des protagonistes locaux en conflit et à la population civile. Le peacekeeping suscite l'émotion et polarise, surtout lorsqu'il n'y a pas apparemment de paix à maintenir. Crypto Magazine s'est entretenu avec Dominik Knill, major et officier instructeur au Swissint, le centre de compétences pour les engagements de la paix de l'armée suisse à l'étranger¹.

Dominik Knill a été observateur militaire en Géorgie de 1996 à 1997, dans le cadre de la mission UNOMIG de l'ONU. En 2001, il a fait fonction d'intermédiaire dans le conflit d'Acceh, en Indonésie. D. Knill a dirigé, de 2003 à 2005, différents cours pour le Pearson Peacekeepinq Centre en Afrique, au Canada et en Europe de l'Est. En avril 2007, il a achevé une formation post-grade en politique de sécurité et gestion des crises à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich.



Dans le cadre de vos activités, vous formez des sous-officiers et des officiers pour des interventions en faveur de la paix à l'étranger. Quelles aptitudes doivent-ils avoir, autres que celles traditionnellement demandées?

Dans une mission de paix, la tâche du soldat – et de tous les membres de l'armée – consiste avant tout à apporter sécurité et stabilité dans une région où a lieu un conflit. Le soldat ne doit pas être perçu comme un occupant mais créer la confiance au sein de la population et donner aux gens la certitude que la paix a une chance réelle dans leur pays. On attend des soldats qu'ils fassent preuve de compréhension pour les us et coutumes locaux, de tolérance à l'égard des différentes cultures et des autres religions. Pour le *peacekeeper*, les compétences sociales comme les techniques

¹ Entretien publié dans KryptoMagazine, «La transformation des forces armées » 1/2007.

de négociation et de désescalade sont aussi importantes que les aptitudes militaires. Pour être accepté et crédible, un soldat doit rester un être humain.

Quelles sont les activités relevant de la promotion de la paix?

L'OTAN, qui appelle les opérations de paix également «opérations de soutien de la paix», et l'ONU font une distinction fondamentale entre activités diplomatiques, militaires et de soutien. La reconstruction après une crise décide si un conflit est bel et bien réglé ou s'il va reprendre. Bien que les dons humanitaires ne fassent pas partie des tâches de base des armées, celles-ci disposent souvent de ressources plus solides que les organisations civiles. Promouvoir une paix durable exige une coopération intensive entre promotion de la paix civile et militaire.

Dans quelle direction évolue le «peaeekeeping»?

On reproche au peaeekeeping traditionnel de ne plus être actuel. Devant l'accroissement des conflits nationaux dans des Etats faibles ou se désintégrant, il devient difficile de trouver le consensus nécessaire à une intervention internationale. Le peace enfoncement, l'imposition de la paix, telle qu'elle est décrite à la section VII de la Charte des Nations Unies, induit le risque que la communauté internationale, qui se veut arbitre neutre, devienne de plus en plus un acteur. Lorsque, comme en Afghanistan, une coalition lutte contre les insurgés dans une région où se déroule une mission de paix, les peacekeepers risquent davantage de se trouver entraînés dans le tourbillon de violence et de perdre la confiance de la majorité de la population. Il faut éviter de parler de « mission de paix », lorsqu'il s'agit en réalité d'une intervention militaire limitée. C'est pourquoi, à l'avenir, on devrait plutôt parler d'«opérations de stabilisation » et utiliser le terme de «paix » avec davantage de circonspection.

Que signifie cette évolution pour les armées de demain?

Toute armée doit se demander si elle effectue des interventions pour l'ONU, dans le cadre d'une alliance régionale comme l'OTAN, ou si elle fait partie d'une coalition, dans la mesure où la situation juridique le permet. Les troupes doivent se préparer à un *trio-tasking*: dans un espace limité, le soldat combat les insurgés, s'interpose entre les protagonistes du conflit et distribue en plus des dons humanitaires à la population civile ou aide à la reconstruction.

Quelle signification la communication et la protection des informations revêtent-elles pour une intervention internationale?

La gestion de l'information et de la communication revêt une importance croissante. Avec l'Internet, l'*Open Source Information (OSI)* et l'*Open Source Intelligence (OSINT)* sont devenus beaucoup plus simples. Dans le cadre des missions de maintien de la paix classiques, l'ONU s'engage à mener une communication ouverte; les fréquences radio et les transferts de données ne sont pas chiffrés.

Les opérations d'imposition de la paix ou de stabilisation, en revanche, ne sont pas soumises à l'obligation de communication ouverte. Aujourd'hui, la supériorité en matière d'information est un critère de réussite d'une conduite moderne des opérations. La suprématie de l'information doit être protégée afin de pouvoir agir plus rapidement que les parties en présence dans un conflit. Dans le domaine de l'*Humint (Human Intelligence)* – la collecte d'informations par contact direct avec la population locale – la protection de ces sources est capitale.

Vous avez été observateur militaire en Géorgie. Quelles étaient vos tâches? Quels étaient les défis à relever?

Les observateurs militaires de l'ONU, les Bérets bleus, sont des officiers portant l'uniforme du pays qui les a envoyés et ayant reçu une formation spéciale. Ils sont les «yeux et les oreilles» du Conseil de sécurité de l'ONU. Ils surveillent, non armés, les armistices, contrôlent les violations et font des rapports à leur sujet, appliquent les accords de paix, font fonction d'intermédiaires entre les parties impliquées et empêchent la reprise ou une extension dangereuse des conflits.

Pour moi, c'était un vrai défi de devoir aborder les choses «à la manière suisse», en croyant connaître les solutions à l'avance et en voulant les appliquer immédiatement et aussi parfaitement que possible. J'ai dû apprendre que ne pas échouer est déjà une forme de réussite. La satisfaction d'avoir soulagé les souffrances des personnes concernées et de leur avoir donné un peu confiance en un avenir meilleur m'a montré que l'engagement personnel peut être plus sincère et plus précieux que des témoignages de solidarité verbaux ou des contributions financières. Cela a été une expérience impressionnante de voir ce que la communauté internationale est capable de faire lorsque tous les intéressés unissent leurs efforts, à plus forte raison dans un but commun.

(Propos recueillis par Béatrice Huber)

La Suisse et les opérations de paix.

La promotion de la paix est une tâche essentielle de la politique étrangère et de sécurité de la Suisse. La Suisse prend part aux opérations de paix de l'ONU, de l'OSCE et de l'UE. Les membres de l'armée suisse effectuent des interventions volontaires à l'étranger et n'ont le droit d'utiliser leurs armes que pour se défendre. La Suisse politique est particulièrement forte en tant qu'intermédiaire entre des parties en conflit, dans les domaines de l'Etat de droit, du fédéralisme et du droit constitutionnel, du déminage et de la collaboration avec des acteurs non étatiques.

Reflets

1. Monde

L'importance de l'engagement européen en Irak et en Afghanistan

| Irak | | | Afghanistan | | | | | |
|---------------------|------------------|-----------------|---------------|------------------|---------------------------|----------------|---------------|---------------------------|
| Nation | 2003 (milieu) | 2005 (début) | 2006 (fin) | 2007 (milieu) | 2003 (mi l ieu) | 2005 (début | 2006 (fin) | 2007 (mi l ieu) |
| | | | | | | | | |
| Etats-Unis | 150000 | 150000 | 140000 | 170000 | 10000 | 18000 | 20000 | 27000 |
| Grande- Bretagne | 11000 | 8760 | 7100 | 5500 | 400 | 1000 | 5600 | 7700 |
| Autres | 13200 | 15290 | 7425 | 6550 | 7960 | 9400 | 17400 | 20200 |
| Total | 174200 | 174050 | 154525 | 182050 | 18360 | 28400 | 43000 | 54900 |

Allemagne: le SPD se prononce pour la suppression de la conscription

Malmené dans les sondages, le Parti social-démocrate allemand a peut-être trouvé un thème porteur pour les prochaines élections: la fin du service militaire. Une majorité de jeunes Allemands échappe à une conscription, longue de neuf mois, mal adaptée aux nouvelles exigences de la *Bundeswehr*, dont les missions se déroulent toujours davantage sur d'autres continents. La présidence du SPD a planché sur la motion qui a été adoptée lors d'un congrès, à la fin octobre 2007.

Un système de bonus doit inciter les volontaires, hommes et femmes, à rejoindre les rangs de l'armée de métier en faisant reconnaître leur période sous les drapeaux dans une formation ou en les aidant à trouver une place comme étudiant. Le projet permet de revenir à une conscription générale, dans le cas d'une attaque contre le pays. Il ne requiert pas de réforme constitutionnelle, puisque la loi fondamentale affirme que les hommes «peuvent» et non «doivent» être appelés.

En 2006, les Allemands, volontiers pacifistes, sont plus nombreux à faire un service civil que militaire (81470 contre 70 600). De nombreux autres se déclarent objecteurs de conscience, un droit inscrit dans la loi fondamentale. La fonction de brassage social du service militaire a fait long feu, comme dans les autres pays européens qui sont passés à une armée de métier.

Les besoins de la *Bundeswehr* ayant décru avec la fin de la guerre froide, chaque année, elle ne fait plus appel qu'à environ 60 000 conscrits sur un total de 247 000 jeunes. Pourtant, la conscription reste un moyen idéal pour recruter ceux qui serviront toute leur vie sous les drapeaux.

L'Union chrétienne-démocrate, à laquelle appartient le ministre de la défense, Franz Josef Jung, ne veut pas entendre parler d'une suppression du service militaire. Sans succès, le ministre de l'Intérieur, Wolfgang Schäuble, cherche à modifier la loi fondamentale pour pouvoir déployer des effectifs militaires sur le territoire intérieur dans la lutte contre le terrorisme. Les conservateurs se retrouvent isolés, l'ensemble des autres grandes formations étant désormais favorable à la fin de la conscription.

(D'après Le Monde, 20.08.2007)

2. Suisse

La formation en Suisse et en France

Plus de 80000 élèves quittent l'école obligatoire tous les ans en Suisse. Les deux tiers d'entre eux optent pour une formation professionnelle, la majorité en entreprise. Il faut dire que le choix est important, avec plus de deux cents métiers recensés. On invente d'ailleurs tous les ans de nouveaux métiers. En deux ans, on peut devenir «praticien en pneumatiques» par exemple! On connaît la rengaine: aujourd'hui, un jeune doit se recycler toute sa vie au cours de laquelle il pourra bien exercer trois ou quatre métiers différents. Cela ne veut pas dire qu'il faille choisir n'importe quelle profession. Il ne doit pas y avoir plus d'une vingtaine de places d'apprentissage de praticien en pneumatiques en Suisse, et aucune en Suisse romande. Les débouchés sont encore moins importants pour qui veut devenir maréchal-forgeron. On a tendance à réussir ce qu'on vise; il est donc important de viser juste. En Suisse, 95% des jeunes sortent avec un métier, mais seulement 22 % passent la maturité.

En France, 78% passent le bac, mais seulement 45% sortent avec un métier. L'objectif français est de former des citoyens à l'esprit critique, qui puissent participer au débat d'idées et voter de manière libre et indépendante «du grand capital et de l'impérialisme». Au contraire, la formation professionnelle au métier est vue comme une tentative de dresser les jeunes pour qu'ils deviennent des serviteurs obéissants « du grand capital et de l'impérialisme». Il n'est donc pas étonnant que la mentalité française soit focalisée sur les idées et l'abstraction. C'est d'autant plus vrai que plus la formation est abstraite, mieux sera considérée la filière et meilleures seront les chances d'avancement ultérieures.

L'objectif du système suisse est l'intégration du jeune dans la vie en général, y compris l'économie. D'où un système basé sur l'apprentissage, qui ne donne une formation intellectuelle que pour autant qu'elle soit justifiée par cet objectif. Le problème lié au système français est son immense hypocrisie, qui engendre à terme une terrible frustration. On laisse croire au jeune qu'avec le bac, il sera chef. Ensuite, comme le bac lui ouvre les portes de l'université, on l'encourage à la fréquenter et à poursuivre des études, toujours orientées vers la culture générale.

Comparons un jeune Français et un jeune Suisse de niveau d'étude moyen, donc en dessous de ce qui est requis pour une maturité. Le jeune Suisse est orienté vers l'apprentissage: «Deviens boulanger et tu seras boulanger!» Il le fait et il devient boulanger. Ce qui veut dire que la société a tenu ses engagements. Le jeune Français passe son bac. A ce propos, il convient de préciser qu'en France, il n'y a pas qu'un seul bac, de niveau homogène comme la maturité suisse, mais une série de bacs de niveaux très différents. Il y a plusieurs sections, généralement désignées par des lettres, qui changent assez souvent: sections A, B, C, G 1, G2 jusqu'à, mettons G8, qui sera, par exemple, le baccalauréat de secrétaire bilingue ne sachant pas parler anglais, d'un niveau

bien inférieur à celui d'une secrétaire suisse ayant suivi un apprentissage. Si les bacs les plus prestigieux sont d'un niveau supérieur à la maturité suisse, la moyenne est inférieure.

Notre jeune Français passe donc son bac, puis entre à l'université en lettres modernes, dans l'idée qu'il obtiendra par là un statut social de «professeur», d'intellectuel. Il y passe cinq ans, redouble deux fois et, finalement, obtient sa licence. Il arrive sur le marché du travail et qu'est-ce qu'il trouve comme travail? Caissier chez Carrefour! Incrédulité. frustration et colère: «J'ai fait tous ces efforts pour ça!» Heureusement, un copain lui suggère de passer un concours de postier niveau bac. Il le passe, le réussit (pensez, il a déjà une licence) et il commence comme facteur. Alors là, il va se venger! Si vous croyez que j'exagère, cherchez l'histoire d'Olivier Besancelot sur Wikipedia. Il a été l'un des trois candidats trotskistes à la présidentielle de 2002, qui totalisèrent 9% des votes. Un autre concours particulièrement couru est celui d'inspecteur du travail. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui choisissait cette voie sans l'idée de redresser les torts des entreprises et de leurs «salauds de patrons» C'est pourquoi on y rencontre, dit-on, 50% de trotskistes.

Et la culture générale? Alors là, c'est sûr, l'étudiant français en lettres modernes en a plus que le jeune Suisse. Il a tout lu: Marx, Engels, Feuerbach, Lénine, Trotski, Nietzsche et Gramsci. Mais le Suisse n'a pas fini d'apprendre: après quelques années et la reprise réussie de deux boulangeries de quartier, il reprendra peut-être des études pour devenir ingénieur agronome, profitant des passerelles existantes.

Ajoutons pour mémoire que doter les jeunes d'une formation de qualité leur assure un pouvoir de négociation vis-àvis de l'employeur et contribue à rétablir l'équilibre des forces d'une manière que celui-ci ne peut que considérer comme légitime.

(...) je crois que la Suisse doit maintenir l'intégration par le métier comme objectif prioritaire de l'enseignement, et s'accrocher coûte que coûte à l'apprentissage (qui malheureusement rencontre des difficultés sérieuses à l'heure actuelle), éviter l'échec scolaire, aménager des passerelles et ne pas encombrer inutilement les bancs de l'université.

(Olivier Baumont: « Réflexions sur une expérience de direction d'entreprise en France et en Suisse», La paix du travail est-elle menacée? Lausanne, Centre patronal, 2007, pp. 48-50)

Troupes blindées : retour à des exercices traditionnels de l'Armée 61

Le Département de la défense a annoncé que, du 29 au 31 mai 2007, des éléments de la taille d'un bataillon appartenant à la brigade blindée 11 allaient exercer la mobilité des formations mécanisées sur la route, dans le transport par chemin de fer et lors du passage de ponts militaires improvisés. Pour la première fois depuis assez longtemps, des militaires se sont entraînés avec leurs véhicules blindés hors des places d'armes et d'exercice. Durant l'exercice, les cantons de Berne, de Soleure, d'Argovie, de Zurich, de Saint-Gall, de Thurgovie, des Grisons et de Glaris ont connu une augmentation du trafic militaire et des perturbations momentanées du trafic.

Au cours de ces dernières années et à l'abri des regards du public, la brigade blindée 11 a axé son instruction sur les bases et sur des thèmes relevant de la sûreté sectorielle. En 2007, l'effort principal porte à nouveau sur la défense, raison pour laquelle il faut exercer des déplacements de grande envergure. Le bataillon de chars 14 et le bataillon de grenadiers de chars 29 se sont déplacés de leurs stationnements de cours de répétition situés à Bure, respectivement dans le Canton de Glaris et sur les bords du Rhin postérieur vers le Centre logistique d'Hinwil où ils terminaient leur cours de répétition. Environ 200 véhicules blindés, autant de véhicules à roues, quelque 2000 militaires provenant pour la plupart des cantons d'Appenzell, de Bâle, de Glaris, de Thurgovie, de Saint-Gall, de Lucerne, de Schaffhouse et de Zurich ont pris part à cet exercice.

Le retour s'est effectué par étapes sur la route et par le rail; il a été entrecoupé de plusieurs arrêts. Le franchissement prévu de cours d'eau, en empruntant plusieurs ponts construits par le bataillon du génie 9, a constitué un moment fort de ces exercices.

Dans l'Armée 61, chaque régiment de chars faisait, chaque année, une entrée en service sous forme de mobilisation de guerre, ce qui impliquait des mouvements de blindés entre les parcs et les places de rassemblement de corps. Trois semaines, plus tard, la période de service se terminait par un exercice de mobilité. Ces exercices ne faisaient jamais l'objet d'un communiqué du Département de la défense. Par ailleurs, on peut se demander si la mobilité des troupes blindées n'est pas partie intégrante de la sûreté sectorielle...

(H.W.)

Dissolutions de sections chez les sergents-majors

La section «Grisons» va être dissoute: elle n'a pas trouvé de membre susceptible de reprendre la présidence. L'Association suisse des sergents-majors risque de perdre 500 membres. Suite à la dissolution de la section «Shaffhouse» le Comité central a obtenu que son drapeau soit officiellement sa propriété. Il sera déposé au Musée de St-Gall. Les membres de la section ont recu un courrier les invitant à rester membre de l'Association. La section «Argovie» est également en passe de se dissoudre, elle s'est associée avec l'AVB. Mais ses membres n'ont pas été informés à l'avance du choix de leur comité. Les sections «Glarus-Linth» et «Beider Basel» vont mal et on peut craindre une dissolution de cette dernière. A la section «Soleure» on parle de fusion avec les autres associations militaires du Canton.

(Le Sergent-major 3/2007)

Armes de service à la maison?

En Grande-Bretagne, l'interdiction de l'accès privé aux armes n'a pas impliqué une diminution linéaire et proportionnelle de la criminalité de sang. Dans les années 1980 au Canada, la limitation de l'accès aux armes de 31% à 19% a sans doute réduit dans la même proportion le nombre des suicides avec armes à feu. En Australie, durant la même période, le passage de 20 à 10% de la proportion des ménages possédant une arme à feu a eu pour conséquence la chute du nombre de suicides avec arme à feu de 30 à 19% mais il n'a pas diminué le phénomène du suicide. Si le taux de suicide par arme à feu est passé de 0,009% en 1979 à 0,005% en 1995,

le taux de suicide par pendaison est passé de 0,002 % à 0,0105 % tandis que le taux de suicide est passé dans la même période de 0,015 % à 0,025 % Dans les années 1970, des expériences d'entraînement au tir dans des lycées français du nord de la France ont montré que le tir avait tendance à aider les jeunes à se maîtriser et facilitaient leurs facultés de concentration en classe.

(Jacques Baud: «L'arme à la maison ou la vertu de la force» Revue militaire suisse, juillet-août 2007, pp. 37-39)

75 % des jeunes Suisses remplissent leurs obligations militaires

En 2006, l'armée a recruté 38525 conscrits. Compte tenu du fait que 1148 jeunes citoyennes et citoyens suisses ont vu leur recrutement ajourné, c'est-à-dire 2,98% des conscrits, il y en a eu 37377 qui ont connu une appréciation définitive. Sur ce total, 24133 ou 64,57% ont été déclarés aptes au service militaire et 6133 ou 16,41% aptes au service dans la protection civile. 7111 ou 19,02% étaient inaptes à toute forme de service.

A la fin mars 2007, le Conseil fédéral, répondant à un postulat du conseiller aux Etats Franz Wicki (PDC/LU), est d'avis que l'équité est assurée en ce qui concerne les obligations militaires. En 2006, 64,6% des conscrits étaient aptes au service militaire lors du recrutement. Selon les chiffres de ces dernières années, le taux d'aptitude moyen s'élève à 60% après l'école de recrues. Plus de 15% des conscrits accomplissent un service dans la protection civile. Ainsi, près de 75% des jeunes Suisses accomplissent leurs obligations militaires. Les 25% restants, inaptes au service militaire et au service de protection civile, paient une taxe d'exemption.

Le Conseil fédéral reste attentif à une évolution qui dépend des conditions en matière de politique de sécurité, du domaine social, du taux de naissances et de l'état de santé de la jeunesse. Il va examiner deux mesures, dont l'objectif est de renforcer de manière préventive l'équité concernant les obligations militaires, d'une part une augmentation de la solde, inchangée depuis 1987, afin d'améliorer la reconnaissance de prestations personnelles; d'autre part une adaptation du profil d'exigence de certaines fonctions dans l'armée, afin de mieux tenir compte des capacités individuelles de performances des conscrits et d'augmenter la part des jeunes qui accomplissent du service militaire.

Le Conseil fédéral a également examiné les avantages et les inconvénients d'alternatives au système actuel de l'obligation de servir. Il a conclu que le système actuel de l'obligation générale de servir et du principe de milice, ancré dans la Constitution, est celui qui correspond encore le mieux à notre pays, compte tenu des besoins en matière de politique de sécurité et des conditions générales de l'Etat et de la société.

Alerte et alarme en cas de dangers naturels: mesures d'optimisation

Le Conseil fédéral veut optimiser le système d'alerte et d'alarme en cas de dangers naturels. Le 30 mai 2007, il a approuvé un train de mesures élaborées par l'Office fédéral de la protection de la population.

La Centrale nationale d'alarme rattachée à l'Office fédéral de la protection de la population, est élargie pour devenir un centre national d'annonce et de suivi de la situation. A l'avenir, elle sera chargée, également lors d'événements naturels, de saisir et de représenter la situation générale, de mettre en réseau tous les partenaires et de diffuser des messages urgents par des canaux sûrs et rapides.

Les divisions Hydrologie et Prévention des risques de l'Office fédéral de l'environnement sont dotées de personnel supplémentaire. En cas d'événement, les autorités compétentes pourront ainsi fournir des conseils techniques et assurer une appréciation de la situation 24 heures sur 24.

Afin que les messages d'alerte soient plus précis et plus fiables, les systèmes et méthodes de prévision doivent être affinés et développés. Une plate-forme d'information commune est créée en vue de la mise en réseau directe des services spécialisés. Un concept est élaboré pour garantir l'alimentation de secours des systèmes d'alerte et d'alarme. Les systèmes essentiels doivent davantage être assurés par des réseaux redondants. L'information de la population, avant, pendant et après un événement, doivent être améliorés.

Le fonctionnement de la collaboration entre les services spécialisés et les organes de conduite de la Confédération et des Cantons doit être régulièrement testé, sur la base d'un concept, au moyen d'exercices, en vue d'améliorer en permanence l'organisation et les processus de l'alerte et de l'alarme.

«PISA2000»: actualisation réussie

Berne, 30.04.2007. Le centre de compétence PeopleSoft de la Base d'aide au commandement a procédé à une large actualisation du système d'informations du personnel de l'armée (PISA2000). Au terme d'un projet qui a duré dix mois, le logiciel, acquis pour quelque 3 millions de francs, a été mis en œuvre le 5 mars 2007.

PISA2000 est un instrument de conduite central qui permet d'administrer quelque 580 000 militaires (y compris les astreints). Il offre un ensemble de fonctionnalités permettant de traiter plus de 250 cas de figure personnels grâce à 24 processus principaux, depuis le recrutement en passant par les écoles, les cours et les perfectionnements, la planification de carrières et de successions, jusqu'au licenciement. PISA2000 compte quelque 25 interfaces avec de nombreux systèmes d'utilisation, qui intègrent les données des cours et les données personnelles. Plus de 50 possibilités d'évaluation facilitent le travail du contrôle du personnel, dont plusieurs servent directement à informer les militaires, comme par exemple les publications de service.

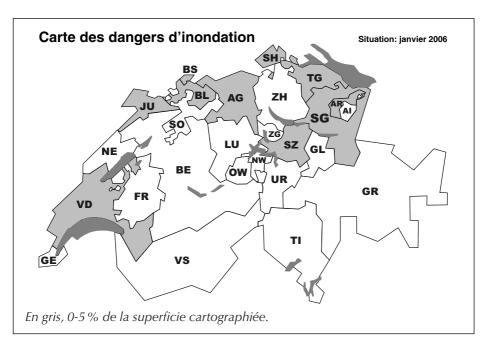
Au cours du second semestre 2005, un projet-pilote a mis en évidence que le logiciel standard de PeopleSoft utilisé dans le cadre de PISA2000 nécessitait une actualisation vers la version 8.9. Ainsi, la marge de manœuvre pourrait être garantie, de même que la flexibilité nécessaire pour réagir aux besoins d'une armée en mutation. Cette mise à jour permettait également de s'assurer le soutien du fabricant de logiciels Oracle. Sur la base de ce projet, l'état-major de planification de l'armée, en collaboration avec le J1-Service du personnel de l'armée (état-major de conduite), a confié à la Base d'aide au commandement la mission de transformer ce programme en avril 2006. Une organisation du projet distincte, fondée sur un déploiement du projet selon Hermès, a permis une mise en œuvre de très haute qualité, respectant les délais et en dessous des coûts.

PISA2000 correspond à la technique de programmation la plus actuelle. Au Département de la défense, de la protection de la population et des sports, il est employé par 1345 utilisateurs. Dans les Cantons, 200 à 400 utilisateurs peuvent y travailler simultanément, par le biais de leur navigateur sur Internet. Les utilisateurs disposent d'une surface de travail très moderne et intuitive, qui s'adapte également aux besoins spécifiques. D'après les premières mesures, les temps de réponse ont ainsi pu être réduits de 40%.

Le gain en flexibilité sera profitable, lorsqu'il s'agira de mettre en œuvre de plus grands changements comme, par exemple, l'introduction des nouveaux numéros AVS et numéros d'assurance, l'étape de développement «2008/2011» ou l'accès direct par les commandants d'unité.

Concept de collection pour le matériel historique de l'armée suisse

Berne, 26.04.2007.— Le Département de la défense a nommé un délégué préposé au matériel historique de l'armée, chargé d'établir un concept de collection et de réalisation. La collection de matériels historiques de l'armée est très volumineuse et elle est répartie dans un grand nombre d'emplacements. Les adaptations de l'Armée XXI et son développement font en outre affluer d'importantes quantités de matériels mis hors service.



Les directives pour le choix, la maintenance et la conservation de ces matériels doivent être tenues à jour et adaptées, entre autres aux directives de la loi fédérale sur les musées et les collections en voie d'élaboration. Le Département a nommé une personnalité expérimentée externe, Martin Huber, ingénieur diplômé EPF et licencié en droit, comme Préposé au matériel historique de l'armée. Le nouveau concept de collection doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Ce préposé et une équipe de projet composée d'experts externes et internes au Département élaboreront les bases nécessaires. Le préposé adressera un état des travaux à un organe présidé par le Secrétaire général suppléant du Département. Les milieux intéressés (musées, collectionneurs) pourront participer au projet dans une commission d'experts (organe consultatif).

Si l'on partait français!

Le français n'est pas une langue morte. Ce n'est pas une raison pour l'assassiner... J'ai cherché la personne qui est à l'origine du néologisme «Apprenant» mais je ne l'ai pas trouvée et, pourtant, j'en ai rencontré des spécialistes en éducation (...). On l'aurait inventé, semble-t-il, parce que le mot «Apprenti» serait dévalorisant. Belle explication! Qui ne nous a toutefois pas convaincu, raison pour laquelle on continuera d'utiliser «Apprenti» avec tout le respect que l'on doit aux jeunes en formation. La Poste nous fournit un autre bel exemple de dérive. Elle cherche des «logisticiens» C'est tellement clair qu'elle est obligée d'indiquer qu'il s'agit de facteurs. On a évité un anglicisme mais pas le ridicule...

(Pierre Boillat, Le Quotidien jurassien, supplément, 24 février 2007)

Le général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées françaises s'entretient avec le brigadier Roland Nef, futur chef de l'armée suisse

Le 19 septembre 2007, le général Jean-Louis Georgelin a reçu le brigadier Roland Nef, qui prendra ses fonctions de chef de l'armée suisse le 1^{er} janvier 2008. Durant son séjour à Paris, celui-ci a été reçu à l'Etat-major des armées pour plusieurs briefings, notamment sur l'organisation, les responsabilités du chef d'état-major français des armées et les relations internationales dans les armées.

La coopération militaire franco-suisse, de très bon niveau, ne cesse de s'accroître. En font partie les visites d'autorités, les échanges opérationnels et les actions de sécurité transfrontalières. Cette coopération implique principalement:

- les Forces aériennes, à travers un échange de pilotes de combat, une zone commune d'entraînement transfrontalière fréquemment utilisée, la formation et un fort volet opérationnel (échange entre unités *Super Puma*, entre escadrons de combat, entraînement au combat aérien et au ravitaillement au sol);
- les Forces terrestres, à travers des échanges d'expertise, des stages et des visites;
- la participation française à la création des forces spéciales suisses par la formation d'instructeurs.

En 2004, la France et la Suisse ont signé un accord de coopération en matière de sûreté aérienne transfrontalière. Cet accord vise à assurer une continuité transfrontalière du traitement des vols sensibles. La France dispose de ce type d'accord avec plusieurs autres pays frontaliers.

3. Jura/Jura bernois

La Fondation Digger vend sa première machine de déminage

La Fondation Digger développe et fabrique des machines télécommandées et blindées pour le déminage humanitaire. Depuis 2006, elle teste au Soudan le prototype de sa machine Digger D-2. Après plusieurs mois d'essais et de nombreuses améliorations techniques, cet engin a été intégré en octobre 2006 dans une équipe de la Fondation suisse de déminage (FSD) et il a reçu l'autorisation des Nations Unies de travailler dans les champs de mines au Soudan. Depuis janvier 2007, l'engin a participé au déminage de plus de 40000 m² à Kurmuk, sur la frontière avec l'Ethiopie. Sécuriser l'accès à la rivière pour les villageois, nettoyer les alentours des lieux de passage des réfugiés soudanais qui retournent dans leur pays, libérer des zones de construction, voilà le travail de la FSD avec le *D-2*, jusqu'au mois de juin 2007, début de la saison des pluies.

Durant cet engagement, le *D-2* a fait ses preuves. Après dix minutes de travail lors de son premier engagement, il détruisait une mine sans subir le moindre dégât. Malgré quelques *pannes de jeunesse* et des conditions difficiles, l'engin a travaillé efficacement pendant plusieurs mois sans jamais être bloqué durant plus de trois jours, si bien que les Nations unies ont recommandé le *D-2* comme une machine à utiliser pour le déminage au Soudan. Mines Advisory Group a repris le *D-2* engagé au Soudan grâce à l'appui des Nations unies qui en



Le D-2 au Soudan.



L'opérateur « téléguide » son engin.

assurent les frais d'utilisation pour une année.

L'organisation britannique The Development Initiative a décidé d'acquérir la première machine *Digger D-2* de série, une version améliorée sur la base des expériences faites au Soudan. L'engin, opérationnel dès octobre 2007, sera utilisé au Soudan durant au moins trois ans. Pour la Fondation Digger, cette vente représente un aboutissement couronnant de longues années de développement. Le 16 juillet 2007, un container quittait les locaux à Tavannes de la Fondation Digger pour le Sud-Soudan...

La Fondation a lancé la fabrication d'un troisième *D-2*, qui a été terminé en automne 2007. D'ores et déjà de nombreux contacts sont tissés avec des clients potentiels, qui montrent un grand intérêt pour cet engin.

La Fondation Digger se distingue d'une entreprise commerciale, puisqu'elle fabrique des machines sans but lucratif. Pourtant, comme producteur de machines, sa manière de travailler est clairement industrielle, ce qui la différencie des organisations caritatives classiques.

Sa philosophie humanitaire lui dicte certains choix stratégiques, comme celui de limiter le prix de ses machines pour les rendre accessibles au plus grand nombre d'organisation non gouvernementales de déminage, et celui de rendre les utilisateurs indépendants, en leur transférant son savoir-faire technique.

Les nombreux donateurs, qui ont soutenu la Fondation Digger jusqu'à aujourd'hui, continueront d'être un précieux soutien. Les dons peuvent être versés au CCP 10-732824-2

République et Canton du Jura: L'état-major cantonal de liaison territoriale

L'état-major cantonal de liaison territoriale est commandé depuis avril 2007 par le colonel Romain Seuret, qui a succédé à Charles Juillard, devenu ministre. Il comprend sept officiers qui coordonnent l'engagement et l'appui des troupes qui seraient mises à disposition du Canton en cas d'accident grave, de catastrophe ou de crise. Sous le commandement de l'état-major cantonal de liaison territoriale, elles interviennent selon le principe de la subsidiarité, c'est-à-dire lorsque les autorités n'ont plus les movens de faire face à la situation. Le Canton fait alors appel à la région territoriale 1, commandée par le divisionnaire Jean-François Corminbœuf, Des formations se trouvent de piquet, même entre Noël et Nouvel-An. Il y a encore les cours de répétition et les hommes en service long, ceux qui accomplissent leurs obligations militaires en une seule fois.

L'état-major cantonal dispose des locaux et des équipements nécessaires à Delémont. En automne 2007, il a effectué un exercice avec l'état-major cantonal de conduite, sous la direction du chancelier Sigismond Jacot.

Des sous-officiers de Reconvilier honorés au niveau européen

La Section des sous-officiers de Reconvilier et environs, forte de 11 juniors, 20 soldats, 43 sous-officiers et 18 officiers, est l'une des plus active du pays. En janvier 2007, six de ses membres ont reçu la médaille de bronze de l'Association européenne des sous-officiers, en reconnaissance pour leur activité au sein de cette association. Il s'agit du soldat

Sébastien Prétat, des caporaux Thomas Zurbuchen et Corinne Mollier, des sergents-chefs Rodolphe Känzig et Thierry Sommer, du capitaine Yan Lapaire. Le président d'honneur de la section, l'adjudant Germain Beucler, a reçu, quant à lui, la médaille des services militaires volontaires, échelon argent, octroyée par le ministre français de la Défense, Michèle Alliot-Marie.

Fritz Tschirren, « fils du Général » prend sa retraite

Lors d'une de ses dernières courses entre Saint-Ursanne et Soubey, ses amis sont montés à bord du car pour fêter. comme il se doit, le chauffeur, Fritz Tschirren, qui a sillonné les routes du Clos-du-Doubs, pendant trente-sept ans. Venus de Schwarzenburg, ses parents, Anna et Alfred, sont venus exploiter la ferme-auberge de la Claude-Chappuis au-dessus de Develier. Durant la Seconde Guerre mondiale, des artilleurs s'entraînent dans le coin et sont inspectés par le général Guisan. Alfred Tschirren demande au Général d'interrompre les tirs, car son épouse est en train d'accoucher. Sitôt demandé, sitôt fait... Le Général est l'un des premiers à porter le bébé. La légende est née et le surnom de «Fils du Général» va coller toute sa vie à la peau de Fritz Tschirren.

«La petite santé»: le «Coup de gueule» d'Alain Charpilloz

Voilà ce que *Patrons*, publication du Centre patronal vaudois, a retenu du «Coup de gueule» d'Alain Charpilloz, dans le *Jura Libre* du 30 août 2007: «Le Tartuffe contemporain ne peut plus invoquer l'Enfer pour son prêchi-prêcha. Il misera donc sur la hantise du



Henri Guisan est revenu voir «le fils du Général».

consommateur moderne: la santé. A la pointe de cette croisade, on a comme l'impression que les talibans macrobiotiques, les mangeurs de graines, les croix-bieuzards, les pisse-froid, les fumophobes, les cacochymes, les tristes sires de la barbarie diététique se sont agglutinés en un sabbat de sorcières végétariennes abstinentes, également connu sous le nom d'Office fédéral de la santé publique, devenu célèbre comme promoteur du masque à gaz contre la grippe aviaire. Cet organisme vient une nouvelle fois de passer à l'attaque contre les plaisirs de la vie. Il a dressé un plan de bataille «contre l'alcoolisme des jeunes » Il a concocté une panoplie de brimades qui feront rire le plus simplet des poivrots, tant elles sont naïves et contournables. En réalité, elles servent de fausse fenêtre à ce qui conclut toujours le baratin des Tartuffes fédéraux: une taxe supplémentaire sur la bière et le vin, dans le cas particulier. Ben voilà! On aurait pu commencer et terminer par là, puisque le but ultime de ces simagrées n'est pas que les gens boivent moins, mais que l'Etat encaisse davantage, tout cela enrobé dans l'écœurante confiture d'hypocrisie voulant «protéger les jeunes» Curieux que personne ne veuille les protéger du sport, qui en tue et blesse bon nombre pourtant...

Damvant: le monument Schaffner remis à neuf

Il y a plus de soixante ans, le 15 novembre 1944, le capitaine Jules Schaffner, instituteur à Glovelier, était en mission de reconnaissance au Perchet en-dessus de Damvant. Les éléments avancées de la 1^{re} Armée française, poussaient en di-



rection de la Trouée de Belfort. Il fut touché par une balle française et décéda sur le coup. Un tirailleur marocain l'avait pris pour un Allemand... N'oublions pas que nous avons été épargnés par la guerre et que nous rappelons la mémoire d'un capitaine, en définitive mort par malchance. Les combattants qui ont survécu à la Seconde Guerre mondiale, combien de morts devraientils commémorer?

Jules Schaffner était un homme aimable, plein de bon sens, apprécié de ses supérieurs; sa grandeur d'âme et ses qualités humaines faisaient de lui un officier aimé et respecté de ses subordonnés. Ces derniers s'en sont souvenus pendant longtemps, puisqu'ils ont créé une amicale. Pendant près de cinquante ans, ils ont célébré annuellement et rituellement la mémoire de leur commandant d'unité. Puis la mort a éclairci leurs rangs... En 1994, la Société jurassienne des officiers a commémoré l'événement et célébré la mémoire du capitaine Schaffner au monument édifié en son souvenir au Perchet. Charles Juillard y avait fait la méditation de circonstance.

Avec les années, l'état du monument et de ses alentours laissait à désirer, surtout le fléchage pour y parvenir. L'Amicale des véhicules militaires, en prenant à sa charge les travaux, a fait un bel acte de patriotisme, ce que nos amis français appellent le «devoir de mémoire». La journée marquant la fin des travaux, le 16 septembre 2007, a connu un magnifique succès. Près de cent cinquante personnes sont venues écouter une tranche de l'histoire militaire jurassienne et savourer la soupe aux pois.

Deux personnalités

Walter von Kaenel: Une vie à 100 à l'heure

«Un apprentissage ouvre des voies quasi illimitées à condition de ne pas s'arrêter au CFC!» Walter von Kaenel, président des Montres Longines depuis 1988, parle en connaissance de cause. Le sourcil broussailleux, la carrure imposante, l'ancien petit apprenti de la quincaillerie Nüsslé, à La Chauxde-Fonds, se souvient volontiers des échelons gravis un à un. Né en pleine Seconde Guerre mondiale dans une zone d'occupation russe d'Allemagne de l'Est, Walter von Kaenel et sa famille, contraints à l'exil, trouvent refuge à Renan, dans le Jura bernois, village natal de son grand-père. Son père est manœuvre, de santé fragile et Walter doit quitter l'école secondaire pour gagner sa vie. Engagé en 1969 chez Longines à Saint-Imier comme vendeur, le futur colonel s'illustre rapidement par son esprit de débrouillardise. Le meneur d'hommes pointe déjà.

Infatigable voyageur, plurilingue, homme de terrain, Walter von Kaenel a saisi toutes les occasions de se perfectionner, en Suisse comme à l'étranger. En fervent avocat de la formation professionnelle,



Walter von Kaenel.

il martèle que «c'est au pied du mur que l'on reconnaît le maçon». Au sein du groupe Swatch, plusieurs de nos anciens apprentis occupent des postes à responsabilités. Les clés du succès? «Un esprit de leader, être à l'écoute de chacun et admettre l'erreur sans jamais la répéter.»

L'instinct selon Rodolphe

Designer chaux-de-fonnier, Rodolphe Cattin, quarante-neuf ans, a donné son prénom à une marque de montres et à deux sociétés; ses garde-temps se vendent sur les cinq continents et son modèle-phare «Instinct 180 degrés» a été sacré «Montre de l'année 2006». Pourtant, dans sa jeunesse, ce précurseur du

design horloger était en délicatesse avec l'institution scolaire «tellement peu passionnante, sauf les heures de dessin». Sortant de «préprof» comme on disait à l'époque, il évoque avec reconnaissance ceux et celles qui ont su lui faire confiance, notamment quelques «profs super» de l'Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds, où il décroche un CFC de bijoutier-joaillier-sertisseur; puis Walter von Kaenel, le boss de Longines, qui lui a fait faire ses premières armes: «J'étais Jurassien, plutôt antimilitariste, avec des cheveux longs... tout le contraire de ce colonel pro-bernois. Mais il m'a offert de créer ma première ligne de montres, le rêve!» Les clés du succès? «Je savais qu'il y avait quelque chose à faire dans le design. Mais il y a vingt ans, les horlogers ne prenaient pas de risques.»

(Supplément de L'Express et L'Impartial, octobre 2007)



Rodolphe Cattin.

Rainier Biétry «sauve» la firme Condor à Courfaivre

En sursis concordataire, l'entreprise Condor de Courfaivre, un nom dans l'industrie jurassienne, a été reprise début août 2007 par le groupe Fast Aero pour un montant resté secret. Si le vélo – la «machine» dans les troupes cyclistes – et la moto militaires ont été les fleurons de Condor, c'est dans l'aéronautique que Rainier Biétry voit l'avenir.

Rainier Biétry, industriel d'origine jurassienne, a racheté l'été passé l'entreprise en perdition, afin de l'inclure dans son groupe Fast Aero International, en passe de devenir une holding basée à Neuchâtel. Pour Rainier Biétry, acquérir Condor s'avère une excellente opportunité. «L'entreprise était un de nos soustraitants depuis quelques années et nous en étions très satisfaits. Elle représente un bon outil de production qui va parfaitement compléter nos activités.»

Le groupe de Rainier Biétry opère dans divers domaines, dont le plus important est le développement et la fabrication d'aménagements de cabines pour avions de ligne. Il fabrique notamment des sièges de luxe, des installations de divertissement, des trolleys pour le personnel de cabine et d'autres accessoires. Parmi ses clients figurent entre autres Airbus Industries et Dassault. Fast Aero International a été constitué après le rachat en 2004 de Farner, entreprise aéronautique de Granges, qui était alors à la peine. Sise dans les hangars de l'aérodrome soleurois, Fast Aero est aujourd'hui à

l'étroit pour produire ses aménagements de cabine et assurer des services de maintenance. « Nous allons développer les infrastructures de Condor à Courfaivre, souligne Rainier Biétry, et y transférer une partie des activités de Fast Aero », qui emploie une centaine de personnes et possède des filiales en Ukraine (ingénierie) et à Moscou (productions de masse). «La Russie dispose de grandes compétences en matière d'aéronautique. » Rainier Biétry a longuement travaillé dans ce pays.

Passionné d'aviation, pilote et amateur d'avions anciens, il entend donner à Condor International une place dans le



Rainier Biétry (Photo David Marchon).



Moto Condor modèle 1923.



Moto Condor modèle 1952.

monde de l'aéronautique en renouvelant le parc de machines, en faisant certifier l'entreprise et en organisant une formation spécifique à l'intention de la trentaine de collaborateurs travaillant à Courfaivre, cela avec l'aide de la promotion économique jurassienne. «Il faut que Condor sache faire des choses que les autres ne savent pas faire. C'est la seule chance de sauver cette usine.» Celle-ci travaillera pour la holding, mais elle devra aussi se constituer une clientèle. Reverra-t-on un jour des vélos ou des motos portant la marque jurassienne? «Ce n'est pas à l'ordre du jour, mais cette firme a une histoire et une image de sérieux qu'il faut cultiver.»

Pour Michel Saner, directeur de Condor devenu depuis le rachat Condor International, c'est un soulagement. On entrevoit enfin le bout d'un sombre tunnel. dans lequel l'entreprise était entrée il y a une dizaine d'années. Très impliquée alors dans les marchés militaires elle a participé à la construction des Chars suisses 61 et 68, elle a subi un premier choc lorsque l'armée suisse a supprimé les troupes cyclistes. Donc plus de «machines» produites à Courfaivre. Il y a environ deux ans, les gros contrats militaires – qui représentaient le 80% du chiffre d'affaires de la maison - ont disparu d'un seul coup. Et il y a eu un manque d'anticipation stratégique. En 2006, Condor était au plus mal. Un ajournement de faillite à toutefois été consenti lorsque le Genevois William Devine, industriel connu dans l'horlogerie, a repris les rênes du Conseil d'administration, avec l'ambition de redonner à la maison ses lettres de noblesse! Devine abandonnait au début 2007. laissant Condor en sursis concordataire.

> D'après Patrick Di Leonardo L'Express, 19 septembre 2007.

1977-1978: terrorisme dans le nord du Jura bernois?

Col Hervé de Weck

En Italie et en Allemagne de l'Ouest, on peut établir le portrait-robot du terroriste des années 1970. Son âge varie entre 15 et 30 ans; il appartient généralement à la classe moyenne cultivée. Au plus fort de ses attentats, le groupe Baader-Meinhof compte un noyau actif de quelques douzaines de militants.

Chez les terroristes ouest-allemands, les femmes sont les plus nombreuses et les plus fanatiques. Leur participation apparaît comme un phénomène nouveau. Grâce au vol, les terroristes disposent de fonds et d'armes les plus modernes. Leur propagande est intense: des milliers de tracts sont distribués aux étudiants. De nombreux intellectuels ouest-allemands se laissent séduire par les thèses terroristes.

Selon les idéologues de la bande à Baader, il n'y a aucun moyen légal et démocratique de transformer la société. Il faut donc la combattre d'une manière impitoyable. L'utilisation de la violence antiterroriste montrera aux masses le caractère répressif du régime; la spirale violence-répression entraînera, à terme, l'adhésion populaire. Cependant, dès qu'ils sont arrêtés, ils font aussitôt appel à ce même droit dont l'inanité prétendue servait précédemment d'excuse à l'usage de la violence. Ils demandent à bénéficier du statut de prisonnier politique et à écrire dans les journaux.

En 1978, les Brigades rouges italiennes comprennent 800 membres actifs, aidés par 10000 marginaux et soutenus par 40000 sympathisants, parmi lesquels des jeunes chômeurs et des étudiants dont le travail se résume à une inscription annuelle. Les groupes terroristes se composent, pour une large part, d'exclus de l'université.

Chronologie dans le Jura

1972

Andreas Bader, leader de la *Rote Armee-fraktion*, commence sa «guerre populaire» en Allemagne.

1977

7 avril. – Attentat de la *Rote Armeefraktion* contre le procureur fédéral allemand Siegfried Bubak.

30 juillet.– Attentat de la *Rote Armee-fraktion* contre le banquier Jürgen Ponto.

5 septembre. – La Rote Armeefraktion enlève Hans-Martin Schleier, patron des patrons allemands. L'opération fait quatre morts, le chauffeur et 3 gardes du

corps. Les ravisseurs réclament 15 millions de dollars et la libération de 11 membres du mouvement.

17 septembre. – Dans la nuit du 16 au 17 septembre, Rudolf Flükiger, élève-officier des troupes mécanisées et légères, disparaît lors d'une course de patrouilles dans les environs des casernes de Bure.

13 octobre.— Son corps est découvert dans une forêt à l'ouest de Grandvillars, sans pistolet, seule une moitié de sa plaque d'identité est sur son cadavre (elle ne peut s'être «cassée» toute seule). Le corps se trouve au bord d'un cratère provoqué par l'explosion d'une grenade à main.

19 octobre. – Hans-Martin Schleier est retrouvé mort dans la coffre d'une voiture près de Mulhouse.

22 octobre. – Selon *Le Démocrate,* des membres de la *Rote Armeefraktion* auraient circulé dans la partie Nord du Jura bernois.

10 novembre. – Christophe Wackernagel et Gert Richard Schneider, membre de la *Rote Armeefraktion*, sont arrêtés à Amsterdam. Trois policiers sont blessés dans l'opération.

11 novembre. – Ingried Schubert, membre de la *Rote Armeefraktion*, se suicide à la prison de Stadelheim.

20 décembre. A Fahy, un homme et une femme ouvrent le feu sur deux garde-frontière, Pierre Oberli, et Marc Hayoz, qui voulaient les contrôler. Huit coups de feu sont tirés. Il s'agit de Gabriele Kröcher-Tiedemann et de Christian Möller. Le 30 décembre, Pierre

Oberli se trouve encore en réanimation. Il restera paralysé... Les deux terroristes reprennent leur voiture et roulent jusqu'à l'entrée de Porrentruy. Ils se rendent à pied à la gare où ils prennent un taxi conduit par Hubert Ribeaud. Ils sont arrêtés à l'entrée de Delémont, porteurs d'armes, de munition, de cartes détaillées de la région. Dans les bagages de Gabriele Kröcher-Tiedemann, la police trouve des cartes d'état-major des régions italiennes, des faux papiers, un plan de l'ambassade d'Israël à Bruxelles, des documents chiffrés, un rapport des autorités ouest-allemandes, sur l'affaire Schleier, deux fusils, un couteau, ainsi que vingt mille dollars qui font partie de la rançon de deux millions de dollars payés, quelques mois avant, pour la libération de l'industriel autrichien Michael Palm Palmer. Il semble qu'ils aient séjourné quelques jours en Suisse, notamment en Ajoie, à Lucerne et à Zurich.

28 décembre. – Vaste opération de police pour contrôler les fermes et les granges à la frontière de l'Ajoie et du Closdu-Doubs.

1978

12 janvier.— Dans la nuit du 12 au 13, une *Grenade à main 43* explose dans un bureau de la Cour suprême du Canton de Berne.

2 mars.— Le caporal Heusler est abattu de deux coups de pistolet près de la décharge de Porrentruy à L'Oiselier. Deux lettres anonymes adressées au poste de police de Porrentruy réclament la libération de Gabriele Kröcher-Tiedemann et de Christian Möller.

Trois hypothèses mais peu de certitudes

Trois hypothèses peuvent être retenues pour expliquer la mort de l'aspirant Flükiger, deux d'entre elles soulevant d'importantes interrogations. Deux journalistes du quotidien *La Suisse*, *MM*. Wisard et Noverraz, établissent une relation étroite entre la mort de Rudolf Flükiger, l'enlèvement du patron des patrons allemands et la fusillade de Fahy.

Selon eux, un rapport des Renseignements généraux français affirmerait que le patron des patrons aurait transité par la Suisse, avant d'être assassiné et abandonné à Mulhouse. Même si la plaque tournante jurassienne Suisse - France -Allemagne permait de profiter des failles entre services de police de pays différents, on peut aussi concevoir que Schleyer ait pu être transporté, avec moins de risques, d'Allemagne en France, via la région frontalière Sarreguemines-Karlsruhe. La frontière entre l'Allemagne et la Suisse avec des passages obligés bien contrôlés, représente certainement des problèmes qui n'ont pas échappé aux terroristes. Il n'en reste pas moins qu'à l'époque où Schleyer est encore aux mains de ses ravisseurs, un habitant de Fahy, parti aux environs de 23 heures chercher un objet dans son chalet au lieu-dit La Fiatte, aperçoit une Mercédès avec plaques allemandes parquée près d'une grange voisine. Il appelle le PC de la police cantonale à Porrentruy, où on lui conseille d'aller se coucher! Il semble très improbable que l'aspirant Flükiger ait été le témoin d'un transbordement ou d'une transaction dans un secteur aussi proche de la frontière.

Une base arrière, garantissant des fonds, des matériels divers, des armes, des contacts téléphoniques avec M° Payot, l'intermédiaire entre la Fraction Armée Rouge et le Gouvernement allemand) a pu exister dans le Jura. Il y a une certaine sympathie en Ajoie pour des mouvements terroristes: une classe de Porrentruy a observé une minute de silence à la mémoire de Baader et Enslin...

La lettre anonyme, adressée le 15 octobre 1977 à la rédaction du journal *L'Im*partial de La Chaux-de-Fonds, fait surgir une deuxième hypothèse que les enquêteurs relèguent promptement au niveau d'une basse machination pro-bernoise. Un membre du groupe Bélier, soi-disant désireux de soulager sa conscience, aurait envoyé une confession au quotidien de La Chaux-de-Fonds. Ce document n'en reste pas moins troublant, en raison des précisions qu'il apporte. L'enlèvement de Rudolf Flükiger aurait visé à déposer «un Fritz à poil» devant le Palais fédéral, face aux caméras de la télévision. L'aspirant, bloqué dans son effort, fourré dans le coffre d'une voiture et bâillonné, se serait étouffé en vomissant. Curieusement et contrairement aux articles de presse de l'époque, le rédacteur anonyme orthographie correctement, le nom de Flükiger (pas de c devant le k), de la moitié inférieure d'une plaque d'identité militaire, par exemple? Si cette confession est véridique, le suicide à la grenade aurait été mis en scène pour faire disparaître tout indice permettant d'expliquer les circonstances du décès. Une telle hypothèse soulève quatre questions:

- A-t-on investigué concernant la réunion de militants à Grandfontaine dans la nuit du 16 septembre 1977?
- A-t-on, sur la base du modèle de machine à écrire qui a servi à dactylographier le texte anonyme envoyé à

L'Impartial, poussé les investigations, sur le terrain, pour la retrouver?

- Est-il exact que des chiens de police sont parvenus à un endroit proche d'une ferme en périphérie de la place d'armes de Bure et qu'ils ont alors perdu la trace? N'a-t-on pas des témoins ayant constaté des mouvements suspects dans ce secteur?
- L'enquête a-t-elle identifié les auteurs de la lettre au conseiller fédéral Rudolf Gnaegi et des rapports signés «Groupe action vérité affaire Flükiger»?

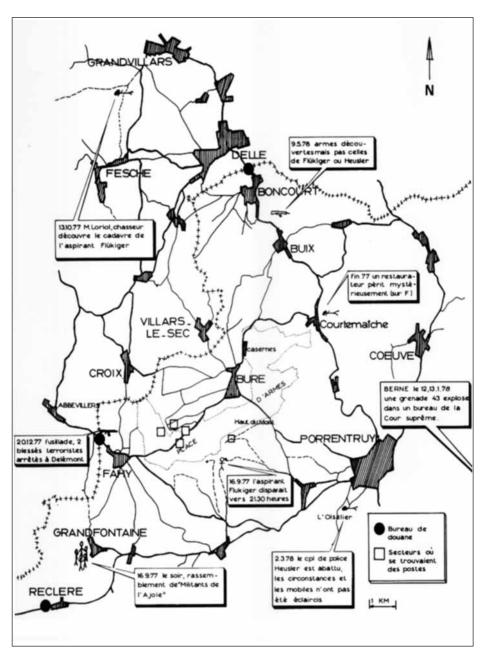
La rencontre de Rudolf Flükiger avec des contrebandiers ou des trafiquants, voire des sympathisants actifs du terrorisme international peut être une dernière explication. Ceux-ci, dans un endroit isolé durant une opération illicite, se trouvent surpris par un homme qui court, la lampe de poche en main. A cause de son uniforme (la fameuse «tenue bleue» et du pistolet), ils le prennent pour un garde-frontière ou un policier. Ils lui assènent un ou des coups qui se révèlent mortels. Pour brouiller les pistes, le corps est transporté sur France. Une grenade à main, volée dans un dépôt suisse, élimine les traces plus compromettantes que dans l'hypothèse précédente: une fracture de la boîte crânienne...

Contrairement à ce qu'affirmait *Le Quo*tidien jurassien, à l'occasion du trentième anniversaire de la disparition de l'aspirant, la thèse du suicide à la grenade paraît invraisemblable. D'abord parce que Rudolf Flükiger apparaît comme un solide gaillard, bien dans sa peau, surtout parce que, depuis 1943, le nombre de suicides en service avec une grenade à main se monte à trois ou quatre. C'est le pistolet de service qui est le plus souvent utilisé. En explosant, une Grenade à main 43 laisse des fragments numérotés qui permettent d'identifier la date de remise du lot à la troupe et l'unité qui l'a reçu. Sur les lieux de la découverte du cadavre en France, on n'a pas retrouvé le moindre numéro. Même si les enquêteurs français, arrivés les premiers sur place, ne se sont pas comportés comme des «experts» de la série «Miami», leur relative incompétence aurait-elle suffi à faire disparaître tous ces numéros?

Ces éléments renforcent l'hypothèse selon laquelle Rudolf Flükiger a été suicidé. Il serait intéressant de savoir jusqu'à quel point l'enquête a été menée. Le caporal Heusler a-t-il payé de sa vie de telles investigations? Que penser de ce restaurateur de Courtemaîche, braconnier à ses heures, qui s'est vanté, au restaurant de la Couronne à Courchavon d'en savoir long sur cette affaire, et qui va mourir mystérieusement France, quinze jours plus tard¹?

Plus de vingt-cinq ans après la publication de la brochure du major Roland Troyon, on n'en sait pas beaucoup plus!

¹ Sources: Le Démocrate, années 1977 et 1978; Comité de rédaction présidé par Roland Troyon: Justice et vérité. Le point sur l'affaire Flükiger. Genève, 1981.



En huit mois, les curieuses affaires qui entourent la disparition de l'aspirant Flükiger.

1941: un gamin de six ans fait cinq semaines de service chez le capitaine Schaffner

Joseph Cuttat

En mai-juin 1941, la compagnie frontière II/233, sous les ordres du capitaine Jules Schaffner, est stationnée à Asuel. Mon père, Joseph Cuttat, appointé sanitaire, fait partie de cette troupe. Henri Turberg de Alle, sanitaire également, partage avec lui les tâches liées à l'infirmerie de la troupe. Par un beau dimanche d'été, ma mère décide d'aller rendre une visite à mon père, ce qui implique de faire le trajet Courtedoux -Asuel à vélo. Elle m'installe sur le portebagage avec un coussin sous les fesses. le tourne le dos au sens de marche car je suis assis sur la roue avant, une pratique courante à cette époque.

Après quelques heures passées avec mon papa à Asuel, l'heure du retour sonne. Il faut que ma mère soit à la maison pour la traite des chèvres. Vers 16 heures, le capitaine Schaffner arrive à l'infirmerie située au rez-de-chaussée de l'école. Il salue ma maman, puis mon papa. Comme j'étais en pleurs, il demande: «Qu'est-ce qu'il a ce p'tit?» Mon père lui répond qu'il ne veut pas rentrer avec sa mère, qu'il voudrait rester avec lui. Instantanément le capitaine Schaffner s'exclame: «Il est bien ici ce petit! Appointé Cuttat, vous le logerez avec les sanitaires, c'est-à-dire à l'infirmerie. Il dormira entre Turberg et vous.»

C'est ainsi que ma mère prend le chemin du retour en me laissant aux bons soins des soldats à Asuel. Je vais y rester deux semaines. Je prends chaque matin mon petit-déjeuner à la cuisine du Cheval-Blanc. Je mange, assis sur un banc près de la grande table familiale. La tenancière de l'époque me gâte beaucoup. Le capitaine Schaffner a sa chambre à l'étage. Je le rencontre très souvent.

Dans la journée j'accompagne la troupe. Il va sans dire que je me prends pour un vrai soldat et que j'en suis très fier. Tous les soirs je participe à l'appel principal en répondant «Présent». Une place m'est réservée au réfectoire, toujours près des sanitaires. Ils sont un peu mes anges-gardiens, et tous les soldats sont mes amis.

Comme tous les gamins, je fais des crasses au village. Le cours d'eau du lieu m'attire car, à Courtedoux, on n'a que le Creugenat, qui coule rarement. Je joue des heures au bord de l'eau. Avec cela, chaque jour j'ai les pieds mouillés. La nuit, forcément, je pisse au lit et, au petit matin, j'entends l'Henri Turberg dire en patois à mon père: « Dis d'Joset, è m'et r'pichie èvâ l'do s c'te neu, ci p'tet pou'!»

¹ Dis Joseph, il m'a r'pissé en bas l'dos cette nuit ce p'tit cochon.



Le capitaine Jules Schaffner.



Les soldats, en parlant du capitaine, l'appellent le père, tant cet officier est aimé et respecté. La compagnie II/233 est déplacée à Cornol, où j'ai encore séjourné trois semaines. A l'âge de six ans, j'ai donc fait cinq semaines de mob!

Merci à cet officier d'exception qu'était le capitaine Jules Schaffner. En pleine période de guerre, il fallait oser tolérer un gamin au sein de la troupe. Seul lui en était capable. Je lui rends honneur et, aujourd'hui encore, il est présent dans mon cœur. Merci, mon capitaine!





Le p'tit Joseph en 1940.



L'appointé sanitaire Joseph Cuttat.

«Fortifications françaises et suisses dans la trouée de Belfort»

Col Hervé de Weck

Du 5 mai au 11 août 2007, la chapelle de La Caquerelle (Mont-Repais) a abrité l'exposition, Amis ou ennemis? Les fortifications françaises et suisses dans la trouée de Belfort (1871-2007), conçue par le Groupe d'histoire du Mont-Repais et par l'Association belfortaine La Caponnière, qui veille à la sauvegarde du patrimoine architectural militaire de Franche-Comté et du Territoire de Belfort.

La trouée de Belfort a été de tout temps prédestinée aux invasions et aux opérations militaires. Des fortifications, une place forte comme la ville de Belfort servent de porte et de verrou dans un terrain-clé, qui se trouve à cheval sur le territoire de deux Etats: les Vosges forment le bord Ouest de la trouée, à l'Est sa limite se trouve sur les hauteurs des Rangiers. Pour manœuvrer dans la trouée, une armée doit dominer ces deux *terrasses*, sauf si son commandant sait que l'une ou l'autre est tenue par des troupes neutres et crédibles.

Entre 1871 et 1990, la France et la Suisse ont connu, dans le domaine de la défense, des périodes de méfiance, de confiance et de collaboration. Chose étonnante, les ouvrages fortifiés dans la partie française et la partie suisse de la trouée de Belfort n'ont pas été construits ou modernisés aux mêmes époques, et pas forcément aux périodes de méfiance...

Méfiance, confiance, collaboration

Au début des années 1850, l'Etat-major français envisage d'occuper préventivement le col des Rangiers, en cas d'invasion du territoire helvétique par les Etats allemands, mais il abandonne cette hypothèse au début des années 1880. En cas de guerre franco-allemande ou de conflit généralisé en Europe, les Suisses vont-ils se défendre contre une invasion allemande ou leurs intérêts vont-ils les pousser à s'allier l'Etat qui leur paraîtrait le plus fort?

Pour l'Etat-major suisse dès 1871, la situation du saillant de Porrentruy deviendrait critique, si les adversaires de 1870-1871 reprenaient les armes. La violation du territoire suisse par un des deux belligérants pourrait ne toucher que l'Ajoie. Il s'agit de l'hypothèse la plus vraisemblable mais la plus difficile à contrer, donc la plus dangereuse. La Suisse pourrait alors s'allier avec l'adversaire de l'envahisseur... Une opération française, visant à une occupation du Plateau suisse ou à un passage en direction de l'Allemagne, pourrait passer par le lura vaudois, neuchâtelois et bernois. Les forces, parties du plateau de Maîche, pourraient pousser par le chemin le plus court en direction de la Forêt-Noire. La vallée de Delémont et le fuseau Laufon-Bâle seraient impliqués dans la manœuvre.



Le logo de l'exposition: à gauche le fortin du Chételat (CH), à droite le fort de Mont-Vaudois (F).

Au début août 1914, le général Wille a l'intention de «contenir l'ennemi jusqu'au moment où son adversaire naturel, que ce fût l'Allemagne ou la France, pourrait voler au secours de la Suisse. » A la fin de l'année 1917, la menace semble venir d'Allemagne: on soupçonne Berlin de préparer, via le Plateau suisse, une offensive contre la région industrielle de Lyon ou l'Italie du Nord. Les états-majors français et suisse, oubliant leur méfiance, préparent une collaboration en cas d'invasion de la Suisse par les troupes de Guillaume II.

Après 1918, la France victorieuse se montre suffisante vis-à-vis de la Suisse, jusqu'au moment où elle se met à craindre une invasion par la *Wehrmacht*, via le Plateau suisse. Des conversations entre les états-majors français et suisse, engagées dès 1936, s'intensifient dès le début de la Seconde Guerre mondiale, dans le but de régler les problèmes techniques d'une aide militaire de la France

en cas d'invasion de la Suisse par l'Allemagne. La brigade frontière 3, implantée dans le secteur des Rangiers et la vallée de Delémont, jouerait un rôle important dans une telle opération. C'est elle qui irait tenir le plateau de Gempen au sud de Bâle où l'on bétonne les positions des pièces d'artillerie françaises.

Français et Suisses ne fortifient pas en même temps

Après la guerre de 1870-1871, France, contrainte de céder au *II*^e *Reich* l'Alsace et une partie de la Lorraine, fortifie sa nouvelle frontière, dans le but de ralentir les forces allemandes, là où elles trouveraient le plus court chemin en direction de Paris, leur objectif stratégique. C'est entre 1874 et 1914 qu'elle réalise le plus important programme de fortification dont la trouée de Belfort va bénéficier jusqu'à nos jours.

Le général Séré de Rivières conçoit un système défensif à l'échelle de la France et un nouveau type de fort. Des camps retranchés servent à protéger la concentration des armées de campagne, à abriter leurs approvisionnements, à leur servir de bases de départ et de pivots de manoeuvre. Il y a 71 ouvrages principaux derrière la nouvelle frontière des Vosges et 11, qui regardent vers la Suisse, le long de la chaîne du Jura, entre autres ceux de la place de Belfort.

Au milieu des années 1880, l'obus-torpille rend obsolètes les ouvrages à peine achevés du système Séré de Rivières. Il faut en renforcer la maçonnerie avec du béton, protéger les pièces d'artillerie. En août 1914, les ouvrages de la trouée de Belfort, faute de crédits, n'ont pas tous été modernisés; certains, en travaux, sont désarmés.



Le fort de Vézelois (F).

Entre 1874 et 1914, l'Etat-major suisse lance un programme de fortification permanente sur les transversales alpines. A la frontière Ouest, il se contente de planifier des dispositifs renforcés par des ouvrages de campagne, dont la construction commencerait à la veille d'un conflit franco-allemand.

Entre 1914 et 1918, les troupes suisses édifient dans le saillant de Porrentruy des ouvrages de campagne aux Rangiers et quelques-uns à proximité de la frontière, entre autres au Largin, près de Bonfol.

Dans la trouée de Belfort les forts du début du XXe siècle sont devenus obsolètes durant l'entre-deux-guerres. En revanche, c'est la grande époque de la fortification aux Rangiers. Une trentaine d'ouvrages permanents sont construits à partir de 1939, dont un fort d'artillerie et des fortins d'infanterie en béton armé, échelonnés dans la profondeur, équipés d'armes antichars et de mitrailleuses. Durant la guerre froide, les ouvrages de la trouée de Belfort n'ont plus d'intérêt comme système de barrage et de verrou, d'autant plus que la France se dote de l'arme nucléaire, moven de dissuasion du «faible au fort». Certains d'entre eux abritent des stations radar, dans un contexte de guerre aérienne et nucléaire.

Du côté suisse, les ouvrages permanents construits aux Rangiers, modernisés et renforcés en armements, restent opérationnels jusqu'en 1995. On prête aux dirigeants du Pacte de Varsovie l'intention, ainsi que les moyens en hommes et en armements, d'attendre l'occasion favorable pour envahir l'Europe occidentale. Les avant-gardes des forces soviétiques devraient atteindre les côtes atlantiques en quelques semaines. Le commandement du Pacte pourrait alors déclencher des opérations à la frontière Ouest de la Suisse.

H.W.

Le catalogue de l'exposition (CHF 25.– + frais d'emballage et de port) peut être commandé au col Hervé de Weck, rue Saint-Michel 7, 2900 Porrentruy (fax 032 466 29 74, email herve.deweck@bluewin.ch)

«Maurice Fleury, instituteur, pilote militaire et pilote d'essai

Le premier-lieutenant pilote Maurice Fleury, beaucoup plus connu sous le nom de «P'tit Pois» qui lui vient de sa jeunesse lorsqu'il excelle dans la lutte au caleçon en catégorie «Petit poids», est onze ans instituteur sans place avec septante remplacements dans ces années 1930, alors que sévit la pléthore. A l'armée, il est pilote militaire et son Messerschmidt 109, en 1943, affiche son sobriquet. Il devient pilote d'essai, testant soixante des nonante C-36 acquis par l'armée suisse durant la Seconde Guerre mondiale.



1993: Maurice Fleury devient membre d'honneur du TCS.

A la fin de la tourmente de 1939-1945, durant laquelle toute activité aéronautique motorisée, excepté le modélisme, s'était arrêtée dans le Jura bernois, il s'agit de rattraper le temps perdu et de reprendre contact avec le monde extérieur. En Ajoie dès 1946, on déploie une grande énergie dans ce domaine. En quelques mois, des passionnés décident l'aménagement de l'aérodrome de Porrentruy – Courtedoux, la création d'Aéro-Sport S.A., une section de l'Aéro-Club de Suisse, l'achat d'avions.

Le gros du corps expéditionnaire américain en Europe, qui va rentrer au pays, brade une bonne partie de ses matériels. La firme Périat & Petignat décide d'acquérir 74 Piper L4, petits appareils biplaces de 65 CV, affectés à des missions d'observation, qui se trouvent pour la plupart sur un aérodrome des environs de Naples.

Aéro-Sport S.A devient propriétaire exploitant d'un certain nombre de ces avions, de l'aérodrome et des bâtiments. A l'inauguration, l'aérodrome est béni par M^{gr} von Streng, évêque de Bâle en personne. L'Aéro-Sport rassemble progressivement les passionnés et les sympathisants des sports aéronautiques de la région: plus de cent membres sont recrutés. A partir de la mi-février 1947, un mouvement d'opinion très favorable à l'aviation sportive se développe avec l'arrivée des *Piper L4*.

En été 1947, une cinquantaine de ces appareils s'alignent sur la plaine de Courtedoux; quatre ont été perdus, vingt ont été vendus en Italie ou en Suisse. Ce parc est encore complété par deux *Cessna* bimoteurs et deux *Fairchild* ramenés des Pays-Bas et d'Ecosse. Le premier chef moniteur de l'école de pilotage de Porrentruy, Maurice Fleury, qui travaille comme agent principal d'assurance, peut commencer son activité à bord de ces fameux *L4* qui deviennent les avions d'apprentissage par excellence des années d'après-guerre. Il assume également jusqu'en 1951 la fonction de chef de place, donc de responsable vis-à-vis de l'Office fédéral de l'aviation civile.



Quelques fondateurs d'Aéro-Sport à Porrentruy. De gauche à droite : E. Sgobero, M. Fleury, T. Périat, A. Périat, G. Vallat, A. Petignat et L. Vallat.

Maurice Fleury prend sa retraite à la fin des années 1970, occupant ses loisirs au jardin dans lequel il soigne ses fleurs et légumes avec un succès particulier. On ne saurait omettre de citer ses talents dans de nombreux domaines qui ne touchent ni à l'aviation, ni à la pédagogie: il brille comme conteur, il pra-

tique la peinture (c'est un aquarelliste délicat), la musique (il a un beau toucher de pianiste), la mycologie, la philatélie, le patois dont il est l'un des plus fins connaisseurs. La fée qui a présidé à sa naissance s'est montrée généreuse, le dotant par-dessus le marché d'une santé de fer. Les seuls de ses concitoyens qui lui restent inconnus, ce sont les médecins.

Le 25 septembre 1993, le Comité de la Section jurassienne du Touring-club suisse rend hommage à Maurice Fleury, âgé alors de quatre-vingts ans, en lui décernant le titre de membre d'honneur, pour quarante ans de dévouement. Il a été membre du Comité et du Bureau, vice-président et, durant près de trente ans, président de la Commission du Bulletin.¹

R.V.



Le Messerschmidt de Maurice Fleury porte son sobriquet.

¹ Sources: Bulletin de la Section jurassienne du TCS, octobre 1993, Jean-François Nussbaumer: Aéronautique dans le Jura. Pionniers, constructeurs et sportifs. Publié par la Section Jura-Nord de l'Aéro-Club de Suisse à l'occasion de son 40° anniversaire.

Deux livres sur le Sundgau entre 1939 et 1945

Col Hervé de Weck

1. Le Sundgau et les régions suisses avoisinantes

La Seconde Guerre mondiale de part et d'autre de la frontière jurassienne est très largement évoquée dans Le devoir de mémoire¹, ouvrage de Michel Buecher et François Herzog, Il s'agit, non de juger mais de comprendre et de ne pas oublier... En octobre 2006, les autorités de la Commune de Wolschwiller ont organisé, avec quelque retard, une cérémonie pour marquer le 60e anniversaire de sa libération en 1944, et Le devoir de mémoire devait être une brochure rappelant cette journée, mais les très nombreux extraits de presse, ainsi que les témoignages des survivants, en ont fait un ouvrage d'environ 450 pages!

Il évoque l'évacuation des populations civiles des villages sundgauviens proches de la frontière suisse, la défaite de 1940, l'occupation, l'annexion, la répression et les déportation (les Malgré elles, les Malgré nous, les enfants illégitimes «maudits» de père allemand), la libération de 1944, les liens avec les régions suisses avoisinantes, ainsi que d'innombrables épisodes oubliés, méconnus et souvent tragiques. Ce n'est pas un ouvrage historique mais un recueil de sources et de documents, fruit surtout du

dépouillement du *Démocrate*, le quotidien de Delémont.

Les «Malgré elles» et les «Malgré eux

Beaucoup de Malgré elles, parmi les 15000 Alsaciennes et Mosellanes, de 17 à 20 ans, incorporées de force à partir de 1942 dans le travail obligatoire et la machine de guerre nazie, ont subi une stérilisation chimique. Elles ont vécu des heures dramatiques, comme en témoigne Marie-Thérèse Petijean. «Nous nous présentons par groupe de trois filles devant les quatre jeunes médecins S.S. qui ne se privent pas de nous détailler et de nous railler. Ils nous font une pigûre très douloureuse, en haut de la colonne vertébrale: c'est du bromure pour supprimer nos règles, de sorte que nous n'ayons plus d'ennuis menstruels au travail. (...) Stopper totalement notre cycle pendant la période d'incorporation leur épargne la gestion des problèmes intimes des filles dans le camp et sur le lieu de travail, et les préserve des grossesses accidentelles. Pour les jeunes filles, les conséquences se mesurent à une prise de poids alarmante. Je suis passée de 50 à 71 kg. Le prétendu bromure dérègle totalement notre équilibre hormonal et bien des filles ne pourront plus avoir d'enfants.»

¹ Le devoir de mémoire. *Publié par la Mairie et l'Association Saint-Maurice. Wolschwiller, 2007. On peut l'obtenir à la Mairie de Wolschwiller (tél 0033 389 40 70 55) ou en contactant Michel Buecher au tél. 0033 389 40 42 74.*



8 octobre 2006: cérémonie franco-suisse au monuments qux morts de Wolschwiller.

La nature du produit reste inconnue, même si certaines parlent de bromure. Après soixante-cinq ans, ce dossier n'est toujours pas réglé! Ces femmes et leurs familles luttent toujours contre le refus de l'Etat français de les indemniser pour le préjudice subi. «Plus que financière, leur demande est avant tout une exigence de reconnaissance» plaide, en septembre 2006, le député d'Altkirch Jean-Luc Reizer, dans une lettre envoyée au premier ministre Dominique de Villepin.

Après l'annexion en 1940 de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine par l'Allemagne nazie, 40000 personnes, jugées «irrécupérables » sont expulsées, 130000 hommes sont incorporés de force dans la *Wehrmacht* et dans la SS. 20000 d'entre eux vont mourir, la plupart sur le front russe, en portant, malgré eux, l'uniforme allemand. 20000 sont portés disparus et 40000 se retrouvent en cap-

tivité dans les camps soviétiques, les derniers n'étant libérés qu'en 1955.

Plus de 14000 jeunes hommes s'enfuient avant leur incorporation ou désertent lors d'une permission. Ils risquent la peine de mort et leur famille la déportation en territoire sous contrôle allemand. En Suisse, ces Alsaciens sont accueillis très correctement. La Police et le Service de renseignement, qui cherchent à connaître le déploiement de la Wehrmacht, les interrogent. Dans les camps commandés par des officiers suisses, assistés par des officiers et des sous-officiers français, ils recoivent un uniforme britannique avec l'écusson tricolore et la barrette «France» et ils travaillent sur divers chantiers. Ces réfractaires organisent un entraînement en vue de la reprise du combat. En juin 1944, beaucoup d'entre eux, qui ont recu un faux ordre de démobilisation,

gagnent Ornans où ils forment un Groupement de marche subordonné à la 1^{re} Armée du général de Lattre de Tassigny.

«Le Démocrate» couvre avec objectivité l'actualité de la guerre

Dès septembre 1939 et pendant toute la «drôle de guerre», Le Démocrate publie des informations concernant les combats sur les bords du Rhin, des reportages sur la vie des soldats français en position sur la ligne Maginot. On a l'impression que les combats en Pologne et ceux qui se déroulent sur la frontière franco-allemande sont de même intensité! Le journal de Delémont se montre favorable à la France et à la Grande-Bretagne, et relativement favorable à l'Italie.

Dans ses colonnes, les dépêches d'agences alliées paraissent plus nombreuses que celles venues d'Allemagne. Ces textes sont publiés tels quels, les synthèses restant peu nombreuses. Les titres de la rédaction, la mise en valeur de ces communiqués révèlent les sympathies des rédacteurs. Comme les nouvelles restent assez vagues, le journal recourt à des sources privées ou publie des informations souvent inexactes. Avec l'entrée en guerre de l'Italie le 10 juin 1940, la tragique situation de l'armée française est perçue à Delémont, la rédaction considérant dès lors avec sympathie les efforts de la Grande-Bretagne, alors que plusieurs autres journaux encensent Pétain et la Révolution nationale, condamnent la politique de Churchill. Cela ne signifie pas qu'au Démocrate on croie aux chances de la Grande-Bretagne.

Dès juin 1940 et jusqu'à la fin du conflit, le journal se montre favorable aux

gaullistes, ce qui est relativement rare. Il comprend assez rapidement l'échec de la politique de collaboration de l'amiral Darlan, le déclin du prestige du Maréchal, alors qu'en 1944, Le Pays de Porrentruy traite encore les résistants de «terroristes», utilisant le terme officiel des autorités de Vichy, un aveuglement qui reste pourtant rare en Suisse romande. Le Démocrate évoque l'atmosphère lourde, les pénuries, les angoisses et les rancunes de populations en butte à des multiples vexations et privations. Le 17 juillet 1941, une «Lettre de France» annonce que la masse souhaite la victoire des «dissidents gaullistes» et la libération du territoire.

Pendant toute la guerre, Le Démocrate, qui ne subit pas la censure de l'occupant ou celle des armées alliées, publie les dépêches d'agences de presse privées, les reportages et les informations de correspondants dans la zone frontalière: Montbéliard, Territoire de Belfort, Alsace du Sud. Il rapporte des événements d'importance locale ou régionale, sans se préoccuper de leur signification dans un contexte politique, stratégique ou historique. Il couvre les événements de l'automne 1944 dans le Sungau, se contentant de ne pas déformer les faits. Journal régional, il se montre fort dans les informations qui touchent la zone au-delà de la frontière.

On peut se demander s'il ne bénéficie pas d'informations du Bureau «Ajoie» du Service de renseignement suisse, dirigé à Porrentruy par le premier-lieutenant Denys Surdez, qui compte près de deux cent cinquante agents. Quoi qu'il en soit, les informations fournies par le journal delémontain entre 1939 et 1945 semblent fort appréciées: le journaliste François Dangel n'écrit-il pas dans Les

Dernières Nouvelles d'Alsace en 2007: «Le soucis d'objectivité qui caractérise les articles parus dans le (...) Le Démocrate pendant la guerre, ne manquera pas de déconcerte le lecteur contemporain » ?

Le regard amical des Alsaciens sur l'attitude des autorités suisses

Dans un article de *Devoir de mémoire* consacré à la Suisse et l'Ajoie au secours des populations française durant les deux guerres mondiales, Raymond Féderlé écrit: «Suite à la débâcle française en juin 1940, notre région se retrouva annexée au Ille Reich. C'est à partir de cette période que l'Ajoie devint une terre d'accueil pour de nombreuses personnes souffrant de la guerre!» Le 1er octobre 1944, la Suisse accueille 95000 réfugiés, soit le 2% de sa population. Le général Guisan est considéré comme «l'ami de la France».

En août 1942, de nombreux jeunes Alsaciens, obligés de porter l'uniforme allemand, décident de s'évader en Suisse. Certains se retrouvent dans des camps d'accueil, alors que d'autres ressortent en zone libre. Marius Ostermann de Wolschwiller, alors âgé de vingt ans, raconte son exode et son hébergement dans le camp de Büren-an-der-Aare (BE), tandis que l'abbé Armand Schmitt, curé de la localité pendant quarante-quatre ans, parle des années d'occupation. Durant les terribles combats de la libération en novembre 1944, de nombreuse familles de Réchésy, Seppois et Friesen se réfugient à Beurnevésin, Bonfol et Lugnez.

Les propos de Raymond Féderlé sont tempérés par le colonel Jean-François Gnaegi, président de la Société jurassienne des officiers, qui reconnaît que «les Suisses et leurs autorités n'ont pas été irréprochables. Le Gouvernement n'a pas pratiqué une politique d'accueil suffisante envers les juifs menacés dans leur existence, mais l'histoire de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, ce sont aussi ces innombrables petits événements qui révèlent les bonnes relations transfrontalières dans nos régions et ailleurs.»



Affiche allemande utilisée en Alsace pour le recrutement volontaire dans la Wehrmacht

Le devoir de mémoire rassemble encore les textes de plusieurs Suisses qui détaillent la vie quotidienne dans leur pays et en France voisine. Pour illustrer le rationnement en temps de guerre, dont souffrent les Suisses, bien moins que les Français, la Bruntrutaine Marie-Paule Gigon donne une série de recettes de cuisine du Sundgau et du Jura, qui révèlent les difficultés que les populations avaient alors à se nourrir correctement.

Selon Le Démocrate du 28 novembre 1944, M. Bénazet, éditorialiste à la Radio française, a parlé la veille de l'attitude et de l'œuvre de la Suisse pendant la guerre. « Certains esprits chagrins ont pu regretter que Leurs Excellences de Berne aient quelque peu tardé à reconnaître de jure le Gouvernement provisoire de la République française, mais l'essentiel est que c'est fait maintenant: le reste importe peu. Il a rappelé l'attitude ferme et réfléchie de la Suisse et de l'opinion helvétique en face des projets d'Ordre nouveau préconisés par l'Axe, de l'indépendance et du courage de la presse devant les événements de guerre, de l'impartialité de la Radio suisse, tout cela malgré les critiques et les menaces dont la Suisse fut l'objet de la part de certains milieux étrangers².»

2. Les mémoires d'un « Malgré nous » alsacien

Pour beaucoup de Français, l'Alsace, où l'on parle un dialecte allemand, est une province de culture germanique dont l'identité semble mal définie. On la soupçonne souvent d'avoir été proallemande. Or, la plupart des Alsaciens, après l'annexion de 1871, ont développé un patriotisme français exacerbé, beaucoup quittant leur province natale pour s'installer, de l'autre côté de la frontière, dans le Territoire de Belfort.

Les Alsaciens vivent encore plus mal l'annexion de 1940. Le Gauleiter Wagner décrète le service obligatoire du travail, puis le service militaire obligatoire. La plupart des hommes enrôlés de force partent la mort dans l'âme, quand ils ne fuient pas dans la Zone libre ou la Suisse, ce qui entraîne la déportation en Allemagne de leur famille proche. Les Alsaciens qui doivent endosser l'uniforme de la Wehrmacht ou de la SS partent généralement pour le front russe. Ceux qui reviendront constateront avec amertume que leurs souffrances sont méconnues et qu'on leur reproche une collaboration avec l'ennemi. C'est ce qui va pousser, soixante ans plus tard, Fernand Claude à écrire et à publier ses « mémoires de guerre » 3, dans lesquelles il stigmatise la barbarie nazie mais relève la fraternité humaine qui se moque des frontières.

Les Claude, une famille de résistants

La Seconde Guerre mondiale surprend à Altkirch Fernand Claude, né en 1924, qui habite à Chavannes-sur-l'Etang, un village du Sundgau, très proche du Territoire de Belfort et de la Suisse. Comme il n'a que seize ans lors de la débâcle française en 1940, il n'est pas évacué comme les hommes de 18 à 55 ans. Il voit donc les avant-gardes allemandes arriver dans son village le 20 juin. Il est de ceux qui refusent la défaite, l'occupation et la germanisation, même à Chavannes-sur-l'Etang où l'on n'a jamais parlé l'alsacien. La famille Claude s'appelle désormais Kloth, et le village

² Nous avons utilisé plusieurs éléments de l'excellent compte rendu de Thierry Bédat dans Le Quotidien jurassien du 21 mai 2007.

³ Claude, Fernand: Pour ne pas oublier. Histoire d'un «Malgré nous». Valdoie, Imprimerie Schraag, 2007. 124 pp. Commandes à Fernand Claude, Case postale 1204, 2900 Porrentruy (CHF 25.– + frais de port).



Des motocyclistes allemands arrivent à Chavannes-sur-l'Etang le 20 juin 1940. (Photo prise par Fernand Claude qui a seize ans).

Schaffnatt-am-Weiher... La ferme familiale se trouve à deux kilomètres de la nouvelle frontière qui correspond à celle de 1871 entre le IIe Reich et la France. Avec des jeunes de son âge, Fernand récupère et entretient des armes françaises abandonnées lors de la débâcle, qu'il stocke dans le clocher de l'église paroissiale. Grâce au maire du village, il échappe au Service obligatoire du travail, s'improvisant mécanicien sur bicyclettes, une profession considérée comme prioritaire par l'occupant et se faisant incorporer dans les sapeurs-pompiers de la localité. Il sert aussi de passeur bénévole dans une filière d'évasion vers la France, qui prend en charge des prisonniers de guerre évadés, des aviateurs alliés, des réfractaires et des déserteurs.

Le grand-père de Fernand, né en 1860, a vécu trois guerres et trois changements de souveraineté en Alsace. Profrançais, il a dû faire avant la Première Guerre mondiale son service militaire à Potsdam dans l'armée du *Kronprinz*. En août 1914, son village est libéré sans grands combats par les troupes françaises. L'Alsace se retrouvant allemande en été 1940, il fait de la résistance et aide à des passages clandestins de la frontière vers la France et la Suisse. En 1940, le père de Fernand travaille dans les chemins de fer et fait également de la résistance.

Le calvaire d'un réfractaire et d'un «Malgré nous»

Malgré sa profession prioritaire, Fernand Kloth est convoqué pour le recrutement en octobre 1942. Comme de très nombreux jeunes Alsaciens, il cherche à échapper à l'obligation illégale imposé par l'occupant de servir dans la Wehrmacht ou la SS. En accord avec sa famille qui risque la déportation en Allemagne, il cherche à gagner la Zone libre, puis l'Angleterre. Trahi par un chauffeur de car français, il est arrêté par les Allemands à Arbois, subit la torture et se voit condamné à dix-huit mois de travaux forcés pour refus de rejoindre le Service obligatoire du travail, pour désertion et franchissement illégal de la frontière. La Gestapo n'a pas découvert ses activités clandestines à Chavannessur-l'Etang.

Sachant que ses proches ont été déportés en Allemagne à cause de sa désertion, il passe par la prison d'Engisheim, puis par le camp de concentration de Dieburg près de Worms, un satellite du camp de Buchenwald, en fait un camp de travail. En mai 1944, Fernand bénéficie de la liberté conditionnelle et rejoint les siens qui se trouvent en Forêt-Noire, où son oncle et son grand-père, âgé de plus que quatre-vingts ans, sont décédés. «La dépression me guette (...) mal-

gré tous les soins et encouragements de mon entourage. Je rencontre de véritables difficultés pour retrouver un équilibre mental, je suis marqué profondément dans ma chair. »

Le 10 décembre 1944, il reçoit un ordre de mobilisation dans la Wehrmacht. Il répond à l'appel par peur de représailles à l'encontre de ses parents, qui risqueraient cette fois le camp de concentration, et se trouve incorporé dans une compagnie disciplinaire sur le front Est, à l'embouchure de l'Oder et de la Neisse. Blessé à un genou et évacué près de Berlin, il déserte une seconde fois. « Cette nouvelle désertion m'est inspirée par mon grand attachement à ma patrie, mais surtout par l'envie de sauver ma peau. » Fait prisonnier par les Russes peu avant l'armistice, il n'est pas trop maltraité, mais se fait voler tous ses objets de quelque valeur, dont sa montre.

L'oisiveté est la pire chose pour un prisonnier... La guerre a interrompu la scolarité de Fernand Claude, alors qu'il n'avait que seize ans. Il devient un prisonnier studieux: un groupe, «constitué d'instituteurs, d'universitaires, d'ingénieurs, d'avocats [il s'agit incontestablement d'Allemands], nous propose des activités culturelles. (...) il y a de quoi parfaire sa culture et acquérir de nouvelles connaissances (...). Je suis bien décidé à développer mon savoir dans la mesure du possible.»

Au-delà de la haine

Ce calvaire tragique, qui est celui de très nombreux jeunes Alsaciens, resterait banal s'il ne prenait une autre dimension grâce aux talents d'écriture de Fernand Claude, qui excelle à faire sentir son vécu et, à travers lui, le drame des Alsaciens, la vie quotidienne dans une prison ou un camp de concentration pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est ce qui fait la valeur et l'originalité de ces «mémoires de guerre». Son calvaire ne l'a pas aveuglé, car il fait passer des silhouettes de geôliers, de soldats, de civils allemands, pas nazis, compatissants et prêts, malgré les risques, à informer sa famille de son sort ou à transmettre des messages. C'est au camp de Dieburg qu'il apprend par Anton, un électricien allemand, l'adresse de sa famille. Anton le garde comme aide, bien qu'il ne soit pas du tout du métier, lui assurant ainsi un supplément de nourriture, chance de survie. «J'apprends alors combien une partie de la population allemande souffre sous le joug nazi, avec la crainte d'être incarcéré pour désobéissance ou sur dénonciation. (...) Très vite je m'habitue à mon nouveau métier, profitant des cours d'électricité qu'il me donne. (...) Jour près jour, je maîtrise mieux la langue allemande, ce qui favorise nos échanges. Mon maître d'apprentissage est ravi de mes progrès, ce qui favorise nos échanges.

Comme ses compagnons alsaciens sans pièces d'identité crédibles, Fernand Claude doit attendre son rapatriement jusqu'au 5 septembre 1945 dans un camp soviétique. Il a vingt-et-un ans, et on le retrouvera directeur général de la Chambre de commerce d'industrie de Belfort, puis secrétaire général de l'Association pour la défense économique de Porrentruy (ADEP).

H.W.

Guérilla dans les forêts

Fernand Auberjonois

Auberjonois, le nom du peintre lié à celui de Ramuz et de Stravinski, est l'un des plus prestigieux de la Suisse artistique! Mais il est lourd à porter pour Fernand, fils du grand René, qui prend le large aux Etats-Unis. Il lance La voix de l'Amérique et accueille des artistes français exilés par la Seconde Guerre mondiale. Le conflit fait de lui un agent secret, un officier de la Western Task Force, bras droit du général Patton, son porte-parole en français. Il connaît en soldat la poussière des villes européennes pilonnées, Paris libéré. Après 1945, il court le monde comme reporter. A un âge avancé, il s'établit à Londres, puis en Irlande où, dans un français délectable, il publie des livres de la plus fraîche sève sur son père, sa mère, sa guerre... Il s'est éteint en août 20041.

Près d'Etobon, en Haute-Saône, les Allemands découvrent une moto et une voiture cachées par des résistants. Des Russent incorporés dans la Wehrmacht exécutent tente-neuf hommes de la Commune, le 27 septembres 1944. Fernand Auberjonois raconte ce tragique événement dans Les Sentiers de la ma guerre ².

Les épaisses forêts du Cherimont et celles de la Thure enserrent dans leur écrin une enclave de prés et une longue colline dénudée au sommet de laquelle se trouve le hameau d'Etobon. La terre de ce coin de pays demande les soins de la population tout entière, qui jamais ne fut nombreuse par rapport aux superficies qu'elle devait cultiver. Etobon voulait se voiler discrètement dans ses fumées bleues. Dans leurs prières, les villageois demandaient à Dieu de les oublier et de les laisser cultiver en paix les champs de cette colline.

Mais il est rare que les humbles puissent choisir leur destinée. Après l'invasion allemande de 1940, Etobon, comme tant de villages de France, se replia sur lui-même. Les visites de l'occupant étaient rares. On subissait dans le silence les brimades administratives. Il en fut ainsi pendant quatre ans. Vint l'automne de 1944. Les vieux d'Etobon m'ont dit avoir remarqué à cette époque, sur les forêts, des vols de corbeaux plus nombreux et plus fréquents. Des battements d'ailes froissaient la nuit et les chouettes criaient leur effroi. C'était l'approche des grandes solitudes.

Dans chacune des demeures d'Etobon, on attendait avec confiance l'heure de la libération. L'occupant manifestait sa nervosité par d'incessantes patrouilles. Parfois aussi le chemin qui sert de rue principale était sillonné par des voitures de la Wehrmacht chargées d'hommes en armes, ou parcouru par des Cosaques. Ces mercenaires, Russes blancs engagés dans les unités des S.S. alle-

¹ D'après Bertil Galland, «Adieu à Fernand Auberjonois», Coopération, 8 septembre 2004. ² Genève, Editions Metropolis, 2001, pp. 143-150.



Fernand Auberjonois.

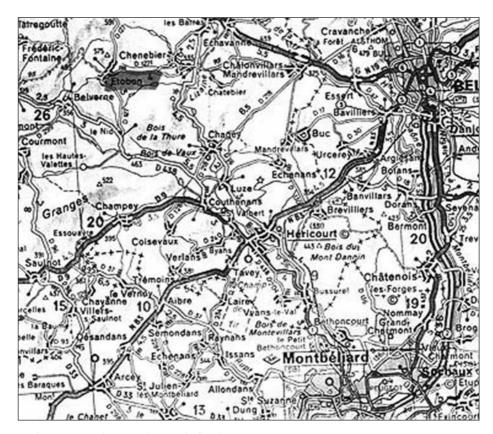
mandes, attachaient leurs petits chevaux mongols aux enclos du hameau. C'est en septembre que, pour la première fois, le canon tonna - l'artillerie de la 1^{re} Armée française venue d'Afrique et d'Italie pour chasser l'ennemi du soi natal. L'histoire avait enseigné aux gens d'Etobon une prudence instinctive. Ils ne tenaient pas à jouer le rôle de martyrs ni à chercher une gloire qui n'eût pas été à leur mesure. Pour les jeunes, les Résistants, il s'agissait de compliquer la tâche de l'ennemi en attaquant les camions et en faisant des prisonniers. Ces coups de main étaient l'ouvrage de volontaires armés de fusils de chasse, qui, du 9 au 26 octobre, capturèrent vingt soldats allemands, n'en tuant que trois au cours de ces opérations, emmenant les autres au lieu-dit La Fontaine-Qui-Saute où ils furent traités humainement sous la garde des gendarmes.

Pourtant l'offensive alliée allait buter contre les derniers contreforts vosgiens, et la canonnade, au lieu de se rapprocher, dressa un écran entre les Français délivrés et ceux que l'occupant continuait de surveiller de près, à Etobon, à Chenebier, à Chagey.

Dans la nuit du 26 octobre, le village s'emplit de rumeurs. Echappant à leurs gardiens, une dizaine de prisonniers du camp de La Fontaine-Qui-Saute, qui s'étaient frayés un passage dans les taillis, accouraient boueux, les vêtements en loques, criant vengeance, demandant la mort de ceux qui les avaient épargnés, relançant les noms des patriotes et leur promettant les plus grands châtiments. Dans les fermes, les femmes s'étaient levées et, ayant jeté un châle sur leurs épaules, elles regardaient par les fentes des contrevents la danse des lanternes. Elles souhaitaient le salut des patriotes et elles tremblaient pour tous ceux qui n'avaient pas pris le maquis. Elles réveillèrent leurs hommes et leur conseillèrent la fuite dans les bois. Mais eux disaient: « Nous ne leur avons rien fait, aux Boches, et nous pouvons le prouver. Ceux des nôtres qui ont pris part à la bagarre sont bien obligés de se cacher. Ils ont fait leur devoir et nous les saluons. Mais nous aussi nous faisons notre devoir en assurant au village son droit de vivre. Il se fait tard dans l'année, il faut rentrer le bois et les pommes de terre. Alors on reste.»

La classe des condamnés

Le 27 octobre au matin, de très bonne heure, le crieur public vint se poster à l'intersection des chemins de Chenebier et de Belverne. On entendit un roulement de tambour et l'habituel «Avisse». Et bientôt on sut: toute la population mâle du hameau, tous les hommes de



Etobon au nord-ouest de Monbéliard.

seize à soixante ans devaient se rendre à la salle de l'école communale à huit heures précises, ordre des autorités d'occupation. Pas de question, l'affaire était grave, mais on pensait pouvoir s'en sortir et être secourus par les premiers éléments de l'armée française toute proche. Soixante-sept hommes répondirent à l'appel de l'occupant et se présentèrent à la salle d'école. Tous les hommes d'Etobon, sauf celui qui s'était caché dans le clocher de l'église où il resta deux jours. Le pasteur et le maire faisaient partie du groupe convoqué. La séance fut longue.

On ne savait pas ce qui se passait derrière la porte fermée, gardée par les sentinelles appuyées sur leurs fusils.

Vers 9h30 le pasteur sortit, accompagné d'un soldat. Il dit: «C'est grave, mais ne perdez pas courage. Ils nous emmènent à Belfort pour nous interroger. Il faut que les femmes apportent des casse-croûte et des chandails à l'école. Ne craignez point, je suis avec eux. » Et il repartit. L'espoir renaissait. Un peu de soleil tomba sur Etobon.

Dix heures sonnèrent. La porte de l'école s'ouvrit. Un par un, encadrés par des soldats baïonnette au canon, les soixante-sept hommes d'Etobon franchirent le seuil. Chacun, en sortant, faisait un geste ou lançait un regard vers sa demeure. D'autres regardaient droit devant eux, mais leur expression disait: «Courage. Tout s'arrangera.» Le pasteur et le maire ouvraient la marche, se tenant très droits, conscients de leurs responsabilités. Attirés par ce cortège, des gosses coururent le long de la colonne; personne ne les rappela et aucun des hommes ne jeta les yeux sur eux.

Donc, ceux d'Etobon poursuivirent leur route vers l'Est, soulevant la poussière du chemin. Ils avaient gardé leurs vêtements de travail, et certains portaient sur le bras une couverture ou un manteau. Derrière le bois du Cherimont le canon tonnait toujours.

Que s'était-il passé dans la salle d'école? On sait peu de chose, mais il est certain que les évadés du camp de La Fontaine-Qui-Saute étaient présents et qu'ils exigèrent tous les noms des villageois qui avaient pris le maquis. Ils ne reçurent pas de réponse. Debout devant le tableau noir, un capitaine de Cosagues de haute stature, au visage de brute avinée, injuriait les hommes d'Etobon et martelait le pupitre de sa main. Une main à laquelle manquaient trois doigts. Par deux fois le pasteur et le maire intervinrent, le suppliant de les emmener et de faire d'eux ce qu'il voudrait, mais de renvoyer leurs compagnons à leurs foyers et à leurs travaux. Pour toute réponse ce fut une autre bordée d'injures.

Car ils savent ce qu'ils font...

D'Etobon à Chenebier la distance n'est guère que de trois kilomètres, et le chemin suit la croupe herbeuse qui domine la forêt de la Thure. Les soixante-sept otages se profilaient contre le ciel bas. Habitants d'un des plus humbles hameaux de France, ils semblaient grandir en s'éloignant de leur pays. Chenebier est construit à flanc de coteau. La plupart des maisons se trouvent dans le vallon, l'église et quelques fermes sont au sommet de la pente. Près du temple le groupe reçut l'ordre d'attendre des instructions. Ils attendirent sans dire un mot.

A cinq heures le capitaine des Cosaques accompagné de deux hommes en uniforme passa devant les otages sans leur adresser la parole. Il fit halte devant le parvis, le mesura des yeux, puis, se tournant vers le plus petit des deux soldats, il dit: «Fais-en venir dix, Pietro.» Ce Pietro était un Sicilien qui portait la tenue des Cosagues. Il avait logé chez l'habitant. Le sourire aux lèvres - ou était-ce un rictus? – il exécuta l'ordre donné. Il s'approcha des gens d'Etobon, en désigna dix au hasard, leur dit de s'aligner face au mur de l'église. Sans un mot, le Sicilien et l'Allemand vidèrent leurs mitraillettes sur les condamnés.

Certaines des victimes s'affaissèrent; d'autres tentaient de s'accrocher au mur avant de s'effondrer. A aucun moment le Sicilien ne cessa de sourire. Il fit un second trajet entre l'église et les otages et de nouveau, compta jusqu'à dix.

Il y eut un mouvement de révolte. Le point tendu, un fermier fit trois pas hors du rang et cria «Tas de lâches! Il y a parmi nous des pères de famille et des anciens combattants.» Pietro lui lâcha une rafale de mitraillette dans la figure.

Les exécutions se succédèrent ensuite rapide ment. Plusieurs condamnés, dont deux de moins de vingt ans, firent face aux assassins. Ils voulaient mourir en regardant leur village. A la troisième fournée, trois gars qui se donnaient la



Cosaques et Ukrainiens servant dans la Wehrmacht, prisonniers à Pontarlier. (Jean-Daniel Collomb, Les Remparts)

main crièrent: «Vive de Gaulle!» Pietro et l'Allemand tirèrent au ventre.

Sur la place le capitaine des Cosaques faisait les cent pas, les bras croisés. Trente cadavres gisaient contre l'église de Chenebier. Pietro, le col de vareuse déboutonné, les manches relevées, souriait toujours. Une quatrième fois il alla choisir ses victimes. Vingt hommes tombèrent à leur tour. Ensuite les gens de Chenebier furent convoqués par le Sicilien pour

creuser une fosse commune et jeter les corps. En surveillant le travail Pietro chantait, sifflait, manifestait sa joie.

Quant aux otages qui, ce jour-là, survécurent au massacre, ils furent conduits vers Belfort (des dépouilles furent trouvées mais non identifiées). Il ne fut plus jamais question d'eux.

Telle est l'histoire d'Etobon.

Je me suis rendu au village plusieurs fois par la suite. Ce récit, je l'ai entendu raconter avec une tragique simplicité par des vieillards qui tremblaient en me disant: «Nous n'osons plus sortir.» A ma dernière visite, la neige tombait. Le chemin était toujours marqué par les rubans de toile des champs de mines. Plus loin, des tombes allemandes, des croix coiffées de casques.

Les hommes d'Etobon sont enterrés dans le petit cimetière. Peu après le massacre, le village fut libéré, mais c'est un village mort, un village aux volets fermés. La fontaine continue de déverser son eau glacée à plein goulot. Mais la rue principale est vide. Les enfants n'ont pas rappris à jouer.

Sortie du tome 6

Col Hervé de Weck

Le Dictionnaire historique de la Suisse arrive à mi-parcours. Le 16 octobre 2007, Peter Schmid, ancien conseiller d'Etat bernois et président du Conseil de fondation du DHS, a présenté à Bâle le tome 6 dans ses éditions en français, en allemand et en italien, qui est paru comme prévu, une année après le volume précédent. Sont aujourd'hui disponibles trois séries de six volumes, soit au total dix-huit volumes, ce qui représente presque la moitié de l'ensemble prévu (treize volumes par langue).

Le tome 6, en français, publié par les Editions Gilles Attinger à Hauterive¹, comprend 870 pages et va de Grob à Istighofen. Comme les volumes précédents, il contient des articles consacrés à la sécurité et à la défense: «Guerre économique», «Guerre privée» au Moyen Age, «Première» et «Deuxième Guerre mondiale» (24 pages), «Guerre froide», «Interventions fédérales», sans oublier «Groupe pour une Suisse sans armée». Concernant l'armée proprement dite, il y a les articles «Rapport du Grütli», «Haut commandement», «Infanterie», «Instructeurs» et «Instruction militaire». Dans ces domaines, les contributions de l'ancien chef de l'Etat-major général, le commandant de corps Hans Senn récemment disparu, sont importantes.

On trouve dans le tome 6 les biographies de personnalités importantes, dont des militaires comme les généraux Henri Guisan (1874-1960) et Hans Herzog (1819-1894), les commandants de corps Alfred Gübeli (1885-1972), commandant du corps d'armée de campagne 2 (1943-1949), Paul Gygli (1909-1992), chef de l'Etat-major général (1964-1971) Heinz Häsler (né en 1921), chef de l'Etat-major général (1990-1992), et Pierre Hirschy (1913-1994), chef de l'Instruction (1966-1974).

Des articles importants traitent de «Gymnastique», d'«Habillement» d'«Habitat», d'«Hôpital», d'«Horlogerie», d'«Humanisme», d'«Impôts» (9 pages), d'«Industrialisation» et de diverses industries suisses (37 pages), d'«Instruction publique» (6 pages). Sous la rubrique «Habsbourg» sont traités la dynastie, le bailliage, le château et la commune du nom. Les articles consacrés à l'«Histoire» font le point sur les différents domaines de cette science humaine, entre autre l'«Histoire militaire» par le professeur Rudolf Jaun.

Le Jura et le Jura bernois sont bien présents dans ce volume du *Dictionnaire historique de la Suisse* avec une dizaine

Dictionnaire historique de la Suisse, t. 6. Hauterive, Editions Gilles Attinger, 2007. 870 pp. Le tome 6 est proposé comme les précédents au prix de 298 francs (dans chaque langue), soit en librairie, soit directement auprès des éditeurs. Commandes pour l'édition en français aux Editions Gilles Attinger (tél 032 753 82 73, fax 032 753 82 74, e-mail info@editions-attinger.ch) ou à la librairie la plus proche.

d'auteurs d'articles et quatre traducteurs. Le tome 6 retient la famille Guhl de Saint-Imier, qui, à la fin du XIX^e siècle, crée la Brasserie Beauregard à Fribourg, les familles Helg, Hennet, Houriet et Imer. Parmi les articles biographiques, on trouve, à côté du jésuite Claude Guélat (1676-1745)) et de Hugué de Raymontpierre (mort en 1608), le fameux clown Grock, né à Loveresse, Victor Henry, préfet d'Ajoie, commissaire à l'internement et à l'hospitalisation pendant la Deuxième Guerre mondiale, le colonel Jean-Baptiste Hoffmeyer, Marc-André Houmard, conseiller national, et Henri Huber, conseiller d'Etat bernois.

Le rythme annuel de parution du *DHS* sera maintenu. Le septième volume est sous presse et sortira en automne 2008. Le huitième volume est en cours de rédaction. La version électronique du *DHS*, appelée e-DHS (www.dhs.ch), accessible gratuitement, offre actuellement plus de 61000 articles, soit presque le 56% du total prévu. Elle contient des textes qui ne sont pas encore imprimés, notamment une bonne partie des volumes 7 et 8.

H.W.



Un portier, dans certaines circonstances, doit savoir dire «non». Affiche suisse concernant les réfugiés placardée durant la Seconde Guerre mondiale

Publications 2006-2007

• Gordon, Thomas: *Mossad, les nou-veaux défis*, S.I., Nouveau monde Editions, 2006. 269 pp.

Journaliste d'investigation, auteur d'une quarantaine d'ouvrages, Gordon Thomas publie régulièrement des articles sur le renseignement dans Bild, Welt am Sonntag, The Sunday Express, El Mundo. Après avoir dévoilé dans L'histoire secrète du Mossad plus de cinquante ans d'histoire du mythique service israélien, il raconte les combats contre le terrorisme international, les bouleversements en cours, entre autres les affrontements entre Mossad et MI6 (les services secrets anglais), un épisode qu'il replace dans un contexte de crise récurrente des services américains. Israël affronte des dangers croissants à la suite du rapprochement entre le Hezbollah et Al-Oaida. L'histoire s'accélère (disparition de Yasser Arafat, situation troublée en Afghanistan et en Irak, menace nucléaire iranienne, disparition d'Ariel Sharon). Le Mossad est sur tous les fronts...

D'où, peut-être une incroyable alliance entre le Mossad et les services secrets chinois, unis pour voler les secrets atomiques américains sans laisser la moindre trace! De nouveaux théâtres d'opérations apparaissent dans la guerre contre Al Qaïda, en Europe mais aussi en Amérique du Sud (Salvador, Venezuela, Colombie). Al-Qaïda a fait des progrès dans l'acquisition de technologies d'armes chimiques et nucléaires. Prenant en compte les complicités et les transferts de technologie atomique entre la Chine, le Pakistan, la Corée du Nord et l'Iran, les plans secrets israéliens existent, visant à détruire les installations nucléaires iraniennes en cas d'échec des négociations diplomatiques. Selon Gordon Thomas, il y aurait implication du Mossad dans la mort de Lady Di, il raconte comment le service suit attentivement les progrès de l'enquête menée par Lord Stevens, qui a averti le prince Charles de s'attendre à des «révélations choquantes».

• Geddes, John: Autoroute vers l'enfer. Paris, Movie Planet, 2006. 216 pp.

Quiconque pénètre en Irak arrive par l'autoroute Amman-Bagdad, qui emprunte la rocade de Fallouja et le périphérique de Ramadi. Cette autoroute, la plus dangereuse du monde, constitue une véritable galerie de tir pour tous les insurgés islamistes armés de Kalachnikov ou de lance-roquettes. Et pourtant, le véritable enfer irakien ne commence qu'au terme de ce voyage terrifiant. L'Irak actuel, véritable creuset du terrorisme islamiste, offre un visage quotidien marqué par les attentats, les enlèvements, la torture ou les démonstrations de haine, sous le regard souvent impuissant de l'armée américaine.

Il existe pourtant une autre armée dont le rôle devient chaque jour plus important, qui tient la deuxième place en nombre après celle des Etats-Unis. 50000 mercenaires – dont quelques femmes – ont été déployés en Irak depuis l'annonce de la fin du conflit en mai 2003. Cette armée, composée d'hommes de plus de vingt nationalités, qui louent leurs services jusqu'à 1000 dollars par jour pour assurer notamment la protection des hommes d'affaires, des ingénieurs, des hommes politiques et... des journalistes qui osent encore rendre compte de la situation en Irak.

La plupart ont été membres des forces spéciales ou soldats dans des unités régulières. L'un d'eux, John Geddes, vétéran de nombreuses guerres, sous-officier dans les forces spéciales britanniques du *Special Air Service (SAS)*, a été parmi les premiers à rejoindre l'Irak comme mercenaire, lorsque George Bush a annoncé la fin des hostilités officielles en mai 2003. Aujourd'hui, et pour la première fois, il témoigne du quotidien terrifiant – parfois rocambolesque – de cette extraordinaire armée privée et de son combat impitoyable contre les insurgés irakiens.

• Tisseron, Antonin; Desportes, Vincent: Guerres urbaines. Nouveaux métiers, nouveaux soldats. Paris, Economica, 2007. 120 pp.

Cet ouvrage prend sa place dans les réflexions sur l'évolution des conflits et du métier de soldat depuis la fin de la guerre froide. En effet, la guerre, aujourd'hui, est d'abord urbaine: Grozny, Beyrouth, Bagdad, Mitrovica, Bassorah, Abidjan, Binj Beil... Loin des images héritées de la Seconde Guerre mondiale, elle ne se limite plus au combat mais comprend des missions diversi-

fiées et complexes. La ville devient le symbole de l'élargissement du métier militaire et de la dualité, sociale et guerrière, du soldat. Au coeur des villes, des populations et des sociétés, cette nouvelle forme d'affrontement oblige les soldats à faire de nouveaux métiers, à manifester de nouveaux savoir-faire et de nouveaux savoir-être, car ils sont tour à tour combattants, agents de l'ordre, diplomates, humanitaires, managers... La ville exige de repenser les équilibres, les structures, les équipements, la formation des hommes et de leurs chefs.

• Desmaretz, Gérard: Prise d'otage – mode d'emploi. Comment la prévenir? Eviter d'être une cible? Comment s'en sortir? Paris, Chiron, 2007. 270 pp.

L'enlèvement est devenu l'une des principales causes d'insécurité. Certaines régions du globe sont connues pour leur insécurité, d'autres le sont beaucoup moins, sans compter les contrées où règne un certain chaos, qui les transforme en terrae incognitae. Les victimes potentielles sont nombreuses, en particulier parmi les expatriés. Les entreprises s'implantent de plus en plus au coeur de zones conflictuelles. La Suisse compte des centaines de milliers d'expatriés, et le prix d'un otage important peut atteindre plusieurs millions de francs! En général, le personnel expatrié ne suit aucun séminaire, aucune formation!

Du même auteur aux éditions Chiron

- Le manuel du garde du corps
- Le manuel de l'agent de sécurité
- Le guide de recherche des personnes disparues
- Des guerres révolutionnaires au terrorisme

Prise d'otages – mode d'emploi a donc pour but de sensibiliser l'expatrié, qu'il soit civil, militaire ou religieux, plus particulièrement les humanitaires, le personnel des ONG, les journalistes, les coopérants, les techniciens, les hommes d'affaire, les touristes aux risques de l'enlèvement. Il s'agit d'un mode d'emploi expliquant comment, par des contre-mesures, réduire les risques d'un enlèvement et assurer sa sécurité. Comment, souvent par ignorance, on est une cible, une proie facile... Attention! Le chapitre «L'évasion» présente des méthodes pour éliminer un garde qui peuvent choquer les âmes sensibles.

Chaque cas est particulier et il n'existe pas de contre-mesures-miracles. Nul ne peut prédire la situation, le lieu, les conditions, les circonstances et le comportement des témoins. En revanche, être mentalement préparé et techniquement instruit sur ce qu'il convient de faire face à tel ou tel événement augmente les chances de s'en sortir vivant ou à moindre mal. L'approche de Prise d'otages – mode d'emploi se situe en amont de l'enlèvement. Même s'il est impossible d'en éliminer le risque, il est possible de le réduire. Vu les sommes faramineuses versées pour libérer des otages, même peu importants, il s'avère que le coût d'un enlèvement est toujours supérieur à celui de la prévention.

• Andrey, Georges: L'histoire de la Suisse pour les nuls. Paris, Editions First, 2007. 572 pp.

Figurer dans la collection «Pour les nuls», c'est le succès assuré. Avant même la sortie du livre, plus de 5000 exemplaires avaient été réservés. Dans l'Hexagone, L'histoire de France pour les nuls de Jean-Joseph Julaud s'est vendu à 450000 exemplaires, le plus gros succès

pour un livre d'histoire! Georges Andrey commence son évocation 300 ans avant le Christ, date de la première mention de l'Helvétie sur une poterie étrusque (*Eluveitie*), couvre 2300 ans jusqu'à l'époque de Christoph Blocher. L'auteur s'est efforcé d'abréger, d'écrire dans un style journalistique une bonne vieille histoire narrative, oubliant les recherches très partielles et spécialisées. Georges Andrey joue au généraliste...

Les livres traitant de l'histoire suisse connaissent le succès. Joëlle Kuntz a publié aux éditions Zoé La Suisse et son histoire en un clin d'œil. Il faut également signaler trois titres, Histoire suisse, Institutions politiques suisses (vendu à 100000 exemplaires) et Economie suisse de Grégoire Nappey, édités par Loisirs et Pédagogie.

Gerardi, Dario: La Suisse et l'Italie 1923-1950. Commerce, finance et réseaux. Neuchâtel, Alphil, 2007. 605 pp.

Ce livre, la version publiée de la thèse de Dario Gerardi, est un bel exemple des dérives d'une histoire «critique» à la Hans-Ulrich Jost qui a soutenu que la meilleure action du général Guisan avait été d'épouser une femme riche! Le doctorant suit la voie tracée par son maître: les dirigeants de l'économie et des grandes entreprises, soucieux du développement de leurs affaires, se prostituent avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, mais il ne dit jamais que la Suisse est encerclée par les puissances de l'Axe. Même le conseiller fédéral Minger est suspect... Si les autorités fédérales refusent des demandes allemandes ou italiennes, c'est à cause de la pression des Alliés. Systématiquement Gerardi met en évidence le négatif et donne à penser qu'entre 1933 et

1945, la Suisse et les Suisses n'ont rien fait de bien. On espère que les très nombreuses données statistiques qu'il fournit sont d'une exactitude irréprochable.

• Langendorf, Jean-Jacques; Streit, Pierre: La Suisse et son armée durant les deux guerres mondiales. Gollion, Infolio, 2007. 335 pp.

Pour la première fois dans la vie de nos communautés nationales, un ouvrage rédigé par deux historiens comble une lacune historiographique en établissant une comparaison serrée des conditions dans lesquelles le peuple suisse, ses autorités et son armée ont dû affronter les deux guerres mondiales. Le livre, clair et objectif, fortement documenté et richement illustré de documents inédits ou peu connus, met en parallèle, pour les deux époques, les préparatifs et l'organisation militaire, la situation politique, économique et sociale, la vie quotidienne, le déroulement du service actif et celui des combats aux frontières de la Suisse. Cette approche révèle le rôle majeur de la milice et le rôle fédérateur du général Guisan.

Le Genevois Jean-Jacques Langendorf, maître de recherches à l'Institut de stratégie comparée de Paris, a publié de nombreux ouvrages, dont une récente *Histoire de la neutralité*. Le Vaudois Pierre Streit, directeur scientifique du Centre d'histoire et de prospective militaires de Pully, est l'auteur d'une récente *Histoire militaire suisse*.

 Bernhard, Roberto: Le Réduit national. Mythes et réalités. Bienne, Institut Libertas, Centre d'histoire et de prospectives militaires, Association suisse d'histoire et de sciences

militaires, Groupes histoire vécue, 2007. 53 pp.

Dans des articles ou des ouvrages récemment parus, qui se prétendent scientifiques, des universitaires, refusant de prendre en compte des travaux sérieux, entre autres ceux du commandant de corps Hans Senn et de Willy Gautschi, accusent le général Guisan de «trahison», parce que, après la défaite de la France en juin 1940, il a retiré l'armée dans les Alpes, «abandonnant» la population à son triste sort. Avec Das Reduit, Mythen und Fakten rédigé en allemand, Roberto Bernhard de Winterthur rétablit la vérité et la réalité historiques. Deux éditions distinctes, l'une en allemand, l'autre en français (Le Réduit national - Mythes et réalités), sont destinées au jeune public qui, trop souvent, ignore tout de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Egalement à celles et à ceux, sensibles à l'histoire de la Suisse à l'époque des fascismes et de la guerre froide, qui ont été scandalisées par plusieurs conclusions de la Commission Bergier, les affirmations des historiens dits «critiques» et les attaques injustifiées portées contre la Suisse à propos des fonds en déshérence.

Muret, Stéphane: Les années noires dans le Territoire de Belfort. 1939-1945. Sainte-Croix, Pontarlier, Presses du Belvédère, 2005. 270 pp.

Jusqu'à la fin 1942, le maréchal Pétain reste, malgré la pénurie un chef vénéré dans le Territoire de Belfort. Beaucoup, écrasés par le poids de la défaite, entrent dans une sorte d'empathie qui va durer plusieurs mois. Ils se tournent vers le Maréchal, seul rempart apparent contre la désagrégation de l'Etat. Stéphane Muret n'hésite pas à mettre en

évidence des faits, des situations et des attitudes qui ne correspondent pas aux mythes de la résistance...

A partir de 1942, les esprits basculent. L'invasion de l'Empire par les Alliés, l'occupation de la Zone libre, le sabordage de la flotte à Toulon entraînent l'écroulement du mythe du Maréchal et de la Révolution nationale. Le Service obligatoire du travail au profit des Allemands est vécu comme une trahison. La résistance s'intensifie, mais il faut distinguer les mouvements et les réseaux de résistance, qui ont une importance nationale et ont été créés par des civils, surtout des militaires, qui refusent la défaite dès 1940, et les groupes de résistance, qui n'ont qu'une incidence régionale. Toutes ces organisations vivent, parfois en symbiose, parfois en concurrence, le plus souvent, cloisonnement oblige, dans l'ignorance des uns envers les autres.

Les mouvements cherchent à avoir une influence sur la population. L'accroissement de leurs effectifs est donc un objectif prioritaire, le recrutement repose sur l'engagement individuel. Aucune classe sociale n'adhère ès qualité dans la résistance! Après une phase d'organisation interne jusqu'en 1942, les mouvements s'affilient à un parti, unissant leurs groupes militaires au sein de l'Armée secrète (AS). En 1943, Jean Moulin, l'envoyé du général de Gaulle, réussit à les unifier. En septembre 1944, les FFI (Forces françaises de l'intérieur) du Territoire de Belfort montent au maguis mais se font détruire par les troupes allemandes ou sont obligés, pour les moins compromis, de rentrer chez eux; quelques-uns sont forcés de passer en Suisse d'où ils pourront aller s'engager dans la 1^{re} Armée française.

Les réseaux débordent sur la Suisse et l'Espagne, car ils veulent d'emblée des liaisons rapides pour acheminer vers Londres renseignements et documentation. Ils s'appuient souvent sur des services spéciaux mis en place avant la guerre et disposent de moyens financiers importants. Dans le Territoire de Belfort, les parachutages par les Alliés d'armes et de personnes commencent en 1943, le premier semblant avoir lieu à Foussemagne. Sécurité et cloisonnement obligent, beaucoup de ceux qui travaillent pour un réseau ignorent son existence. Les premiers sabotages, dans le Territoire de Belfort, datent de l'année 1942. Ils se multiplient dès 1943 (62 actions), comme les attentats contre des Allemands et des collaborateurs et les exécutions.

• Lambert, Nathalie; Alix, Jean-Marie: Monument du maquis du Lo-mont. Histoire – Mémoire. Editions Réalgraphic, 2007.

Le maquis du Lomont compte près de 3000 hommes en août et septembre 1944. Ouvriers, paysans, intellectuels composent cette «armée de l'ombre», autant un mouvement populaire qu'un outil pour des opérations militaires. Ce maquis contribue efficacement à la progression de la 1^{re} Armée française venue d'Afrique du Nord et qui va libérer le Pays de Montbéliard.

Les deux auteurs ont déjà publié trois ouvrages: Le Maquis du Lomont 1944-1994. Belfort, Editions Reiter, 1994; Jules Carrez 1903-1985 – Convictions et engagements d'un instituteur dans le Pays de Montbéliard. Belfort, Editions Réalgraphic, 2003; Sacrifice suprême d'un insoumis – Jean Paul Guyot 1922-1944. Belfort, Editions Réalgraphic, 2004.

Dès juin 1945, la Société des officiers d'Ajoie participe à Montbéliard puis à Montécheroux à un hommage aux résistants. Chaque officier suisse recoit Un historique de la résistance dans le Pays de Montbéliard. En échange, les invités du jour répondent par un Hommage des officiers d'Ajoie à leurs glorieux camarades des forces françaises du Lomont, sous la signature notamment du lieutenant colonel Belev. Souvenir et Mémoire s'imposent dès l'immédiat après-guerre. Une volonté forte se manifeste, du côté français, pour l'érection d'un monument sur le site du Lomont. Les initiatives sont nombreuses, tant pour le choix de l'image symbolique qui rappellera l'événement aux générations futures que pour le financement du monument. Un hommage particulier est rendu aux artistes-peintres locaux qui, par le don d'une toile mise en souscription, ont remis l'art au premier plan après le bruit des armes!

L'inauguration le 24 août 1947 se déroule en présence de hautes autorités civiles et militaires. C'est le colonel Beley, commandant d'un bataillon frontière de fusiliers de 1939 à 1945, qui apporte le témoignage de l'amitié et de la solidarité suisses. Les cérémonies annuelles chaque automne, les diverses initiatives prises au long des décennies, voilà ce qu'on peut découvrir dans Monument du Maquis du Lomont. Histoire – Mémoire.



Le conseil en prévoyance UBS. Le plus important dans la vie est le bienêtre de votre famille. C'est pourquoi vous devez penser suffisamment tôt à lui assurer une sécurité financière. Prenant en considération votre situation personnelle, votre conseiller UBS vous montre comment constituer un patrimoine, économiser des impôts et financer les études de vos enfants. En outre, il vous propose des solutions couvrant les risques en cas d'événements imprévus. Demandez-nous conseil sans plus attendre. Pour garantir votre avenir.

Nous nous réjouissons de votre visite. UBS SA, rue de l'Avenir 5, 2800 Delémont UBS SA, rue du Jura 11, 2900 Porrentruy

www.ubs.com/prevoyance



Soirée de gala des officiers romands

Fiche d'information

LES OFFICIERS DU CŒUR

23 MAI 2008



Organisation:

Société vaudoise des officiers, avec le soutien des sociétés d'officiers des cantons de Genève, Valais, Fribourg, Jura, Neuchâtel, ainsi que de l'AVIA romande, de la SSOLOG et de l'Union des sociétés militaires vaudoises (USMV).

Buts: Récolter des fonds en faveur de deux bénéficiaires:

- Swiss Disabled Sailing Team.- Cette association a pour objectif de faire naviguer, dès 2009, un équipage mixte (personnes valides et handicapées) sur un voilier catamaran *M-2 Ventilo* (voilier de sport de haute technologie).
- SWISSCOR.- Cette fondation, créée en 2000 et placée sous le patronage de l'ancien président de la Confédération Adolf Ogi, organise chaque année un camp médicalisé en Suisse pour cent enfants, de neuf à treize ans, victimes de situations de conflit ou de crise dans leur pays.

Date et lieu: vendredi 23 mai 2008 à Yverdon-les-Bains, salle de la Marive

Participants:

Officiers, sous-officiers et soldats des sociétés ci-dessus, autres militaires et civils sur invitation (environ 400 personnes attendues).

Prix: 100 francs par personne, (lieutenants 70 francs)

Tenue: Tenue de sortie chemise blanche, cravate grise A95 ou noire A72, sans poignard. Civils en tenue de ville foncée, dames, robe longue souhaitée

Description de la soirée:

- Repas de grande qualité, grâce à l'exceptionnelle participation du Stage de formation pour chef de cuisine militaire, épaulée par le *Swiss Armed Forces Culinary Team*, championne du monde 2006 de cuisine militaire.
- Animations personnalisées aux tables, numérologie, magie, etc.
- Bal avec un orchestre dynamique et polyvalent.
- Tombola et vente aux enchères avec des lots de grande valeur.

Invitation et programme, prière de consulter, dès janvier 2008, le site www.svovd.ch

Contacts ou renseignements:

Président de la SVO:

Vincent Piguet, 079 213 66 79 vpiguet@regie-piguet.ch

Président du comité d'organisation:

Thierry Pidoux, 078 694 59 59 thpidoux@hispeed.ch

Correspondance:

Officiers du Cœur, Case postale 1103, 1401 Yverdon-les-Bains.

